

ARCHIVES

# famille et développement

numéro 6

avril 76



*revue trimestrielle africaine de santé familiale*

125 CFA  
Mali 150 F.  
Zaire 50 K.

# Langues nationales et développement

*«Une éducation pour le développement» est l'idée qui sous-tendait les débats, lorsqu'en décembre 1973, un groupe d'éducateurs africains discutait de la nécessité de créer une revue africaine. Nous avons alors défini le développement comme «une affaire d'hommes responsables qui décident de travailler pour un mieux-être économique, social et culturel». Nous insistions beaucoup sur l'idée de prise de conscience qui devait se faire par une éducation reçue dès le plus jeune âge. Et la famille, première institution sociale où se forment les habitudes*

*que bien souvent nous gardons toute la vie, apparaissait comme un champ privilégié sur lequel nous pouvions agir en vue de transformer les habitudes et les mentalités des populations. D'où le titre **Famille et Développement**.*

*Mais force fut de nous rendre à l'évidence que plus de 80% des familles africaines étaient analphabètes et que nous projetions de rédiger notre journal en français !*

*Il fut donc décidé que nous nous adresserions à des intermédiaires, c'est-à-dire ceux qui avaient la charge de l'éducation des familles : les animateurs ruraux, le personnel para-médical, les enseignants,*

*etc. Transformant «Famille et Développement» en outil de travail, ils pourraient faire naître chez les populations le désir de transformer leur environnement, d'acquérir des connaissances, d'instaurer de nouveaux rapports sociaux sur la base du respect et de l'égalité. Par cette expérience, les masses appréhenderaient une autre vision du monde.*

*Ainsi, dès le départ, nous nous sommes heurtés au problème combien crucial et délicat de la communication. Car les éducateurs, ayant tous reçu une formation dans une langue étrangère, ont parfois des difficultés réelles à traduire leurs connaissances dans les «langues vernaculaires». Et la langue étant le support principal d'une culture, la scolarisation des uns creuse en dernière analyse un fossé profond dans notre société, fossé qui se reflète dans le mode de vie et de pensée. D'une part, il existe ceux qu'on appelle, de manière abusive, les «conservateurs» c'est-à-dire la grande masse de nos populations, productrice de biens matériels et détentrice d'un savoir et d'une sagesse millénaires plus que jamais nécessaires à notre marche en avant; et d'autre part, les «évolués» essentiellement consommateurs, c'est-à-dire l'élite intellectuelle ayant acquis le savoir occidental.*

*La nécessité d'une fusion de ces deux pôles pour la définition de stratégies efficaces de développement devrait apparaître comme une évidence. Et c'est dans ce cadre général que se situe la nécessité impérieuse de restituer à nos langues africaines, en tant qu'instruments indispensables à notre émancipation économique et culturelle, leur juste place. Tout Africain doit se sentir concerné. Pour ouvrir le débat dans nos colonnes, nous avons interviewé un spécialiste de ces questions.*



par Marie-Angélique Savané

**DEPIGMENTATION**

**Enfin convaincus**

*Nous vous remercions cordialement pour l'envoi gratuit de votre belle revue «**Famille et Développement**». Nous la trouvons très instructive. Je vous cite seulement l'article sur la dépigmentation artificielle du numéro 4. Eh bien, beaucoup de nos élèves ont maintenant compris le danger auquel ils s'exposent en employant tous les produits que vous mentionnez. On a beau leur parler, ils ne veulent rien entendre. Mais puisque votre journal a pu les convaincre, photos à l'appui, des effets néfastes d'une telle pratique, ils s'abstiennent enfin !*

*Je vous suggère donc deux autres sujets que vous pourriez traiter à l'occasion : le port de lunettes non-médicales surtout de lunettes fumées quand il n'y a plus de soleil, comme le soir après 5, 6 heures et le port de souliers à hauts talons très peu commodes.*

*Nous vous souhaitons longue vie et espérons que votre revue continuera à œuvrer pour le développement et le progrès.*

*Avec tous mes respects.*

**P<sup>r</sup> M.G. VERBRAEKEN** Imbela - Zaïre

\* Voir F. & D. n°1.

**Beauté  
noire  
où es-tu ?**

Vivement impressionné par votre journal, je viens par ces lignes vous témoigner la façon dont **Famille et Développement** contribue au bien-être familial.

Nouvelle venue parmi tant de revues africaines, **Famille et Développement** est un périodique de grande valeur, et qui laisse une marque indélébile dans l'esprit de chacun de ses fervents lecteurs.

Oui, **F & D** est une revue passionnante ! En lisant avec minutie l'avant-dernier numéro, j'ai découvert et lu avec un immense intérêt l'article sur la dépigmentation artificielle. Dépigmentation ! Voilà un vilain mot à combattre à tout prix dans les sociétés noires. Etant donné que

nous sommes nés Noirs, vivons Noirs et mourons tels. La dépigmentation artificielle est un fléau qui s'acharne à faire des Africains de sots esclaves. Je peux vous affirmer que même dans les milieux ruraux, elle a pas mal d'adeptes, femmes comme hommes. C'est ainsi que dans certaines familles, on peut voir et l'homme et la femme emmitoufflés dans une peau qui n'est ni africaine, ni européenne. Quelle chose fâcheuse ! Que penser des descendants de ce prétendu couple élégant ? Quelle élégance ? Bien au contraire, on se ridiculise.

Notre devoir, à nous Africains dignes de ce nom, serait de mener une lutte acharnée contre ce fléau, de peur de voir toute l'Afrique de la prochaine génération dépourvue de vrais Africains, d'Africains authentiques, d'Africains à la belle Peau Noire.

**F & D** a abordé ce problème dans son numéro 4.

Je l'en félicite de tout cœur. Ceux qui pratiquent la dépigmentation par ignorance du danger qu'elle représente peuvent immédiatement cesser cette pratique, grâce à l'information diffusée par **F & D**. Ceux qui se dépigmentent pour le simple plaisir de minimiser notre dignité africaine n'ont qu'à veiller au sort qui les attend.

C'est pourquoi, voulant éveiller l'attention des jeunes gens et des jeunes filles en particulier, contre les méfaits de ce redoutable fléau, je me suis servi dans ma classe d'une photo découpée dans le numéro 4. La femme en question était punie, frappée d'une hyperchromie, conséquence de ses propres manœuvres de dépigmentation. Cette photo fut circulée dans la salle, pupitre après pupitre, puis expliquée.

Après les explications, bon nombre des visages des vingt filles de la classe ont «pâli» d'effroi. Hélas ! la plupart s'étaient déjà... «blanchies»

**Eklou Komlan  
Abdou-Konou  
Enseignant, Ecole  
de LEBE, Togo**

**F & D** : *Le courrier que nous avons reçu montre que le problème de la dépigmentation est beaucoup plus grave qu'on ne le pense généralement en Afrique. Nous sommes étonnés du silence des pouvoirs publics à l'égard de ce problème dans la plupart des pays. Est-ce de l'ignorance, ou une conséquence du fait que les épouses des cadres responsables utilisent ces produits ?*



**Ici Radio  
ELWA**

Vous connaissez peut-être l'existence de Radio ELWA, cette station chrétienne établie au Libéria depuis plus de 20 ans, qui diffuse des programmes à caractère religieux et culturel dans plus de 35 langues africaines ainsi qu'en anglais et français. Le département francophone de cette station est installé en Côte d'Ivoire depuis deux ans déjà. En français nous avons une heure de diffusion par jour.

Ayant eu connaissance de «**Famille et Développement**» et vu l'intérêt de cette revue sur le plan culturel, nous avons jugé bon, conformément d'ailleurs à l'autorisation donnée, d'utiliser certains de vos articles.

Nos magazines ont une durée d'1/4 d'heure. Il est bien entendu que pour chaque diffusion nous précisons l'origine de l'article tiré de votre revue. Les articles sont lus soit intégralement, soit en partie selon le temps disponible.

Jusqu'à présent nous avons utilisé : «**Planning familial**» et «**Criant dans le désert**».

**J.P. VOLTZ  
Radio ELWA  
Abidjan - Côte d'Ivoire**

**CINEMA**

**Boycotter  
Bruce Lee**

J'ai lu presque en entier votre dernier numéro. C'est tout spécialement votre éditorial qui a attiré mon attention. Il sonne juste et je crois qu'il est temps que des revues comme la vôtre attirent l'attention sur les ravages causés par le cinéma en particulier. En ef-

fet l'effort que pourront déployer les éducateurs de tous genres : parents, professeurs, responsables des mouvements de jeunesse, éducateurs, animateurs de maisons de jeunes, conseillers religieux, sera rapidement neutralisé par telle ou telle projection cinématographique. Puisque les commissions de censure se montrent pratiquement inefficaces dans tous les pays, ne faudrait-il pas en particulier que les établissements scolaires et tous ceux qui s'intéressent à la jeunesse sachent, par l'information de leurs jeunes, encourager l'assistance à des films qui ont de la valeur (les directeurs de cinémas s'apercevront alors que de tels films rapportent davantage), et en arrivent à un véritable boycottage de films de violence, d'érotisme et des films pornographiques. Un exemple : les guides de la ville de Bobo ont organisé en novembre dernier une matinée au profit de leur mouvement. Parmi les films qu'on leur a présenté, elles ont choisi «le Gendarme se marie» de Louis de Funès parce que ce film était classé comme pouvant être vu en famille. Elles ont par ailleurs affiché en divers établissements le scénario de ce film. Elles n'ont pas fait de gros bénéfices (5.000 CFA, qu'est-ce que c'est pour les besoins d'un mouvement de jeunesse), mais elles étaient contentes, car pour ceux qui étaient venus, petits et grands, c'était une bonne détente. Elles ont fait un choix. Un film d'action leur aurait rapporté davantage (comme le leur a dit le directeur du cinéma), mais il aurait sans doute prêché la haine, la trahison... (comme viennent de le mettre sur leur affiche des jeunes secondaires invitant des spectateurs à la projection du film «Sergent Keen»).

**P.B. FAGNON**  
Aumônerie des Collèges  
Bobo-Dioulasso  
Haute-Volta

## L'EXCISION

### C'est traumatisant et très grave

Je ne suis pas tout à fait d'accord avec le camarade Minmin Nji Doumbia, (voir courrier, F. & D n° 4). Dire a priori que les femmes non excisées ont plus d'appétit sexuel que les excisées est, selon moi, une affirmation purement gratuite.

Le cas de la femme non excisée qui demande le divorce parce que son mari n'arrive pas à la satisfaire, n'est pas à généraliser. C'est plutôt un cas particulier et assez rare.

Dans tous les pays afri-

cains où la pratique de l'excision est de rigueur, on peut rencontrer, aussi bien dans le rang des excisées que des non excisées, des femmes ayant ou non un très grand appétit sexuel. Tout cela dépend de la conformation anatomique de chacune et, aussi, de son éducation. Ce n'est donc pas, à mon avis, la pratique de l'excision qui arrangerait les choses bien au contraire.

Dire aussi qu'un homme polygame n'arrivera pas à

satisfaire régulièrement ses nombreuses épouses non excisées n'est qu'un prétexte pour maintenir cette pratique barbare.

L'homme, de nos jours, conscient de ses responsabilités, qui aime ses enfants et veut leur assurer une bonne éducation dans la paix et le bonheur, n'a vraiment pas besoin de s'encombrer de femmes. S'il décide de prendre plusieurs épouses, c'est qu'a priori il se sent capable de les satisfaire toutes, également et pleinement. Sinon, puisque personne ne l'y oblige, qu'il reste donc tranquille et se contente d'une seule épouse. De telles raisons ne sont vraiment que de faux prétextes pour continuer à pratiquer l'excision. Celles qui l'ont subie savent combien c'est traumatisant et les très graves dangers auxquels, fatalement, on est toujours exposé. Tout cela doit cesser.

Dans nos vieilles traditions, nous devons savoir choisir les bonnes et laisser de côté les mauvaises - je veux dire celles qui ne sont d'aucune efficacité, qui nous sont néfastes et qui nous retardent car la pratique de l'excision, avec tout le mystère dont on l'entoure, loin de faire cesser la prostitution, n'est que de la mystification. Et la masse a sérieusement besoin d'être démythifiée.

Je crois, ou plutôt je suis convaincue que, progressivement et grâce à **Famille et Développement**, nous y parviendrons tous, afin que soit libérée totalement et définitivement, la femme africaine. Bon courage et heureuse année à **Famille et Développement**.

**Camarade Abassi née Paraiso**  
Institutrice Ecole urbaine  
Kandévié  
Porto-Novo - Rép. P. Bénin

*Le courrier continue  
pages 51 et 52*

### Depuis... quinze ans

*Famille et Développement est ce type de journal que l'Afrique et les Africains attendaient depuis 15 ans. F. & D. attire les jeunes par ses idées, ses réflexions. Je félicite tous les responsables de cette revue fondée par des Africains qui peuvent nous aider à résoudre nos problèmes.*

**Koffi Appia Alexandre - Elève au C.E.G. Bongouanou - Côte d'Ivoire**

### Quand des éléphants...

Nous sommes des élèves de CM<sup>2</sup> d'une école de village. Nous sommes organisés en groupes de travail et d'enquête. Notre groupe a découvert votre journal, il est très intéressant, surtout le n° 3 que nous avons. C'est pourquoi nous vous demandons les premiers numéros et celui où paraîtra notre lettre et notre question. Nous voulons

faire une surprise à toute la classe. Le directeur, notre maître nous ont encouragés à vous écrire.

Nous voulons savoir pourquoi certaines personnes naissent albinos ?

Nous disons merci à votre revue.

**Groupe «les Eléphants»**  
E.P.P. Zolihouan  
Daloa - Côte d'Ivoire

**F. & D. :** *L'albinisme (du latin : albinos, blanc) est causé par l'absence de pigments (une substance chimique responsable de la coloration) jaunes, rouges, bruns ou noirs dans la peau, les yeux, les plumes, les cheveux, les poils d'animaux et d'hommes. Les animaux albinos survivent rarement, car il leur manque les pigments qui protègent contre les rayons solaires.*

*C'est une condition héréditaire chez l'homme et les animaux vertébrés, due à des causes diverses. Chez l'homme, l'albinisme est dû à l'absence de mélanine, le pigment brun foncé habituellement présent dans les cheveux, les yeux et la peau. Le véritable albinos a une peau d'un blanc laiteux, des cheveux très blancs, et les iris des ses yeux sont roses.*

(F et D)



Roger T. Adjalla  
Union des Coopératives  
du Dahomey, Cotonou



Koffi Attignon  
Secrétaire général,  
ministère de l'Education nationale  
Lomé, Togo



Binta Barry, monitrice  
à l'Ecole nationale des Infirmiers  
et Infirmières d'Etat, Ouagadougou,  
Haute-Volta

Cit. D' Nsumu Disengemoka,  
Pédiatre  
Université nationale du Zaïre  
Kinshasa, Zaïre



D' Gérard Ondayo,  
Directeur des services de Santé  
ministère de la Santé  
Brazzaville, Congo



Abdoulaye Touré,  
Direction Générale  
de l'Enseignement  
Abidjan, Côte d'Ivoire



Abdoulaye M. Traoré  
Directeur général adjoint  
Opération riz, cultures vivrières  
Bamako, Mali



## Rédaction



Rédactrice en chef :  
Marie-Angélique Savané,  
CRDI - Dakar



Directeur :  
Pierre Pradervand CRDI Dakar



Secrétaire de rédaction :  
(maquette) Charles Diagne  
CRDI - Dakar

# SOMMAIRE

<i>Editorial</i>	P. 2
Langues nationales et développement par Marie-Angélique Savané	
<i>Développement</i>	P. 7
Trois articles sur la santé publique : Une médecine pour tous - Priorité à la médecine préventive - Médecine et avenir	
<i>Revue de presse</i>	P. 15
Un cri d'alarme - Moins de 100.000 francs s'abstenir Un poisson miracle - Découverte de l'expérience ujaama Quelles seront les suites de Lomé ?	
<i>Famille africaine</i>	P. 17
Ainsi commence la vie	
<i>Informations scientifiques</i>	P. 21
Science, art ou magie ? - Des algues à table Encore le triticale - Des maisons pour tous	
<i>Jeunes</i>	P. 24
Devenir paysan (Comment un citoyen est devenu agriculteur)	
<i>La question du lecteur</i>	P. 35
Quelles sont les causes de l'impuissance masculine ?	
<i>Divertissements</i>	P. 37
Mots croisés - Petit conte des «Nupe» - Cuisine Combien sont-ils - Petit fils de ma femme - Proverbes	
<i>Education</i>	P. 39
Pour une politique des langues nationales	
<i>Santé</i>	P. 45
Vivre sainement - Comment manger Comment élever nos enfants	
<i>Petit lexique économique</i>	P. 53
Les investissements	

DEVELOPPEMENT



# 1 Une médecine pour tous

Il y a peu de domaines où l'influence des modèles occidentaux sur l'Afrique a été aussi négative que dans le domaine médical. Théoriquement destinée à tous, la médecine reste encore l'apanage d'une petite élite privilégiée des villes. Ainsi, dans un pays d'Afrique francophone qui, depuis l'Indépendance, prône une médecine préventive tournée vers le milieu rural, on constate, selon les statistiques officielles de la santé, que la région de la capitale concentre 153 sages-femmes sur 250, 53 pharmaciens sur 62 et 203 médecins sur 276, ce qui donne un médecin pour 2.500 habitants en ville mais seulement 1 pour 50.000 habitants en milieu rural, (1 pour 80.000 dans une des régions du pays). Dans tel autre pays, un seul hôpital de la capitale avale les 50% du budget de la santé. De plus, dans certaines régions, la qualité des services de santé s'est même dégradée depuis l'Indépendance. C'est scandaleux, mais vrai. On continue à investir des sommes très importantes dans des hôpitaux dont la construction ou la rénovation est décidée en fonction d'options difficiles à justifier, sans égard aux impératifs d'une politique de santé rationnelle.

Ainsi, dans un hôpital que nous avons visité, construit grâce à l'aide étrangère, les salles sont climatisées. L'hôpital jouit d'un service de buanderie automatisé. Résultat : on met au chômage des gens qui pourraient s'assurer au moins un modeste gagne-pain en lavant les draps. Certains services disposent de machines ultra-perfectionnées.

Résultat : lorsqu'elles tombent en panne, il faut faire venir les pièces de rechange de l'Europe : 4-6 mois d'attente ! Et jusqu'à très récemment, la ville ne disposait même pas d'ambulances pour amener les urgences. Résultat : les malades arrivaient souvent dans un si piteux état qu'on ne pouvait faire grand chose pour eux.

Il y a ici un problème de choix politique qui est fondamental : à qui



Nations-Unies

l'organisation actuelle de la santé profite-t-elle réellement ? Aux masses rurales ? On se permet d'en douter. Avec l'argent investi dans certains hôpitaux on pourrait construire plusieurs dizaines (voir centaines) de dispensaires, dont l'action serait beaucoup plus efficace pour un coût de fonctionnement infiniment moindre, (calculé par malade). Récemment, une capitale de l'Ouest-africain annonçait, avec éclat, une opération soi-disant extraordinaire menée par un chirurgien qu'on avait fait venir d'Eu-



OMSI, Mohr

rope ! Le coût de cette « opération à sensation » aurait permis d'offrir des soins préventifs contre la tuberculose à des milliers de personnes.

Qui opère ces choix, et dans l'intérêt de qui ?

Dans tel autre pays africain, la priorité numéro un du budget de la santé est d'avoir un hôpital de la capitale qui pourra tout soigner, même les maladies rares et très coûteuses. On installera donc même une bombe au cobalt (appareil très coûteux pour soigner le cancer), qui mobilisera plusieurs techniciens, alors que dans les villages de la brousse les gens n'ont même pas de l'eau potable à boire.

Quelle est la logique — s'il y en a une — d'un tel choix ?

Et les pays qui sont les premiers à se plaindre d'un manque de moyens sont les premiers à gaspiller les ressources dont ils disposent. Ainsi, un pays d'Afrique occidentale a récemment dépensé, en une année, 52 millions de CFA pour l'achat de produits pharmaceutiques et la rénovation des centres de santé pour tout le pays. Dans la même année, le

mier d'Etat, M. Malo, dans le *Courrier des lecteurs*).

De plus, l'action préventive est extrêmement rentable. Une thèse en médecine soutenue en 1975 par le D<sup>r</sup> Befidi-Mengue du CUSS de Yaoundé sur l'incidence du tétanos sur la Santé publique, conclut que «l'argent utilisé pour traiter 1 seul malade aurait pu servir pour acheter du vaccin pour... 759 personnes... et ces personnes auraient été protégées pour 10 ans».

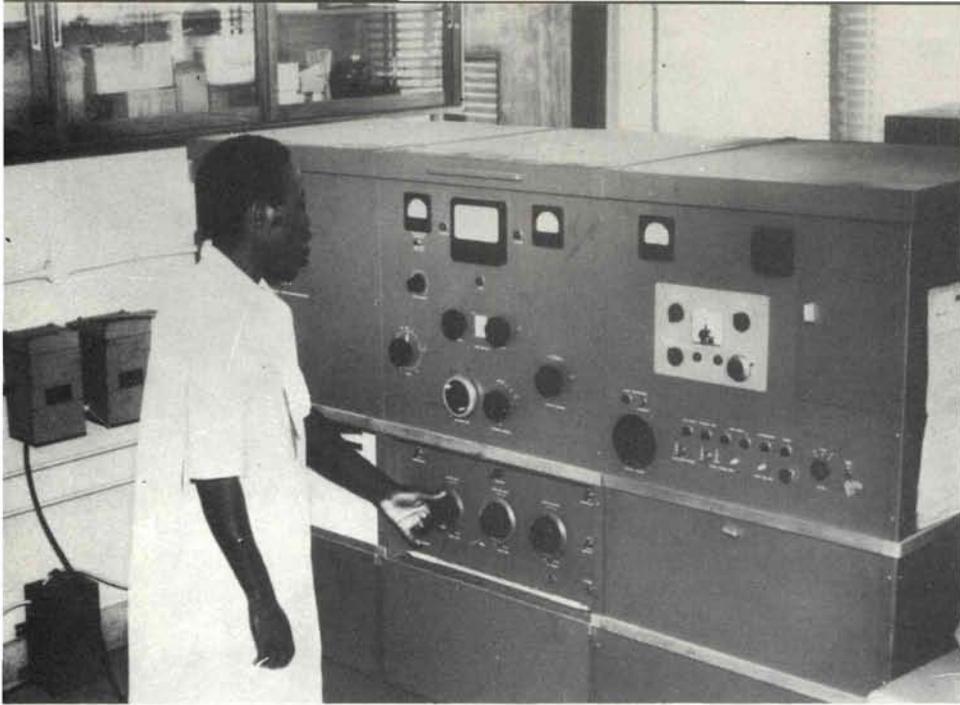
Mais, ce calcul n'inclut pas la perte économique due à l'immobilisation d'un travailleur à l'hôpital, sans parler de la perte de production due au décès (très fréquent avec le tétanos). Si on incluait ces données, sans doute l'action préventive se révélerait dans ce cas **plusieurs milliers de fois moins cher**.

Nous pensons même que les investissements de base dans le domaine de l'hygiène et de la prévention sont **parmi les investissements les plus rentables économiquement qu'un Etat africain puisse faire**.

Ce problème des structures médicales et de l'action préventive est assez sérieux pour que nous y revenions de temps en temps. Ainsi, après «les médecins-aux-pieds-nus» (F & D n° 2), qui rapporte une remarquable expérience chinoise dans le domaine de la médecine de masse, nous donnons la parole au D<sup>r</sup> Gérard Ondaye, directeur des Services de Santé du Congo. Ayant compris que l'organisation de la médecine dépendait de choix politiques claires, la République populaire du Congo s'est engagée sur une voie originale qui cherche à donner réellement à la médecine préventive la seule place qui puisse être la sienne, à savoir la première.



OMS



OMS



OMS/J. Mohr



OMS/Paul Almassy

ministère de la Santé dépensait 104 millions de CFA — exactement le double ! — pour évacuer sur Paris, au frais de l'Etat, dans une clinique de luxe du 16<sup>e</sup> arrondissement, une poignée de personnes, avant tout de hauts fonctionnaires de la capitale ayant les «bons» contacts avec qui de droit. Ces personnes étaient toujours évacuées avec quelqu'un de leur famille ou un infirmier, voire un médecin. Elles occupaient une chambre privée à 25.000 CFA par jour (sans compter les traitements, médicaments, etc). Leur séjour dure souvent des semaines, voire des mois. Fréquemment, on leur accorde une visite de contrôle à Paris, 6 mois ou un an après, même si cette dernière n'est pas indispensable.

Le budget de la Santé de ce pays a, théoriquement, un plafond qui limite les sommes dépensées pour les évacuations médicales. Aucun problème. Lorsque le plafond est atteint, on envoyait les gens «en mission». Et en plus de leur solde, qu'ils continuent à toucher, ces pri-

vilégiés perçoivent des frais de mission.

Ce pays est classé comme un des plus démunis au monde.

Quant au pauvre paysan de ce même pays, s'il veut emmener sa femme gravement malade vers un centre de santé ou un hôpital, il devra lui-même payer l'essence de l'ambulance, si par hasard une ambulance se trouve dans la région, ce qui n'est que rarement le cas. Sinon, sa femme pourra mourir.

Il faut oser le dire clairement, et à haute voix : si en Afrique on veut une médecine qui soigne les populations, et non pas une minuscule élite, **il n'y a même pas de choix possible** : la médecine ne peut qu'être une médecine de masse, avant tout **préventive**, privilégiant le milieu rural, et basée sur l'éducation sanitaire des masses. C'est dans la plupart des pays, l'unique solution possible, vu la modicité des moyens disponibles (Voir à ce sujet la lettre d'un infir-

# 2 Priorité à la médecine préventive

Les structures médico-sanitaires de bon nombre de pays africains demeurent outre quelques rares modifications, celles héritées de la colonisation.

Ces modifications, bien souvent, ont même avantagé la médecine de soins, plus pour des raisons de politique et de prestige que d'efficacité dans l'action médico-sanitaire.

La médecine congolaise se veut au service des travailleurs, des paysans, de la mère et de l'enfant, vu le rôle capital de la mère dans le domaine de l'éducation en matière de santé et sa contribution à l'élévation du niveau de vie de la population.

Une nouvelle conception du service de santé est donc née, basée sur une idée ancienne, avancée et mise en application avant l'Indépendance par des pionniers de la médecine africaine : les Jamot.

En effet, le D<sup>r</sup> Jamot pensait qu'il fallait non seulement adapter la médecine à l'évolution, mais encore soigner à la fois le malade et lutter contre le vecteur (1). Ce précurseur de l'intégration des activités sanitaires fondait ses actions sur les vieux concepts qui prévalaient déjà en 1910, lors de l'institution de l'assistance médicale indigène, lesquels, malgré leur caractère semi-militaire, fondé sur la discipline et l'obéissance, enseignaient et préconisaient l'application des règles d'hygiène et de prévention, seuls moyens de lutter contre la maladie au coût le plus bas possible.

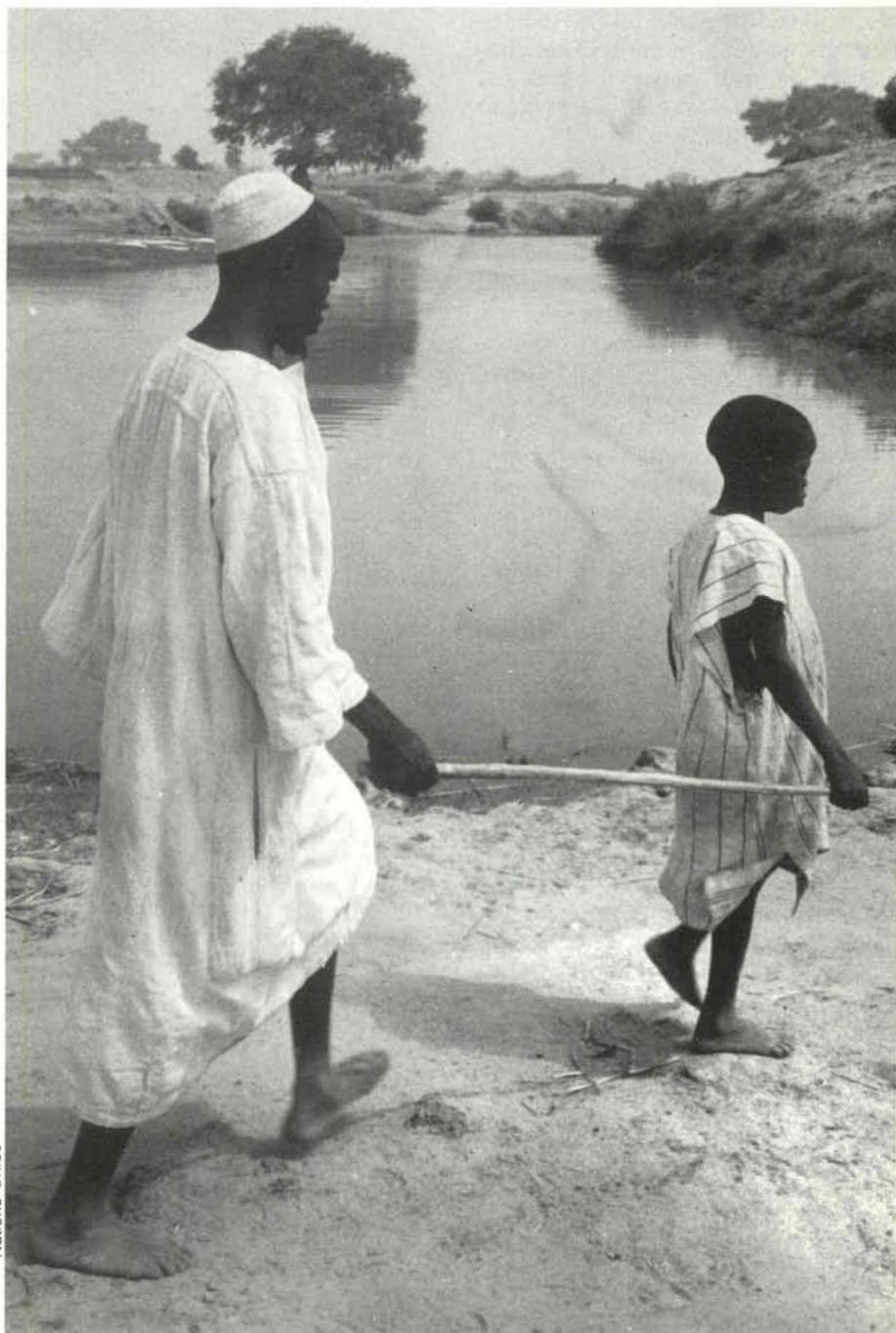
Médecins et personnel auxiliaire organisaient et supervisaient les mesures préventives et sanitaires jusque dans les zones rurales les plus

reculées. Il s'agissait pour ces pionniers d'aller au devant non seulement du malade mais aussi de l'homme sain.

Quoi de plus rentable sur le plan économique et efficace au niveau de la santé publique.

50 ans après, le Président Marien Ngouabi demande que la priorité, en matière de politique sanitaire, revienne à la prévention et à l'éducation pour la santé. En effet, certaines de nos populations continuent à être décimées par la trypanosomiase, le paludisme. Nos enfants sont em-

**Une médecine préventive très simple, vulgarisée au niveau des masses, permettrait d'éviter cette scène quotidienne...**



portés par la rougeole et ses complications, les gastro-entérites, la malnutrition, les maladies parasitaires et des voies respiratoires, alors que le nombre de médecins congolais a dépassé la centaine. Nous disposons de plus de 5.900 lits d'hôpital (avec une moyenne de 4,6 lits pour 1.800 habitants), 378 formations sanitaires, et l'État consent presque 10% du budget aux dépenses de la Santé.

Malgré tous ces moyens, l'état de santé des populations du Congo reste très déficitaire, surtout parmi les enfants. L'incidence de la mortalité et le taux de morbidité (2) restent très élevés, et la fréquence des maladies responsables de cette situation est surtout due au manque d'assainissement, au non respect des règles d'hygiène, aux déséquilibres alimentaires quantitatifs et qualitatifs, à l'insuffisance des mesures prophylactiques (3) et au manque d'éducation sanitaire.

## Prise de conscience

Nous sommes loin des conditions de travail combien difficiles de nos aînés du Corps de santé des troupes d'Outre-Mer et de l'Ecole de médecine africaine de Dakar, qui parcouraient le pays à pied, en pirogue, en camion pendant des mois pour lutter contre la variole, la trypanosomiase, le pian et tant d'autres fléaux endémo-épidémiques.

Nous disposons aujourd'hui de traitements plus modernes et plus efficaces, auxquels nous vouons parfois une trop grande confiance, oubliant la limite d'action des médicaments et l'important avertissement de Georges Duhamel, qui disait : « Tout acte thérapeutique est une bataille, et une bataille qui coûte cher, même à celui qui la gagne. Pour détruire l'ennemi, c'est-à-dire le germe infectieux, il est parfois nécessaire de ravager le territoire ennemi. La plupart des médicaments actifs sont terribles. Ils apportent le calme et le salut, mais à quel prix ! Certains réveillent toutes nos misères avant de nous délivrer, ils traversent l'organisme à la poursuite de l'adversaire, pillant et dévorant tout sur leur passage comme un troupeau de soudards.

Il y aura toujours des malades à soigner. Toutefois, l'avenir des sciences médicales est dans la pré-



«En Union Soviétique, on se sert de contes et d'animaux pour enseigner les notions de base aux tout petits déjà».

vention des maladies. La prévention ne tire aucune traite (4) sur l'organisme. C'est une victoire remportée hors des frontières. Elle satisfait en même temps la science et la morale, elle représente la charité même. Son rôle n'est pas de racheter ou de sauver, puisqu'elle anéantit le péril avant l'offensive».

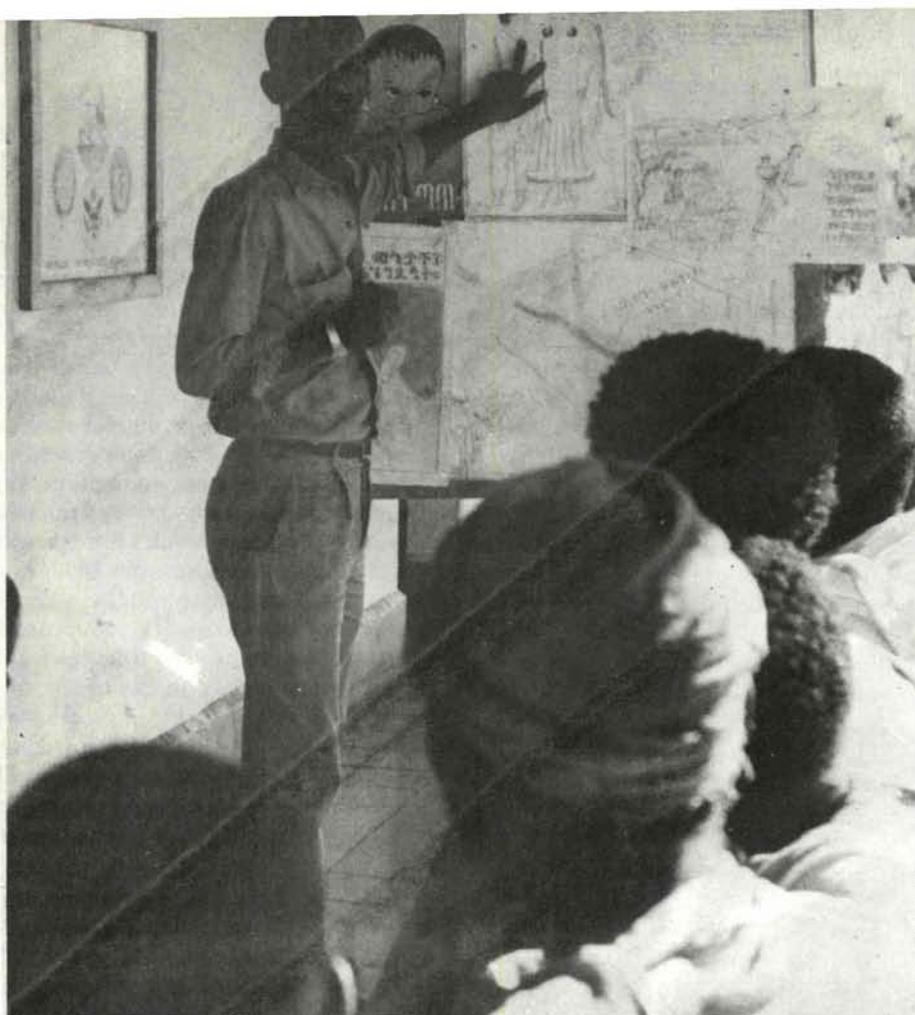
Nous disposons aujourd'hui de moyens logistiques puissants pour appliquer ces conseils. *Malheureusement le prestige de la médecine qui guérit est si puissant qu'il aveugle maints de nos confrères, au point qu'aujourd'hui, trypanosomiase, lèpre et autres endémies, hier maîtrisés grâce à la combativité et la foi dans la prévention de nos aînés, réapparaissent aujourd'hui plus redoutables et cruels.*

Malgré les instructions ministérielles et techniques, la majorité du

personnel médical et para-médical, à cause de sa formation mal adaptée aux réalités africaines, reste encore trop attachée à la médecine curative classique. Pour ce personnel, la prévention se résume à : isolement, désinfection et vaccination, apprises lors de l'étude des maladies infectieuses.

Bien souvent, même dans les hôpitaux, ces notions élémentaires ont presque disparu. Dans les dispensaires, la situation n'est guère meilleure : l'éducation sanitaire est synonyme de prêcher aux mères ce qu'elles doivent faire, le tout assaisonné de «bonnes engueulades».

C'est là une situation que nous considérons comme grave, dans la mesure où elle traduit le manque de prise de conscience de nos cadres devant leurs responsabilités vis-à-



OMSERIE Schwab

Des notions d'éducation sanitaire sont données aux patients qui attendent au centre de santé de Kolladuba en Ethiopie.

vis des populations qui ont tant fait pour eux.

La médecine africaine doit cesser d'être uniquement la distribution de soins. Son rôle est avant tout de prévoir, promouvoir et améliorer la santé. Et dans la stratégie que les Services congolais de santé se doivent d'opposer à chacune des affections existantes sur notre sol, la prévention constitue l'action la plus rentable pour la santé. Le calcul par les économistes et financiers du coût — bénéfique (5) de chaque action sanitaire entreprise reste favorable à la prévention.

En effet, une action préventive ne coûte qu'une fraction de ce que coûte une action curative — plusieurs dizaines voire plusieurs centaines de fois moins, surtout si on songe aux heures de travail perdues et à la baisse de la productivité dues à la maladie. Filtrer l'eau convenablement (voir F et D n° 2, l'Eau potable) ne coûte pratiquement rien, mais l'action curative à mener contre les maladies transmises par l'eau coûte

à la longue des milliards. Ce calcul économique est même d'une telle évidence qu'on se doit de poser la question : pourquoi la médecine curative réussit-elle à dévorer la grande majorité de nos budgets de santé, en Afrique, en dépit du bon sens le plus élémentaire ? La réponse est que certains groupes ont réussi à monopoliser la médecine à leur profit, au grand dam des populations rurales. Pour rompre cette situation intolérable, les principes suivants devraient servir de base à toute activité à déployer dans le secteur sanitaire. Ils visent à l'économie des moyens pour une action plus efficace et plus large.

- Intégration effective du développement des services de santé aux programmes de développement socio-économique du pays.
- Rationalisation des structures sanitaires afin d'en accroître l'efficacité.
- Régionalisation de tous les services de santé avec intégration des activités prophylactiques aux acti-

vités de soins et aux activités médicales et sociales.

- Développement prioritaire des activités préventives y compris l'éducation sanitaire et nutritionnelle.
- Renforcement des services d'hygiène et d'assainissement.
- Promotion des secteurs de santé maternelle et infantile.
- Intensification de la lutte contre les maladies transmissibles.
- Amélioration de la formation, du perfectionnement et de la supervision du personnel.

Pour les autorités congolaises, la prévention a pour mission non seulement de limiter ou d'empêcher la propagation des maladies, mais aussi de permettre aux populations de mieux comprendre l'intérêt de toutes les mesures favorables à la santé, en vue d'obtenir leur participation dans toutes les actions de santé.

## Education pour la santé

Les victoires jadis remportées par nos prédécesseurs, à partir de méthodes originales, simples, courageuses, dynamiques et offensives doivent nous permettre de rectifier notre style de travail.

Il ne nous suffit pas seulement d'avoir des cadres techniquement valables. Il nous faut surtout des cadres compétents et engagés, acquis aux idées nouvelles, qui sachent s'adapter et reconnaître qu'à des circonstances particulières, doivent correspondre des conceptions nouvelles.

Le responsable sanitaire doit être, plus que tout autre technicien, celui qui participe, assiste et aide le peuple dans sa lutte pour l'indépendance nationale, la lutte contre la misère, l'ignorance, la maladie et tous les facteurs qui entravent le développement de nos populations. Aller vers les populations, les éduquer, jépister, traiter et prévenir — voilà le devoir du médecin, de l'assistant sanitaire, de la sage-femme, de l'infirmier.

Or, une des tâches les plus difficiles à faire accepter comme faisant partie de la pratique quotidienne de l'exercice médical est justement l'éducation sanitaire. Combien de fois n'avons-nous pas entendu des médecins nous dire : « Je n'ai pas de

temps et ce n'est pas mon affaire» !, ou : «Former du personnel pour cela ? C'est trop me demander !»

Croient-ils que ce sont les interventions chirurgicales pratiquées à longueur de journée, les thérapeutiques de dernier cri, et les belles observations médicales dignes des grands hôpitaux parisiens qui changeront grand chose à l'état sanitaire de nos populations ?

Aveuglés par un savoir aussi académique que détaché des réalités de leurs pays, ils oublient que la pathologie africaine est en grande partie constituée de maladies transmissibles et parasitaires qui exigent plus la prévention et l'éducation que des drogues fort onéreuses et dangereuses. De même, ils tentent d'ignorer qu'il ne peut exister de médecine sans prévention, et de véritable médecine préventive sans éducation pour la santé.

Dans une lettre sur l'éducation sa-

aucun intérêt. Le temps travaille en notre faveur, et grâce à la prise de conscience de plus en plus grande des cadres de la santé, nous saurons vaincre sans heurt les barrières qui nous opposent aux adversaires de l'éducation sanitaire».

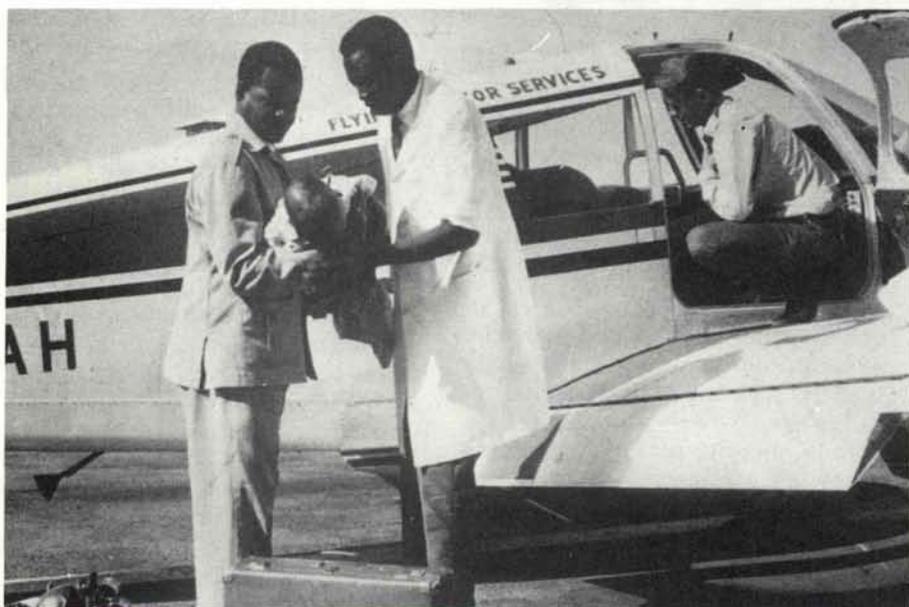
A ceux qui ont entendu cet appel, nous voudrions rappeler que l'éducation pour la santé exige méthode, initiative et persévérance sans relâche.

L'éducation sanitaire considère la santé comme une unité profonde où aspects biologiques, psychologiques et socio-culturels sont des composantes. Tout ce qui améliore la santé physique, mentale et sociale d'une communauté ne peut que profiter à la population entière. Le champ d'action de l'éducation sanitaire est vaste et dépasse largement le cadre de la Santé.

L'action en direction des collectivités doit être entreprise par di-

Cette priorité que nous réservons à l'enfant n'autorise cependant pas les responsables de la santé à se désintéresser des autres couches de la population. L'éducation sanitaire s'adresse à tous les individus, à tous les échelons d'une collectivité, aux paysans comme aux plus hauts responsables nationaux. Car chacun doit comprendre sa responsabilité personnelle et collective en matière de santé. La victoire n'est peut-être pas pour demain, mais elle est certaine. Ainsi au Congo, la prévention ne se limitera plus seulement aux vaccinations, à l'isolement et à la stérilisation, mais étendra bientôt son champ d'action salvatrice sur des domaines comme la surveillance, le dépistage, la statistique, l'assainissement, l'hydraulique villageoise, l'éducation sanitaire et nutritionnelle. Seule une telle action nous permettra d'augmenter le nombre de bras capables de travailler et de têtes capables de penser et de créer pour faire du Congo un pays libre et prospère.

D<sup>r</sup> Gérard ONDAYE  
Brazzaville



Ce «médecin volant» d'Afrique de l'Est peut toucher même les villages les plus éloignés. Mais c'est encore très cher. Pourquoi ne pas apprendre aux gens à se soigner eux-mêmes ?

nitaires adressée à tous les responsables régionaux, nous avons essayé de montrer aux responsables sanitaires, à quel que niveau qu'ils soient, que l'éducation sanitaire est toujours possible et n'exige pas nécessairement beaucoup de temps.

Un responsable de l'éducation sanitaire écrivait : «L'éducation sanitaire est une œuvre de longue haleine. Elle ne peut être imposée et c'est d'ailleurs pour cette raison que nous n'avons jamais exigé son application obligatoire dans les centres par ceux des médecins qui n'y voient

verses voies, principalement en direction des jeunes mamans et des enfants. L'enfant est l'éducateur de demain, sa réceptivité, sa perméabilité, sa grande capacité d'assimilation et d'imitation font de lui la meilleure cible pour l'enseignement de l'éducation pour la santé.

Pour atteindre l'enfant, le médecin passera nécessairement par le maître de la classe ou par les parents. Aussi recommandons-nous une collaboration étroite entre associations féminines, enseignants et personnel de la santé.

## Lexique

- 1) Vecteur : l'agent, (microbe, insecte, etc) considéré comme responsable de la maladie.
- 2) Taux de morbidité : Fréquence des maladies exprimée en chiffres.
- 3) Mesures prophylactiques : mesures préventives.
- 4) Tirer une traite : ici dans le sens d'hypothéquer, de mettre en danger.
- 5) Coût-bénéfice : on entend par là le rapport entre le coût d'une action (investissement) et ses résultats. Très défavorable pour la médecine curative, il est remarquablement favorable pour la prévention.



# 3 Médecine et avenir

*La médecine curative de masse est de plus en plus critiquée, là même où elle est née, en Europe, à cause des abus auxquels elle mène. Famille et Développement a demandé au directeur d'une fondation médicale européenne, lui-même médecin, de rédiger un bref « constat » au sujet de cette dernière. Ses considérations méritent une réflexion approfondie.*

Depuis la fin du siècle passé, la médecine s'est engagée, en Occident, dans l'aventure scientifique. Les chercheurs ont été éblouis par leurs découvertes au point qu'ils ont cru que les avances de la science allaient permettre de guérir toutes les maladies.

Une conception mécaniciste (1) de l'homme a vu le jour. On a cru que les progrès de la connaissance allaient permettre de comprendre tous les mécanismes de l'organisme et par conséquent d'en traiter les troubles. Mais l'être humain est un ensemble si subtil et si complexe qu'il est illusoire de penser que les inventions humaines, à elles seules, peuvent en maîtriser tous les aspects.

Bien vite, il a fallu déchanter : les médicaments de synthèse (2), enfants chéris des découvertes scientifiques, ont montré qu'au-delà de leurs effets spectaculaires, ils présentaient de multiples et dangereux effets secondaires (3). Prenons l'exemple des antibiotiques : leur découverte a fait naître l'espoir de pouvoir affranchir l'espèce humaine des maladies infectieuses. Mais cette conception est née d'une vision extrêmement simpliste du rôle des microbes : depuis Pasteur, on n'a vu en eux que l'ennemi à combattre en oubliant que, sans eux, la vie n'existerait pas et qu'ils sont indispensables à l'harmonie des processus vitaux. Ainsi, si l'utilité des antibiotiques est réelle lorsque l'infection microbienne menace la vie, leurs



La maladie signale que des lois naturelles ont été transgressées.

dangers dans tous les autres cas ne le sont pas moins : d'une part ils affaiblissent le système de défense de l'individu et d'autre part, dans leur lutte pour survivre, les germes deviennent de plus en plus virulents et de plus en plus résistants à toute thérapeutique. Un exemple récent est venu montrer à quel terrible aboutissement l'usage des antibiotiques conduit : à Paris, une maternité entière a dû fermer ses portes pendant

plusieurs mois à cause de la présence d'un germe résistant à tout antibiotique et que l'on ne parvenait plus à éliminer.

Ainsi, victime de son propre progrès, l'Occident se trouve confronté à ces fléaux qui peuvent devenir aussi meurtriers que la peste au Moyen Age. Les chiffres de mortalité et morbidité médicamenteuses (4) sont impressionnants : jusqu'à 3,6% des décès en hôpital et, pour la morbidité, jusqu'à 35% des malades hospitalisés sont dus aux médicaments. On commence peu à peu à en prendre conscience : l'usage abusif des remèdes de synthèse constitue véritablement une nouvelle épidémie. Mais l'industrie pharmaceutique a pris un essor tel qu'il est difficile de s'opposer à la formidable pression qu'elle crée par la publicité et par le soutien qu'elle accorde à la recherche, qui se trouve ainsi orientée uniquement en direction de la découverte de nouveaux médicaments et non vers l'étude des causes réelles des maladies et des moyens qui pourraient les éviter. Paradoxalement, en Europe et en Amérique du Nord, la maladie est devenue une telle source de profits qu'il est devenu de plus en plus difficile de s'en passer !

## Tranquillisants et euphorisants

Sous la pression des impératifs économiques, l'homme civilisé a été conditionné à absorber de plus en plus de pilules. Il est devenu victime de la magie médicale. 60 à 70% des gens qui consultent un médecin ne souffrent apparemment d'aucun trouble somatique (5) et, à défaut de maladie organique réelle à troubles diagnostiqués, le médecin prescrit bien souvent des remèdes tranquillisants ou euphorisants. Aux Etats-Unis, la consommation de médicaments agissant sur le psychisme a augmenté de 290% en douze ans. Un nombre de plus en plus élevé de personnes sont rendues dépendantes de substances chimiques agissant sur leur psychisme (calmants, excitants, somnifères, etc.). Alors que les drogues sont condamnées, on trouve normal qu'une partie importante de la population des pays occidentaux absorbe quotidiennement des subs-



OMS/ID Henidou

**La prévention : apprendre ces gestes simples de la vie quotidienne.**

tances chimiques qui présentent toutes les caractéristiques des drogues «dures» (héroïne, LSD, etc.)

## Des principes simples

Dans le monde entier, la formation médicale consacre toute son énergie à la création de spécialistes. La médecine se voue à l'étude toujours plus compartimentée des maladies et ne se préoccupe que peu de la formation de généralistes, d'assistants de santé, ainsi que de tous les aspects qui concernent la médecine préventive et l'éducation de santé. La vision globale du malade est oubliée et la médecine se perd dans les subtilités des techniques scientifiques de diagnostic.

L'avenir n'est pas dans la technologie médicale mais bien dans l'éducation qui va remettre en valeur toutes les méthodes thérapeutiques oubliées et diffuser dans les populations les principes simples qui sont indispensables au maintien de la santé. Une œuvre immense est à accomplir dans le sens de redonner leur valeur aux thérapies naturelles qui ont été étouffées par le côté artificiel de la civilisation industrielle et le mythe de la supériorité des substances chimiques. Il s'agit de réapprendre aux hommes que la santé, c'est d'abord le respect des lois fondamentales qui permettent à l'être humain de vivre en harmonie avec l'univers qui l'entoure. La maladie

n'est pas une calamité qui survient par hasard; elle n'est que le **signal d'alarme qui sonne lorsque les lois vitales ont été transgressées**. Ce n'est pas le signal d'alarme qu'il faut faire cesser mais la faute par rapport aux lois de la vie. Faire disparaître les symptômes en avalant des pilules ne suffit pas : il faut retrouver le contact avec l'harmonie universelle par les moyens de guérison que la nature a mis à notre disposition.

## Moyens naturels

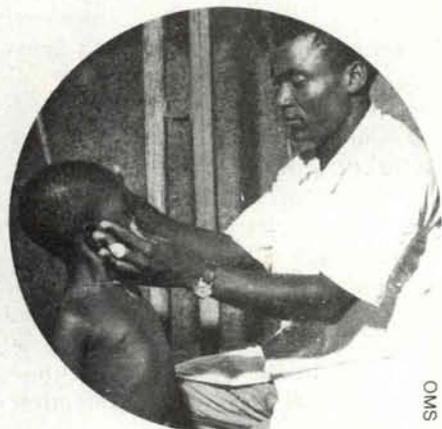
Il ne s'agit pas de renoncer aux conquêtes de la technologie, mais de les intégrer dans une vision plus large qui englobe tous les aspects de l'environnement physique, affectif et mental.

La médecine de demain s'intéressera non seulement aux maladies mais également au mode de vie des malades et rectifiera les erreurs d'hygiène. La prévention des maladies par une pédagogie de santé bien conçue, fruit d'un travail d'équipe entre les médecins et toutes les catégories d'assistants médicaux deviendra possible. **Que chaque homme devienne son propre médecin par une connaissance claire des erreurs qui sont à l'origine de la maladie et des moyens naturels par lesquels il est possible de se guérir et de se maintenir en santé : n'est-ce pas le but à atteindre ?**

*D<sup>r</sup> Armand ROBERT*

## Lexique

- 1) Conception mécaniciste : **une conception qui considère l'homme un peu comme une machine que l'on peut manipuler, que ce soit par des médicaments ou des slogans. Cette conception de l'homme exclut l'idée que l'homme est un être pouvant jouir de la liberté.**
- 2) Médicaments de synthèse : **ce sont des médicaments obtenus par une synthèse artificielle de divers éléments (antibiotiques, tranquillisants, etc).**
- 3) Effets secondaires : **il s'agit de l'impact imprévu — en général négatif — d'un médicament. Ainsi des nausées sont des effets secondaires de certaines pilules contraceptives (voir F & D n° 4).**
- 4) Mortalité et morbidité médicamenteuses : **les décès et les maladies causés par l'absorption de médicaments.**
- 5) Trouble somatique : **un trouble de nature physique (par exemple jambe cassée, blessure, appendicite, lèpre), par opposition aux troubles psychosomatiques, qui ont une origine mentale ou nerveuse.**



OMS

# Un cri d'alarme

«Informations BIT»  
Mensuel Genève

Si l'on veut mettre fin au mal chronique du chômage massif et épargner la misère aux générations à venir, il faut créer de par le monde plus d'un milliard d'emplois d'ici la fin du siècle, c'est-à-dire virtuellement doubler le niveau actuel de l'emploi productif.

Au moins 90% de ces nouveaux emplois doivent se situer dans les pays en développement qui comptent le plus grand nombre de déshérités et dans lesquels 40% de la main-d'œuvre est inemployée ou sous-employée ou encore employée à des salaires de misère.

Ces dernières années, des économistes de plus en plus nombreux ont imputé pour une large part cette situation au mode de croissance inadéquate de l'après-guerre. En concentrant les efforts sur une industrialisation rapide, en utilisant des technologies d'importation à fort coefficient de capital, les stratégies du développement ont permis la croissance mais aussi creusé l'écart entre riches et pauvres, à la fois dans chaque pays et entre les pays. En outre, en négligeant la satisfaction des besoins essentiels de tous les groupes sociaux, elles ont laissé libre cours à la montée apparemment inexorable du chômage et du sous-emploi.

Si cette tendance se confirme, la situation ne fera qu'empirer. Selon le président de la Banque Mondiale, M. Robert McNamara, les pays les plus pauvres, qui comptent un milliard d'habitants actuellement, «n'ont que la triste perspective de ne pas voir augmenter sensiblement leur revenu par tête, déjà désespérément bas, d'ici la fin de cette décennie».

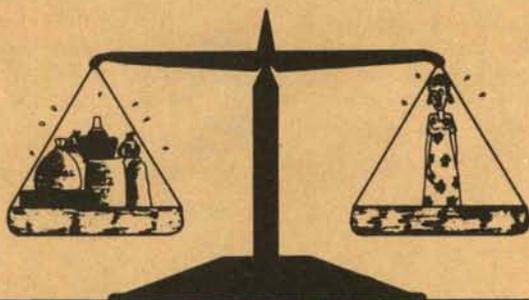
famille &  
développement

REVUE DE PRESSE

## Moins de... 100.000 francs, s'abstenir !

«Afrique Nouvelle», Hebdomadaire, Dakar

LA DOT



La société nigérienne est, à maints égards, semblable à beaucoup d'autres sociétés africaines. Elle se trouve à la croisée des chemins : un pied dans la tradition, un pied dans la modernité. D'un côté comme de l'autre, la question est presque la même : que faut-il conserver ? Que faut-il rejeter pour engager véritablement le pays vers la voie du progrès ?

Le chef de l'Etat nigérien a une formule saisissante à cet égard : «Lorsque le rythme change, la danse doit changer» dit-il.

«Je crains, ajoute-t-il, que les belles heures de la tradition autarcique et austère ne soient maintenant complètement finies et que les heures à venir ne réservent aux nostalgiques d'amères et irrémédiables surprises».

En fait, ces «surprises», le maire de la ville de Niamey avait commencé à les laisser entrevoir lorsqu'il prit récemment la décision

de ramener les frais de mariage à 50.000 CFA.

Ce n'est point un secret pour ceux qui connaissent le Niger que l'un des plus grands soucis des jeunes est, parvenus à l'âge adulte, de trouver les moyens pour se marier.

Le président Kountché, lui-même, reconnaissait

que le mariage n'est plus «un stable et joyeux événement pour les familles. Il est devenu angoisse. Angoisse pour les jeunes gens. Angoisse pour les parents. C'est tout juste désormais si certains parents de jeunes filles ne vont pas jusqu'à afficher à l'intention des prétendants cette mention assommante et terrible : «Moins de cent mille francs, s'abstenir».

Encore que ces exigeants parents sont disposés à envoyer sous le toit de leur cosu beau-fils cette non moins assommante et terrible revanche : lits «zara» et salon mœlleux, frigidaires et climatiseurs, armoires et cuisinières, couvertures diverses et ustensiles variés, sans compter des vivres de toutes sortes et des condiments sans nombre, etc...

C'est au vu de tout cela que le président Kountché étendait la décision du maire Djibo Habi au niveau de la nation entière. Après tout, estimait le chef de l'Etat nigérien, on ne se marie pas pour se créer des problèmes mais pour trouver un conjoint qui doit vous aider à en résoudre et pour ajouter encore un maillon familial de plus à la longue chaîne qui forme la nation.

## Un poisson miracle

«Science et Vie», Mensuel, Paris

Sorte de carpe importée d'Israël, le Tilapia aux fines herbes est peut-être la solution de demain pour la ménagère. Chacun aura dans son jardin ou sur son balcon, son bassin garde-manger plein de ces petits poissons se nourrissant de déchets et les transformant en protéines animales, indispensables à la croissance de l'homme. Aussi les pays mal nourris tentent de domestiquer ces poissons comme des vaches ou des poules. Tous les espoirs sont permis. Une fois sélectionnée l'espèce la plus rentable, et réunies les meilleures conditions d'exploitation, les spécialistes espèrent obtenir un taux de production annuel de 2.500 à 3.000 kg à l'hectare. Mieux que tout autre, le Tilapia pourrait être la charnière de cet écosystème (déchets végétaux - animal - protéines alimentaires) tant recherché pour nourrir les familles de l'an 2000.

# Découverte de l'expérience ujaama

«Jeune Afrique», Hebdomadaire, Paris

«A l'étranger, les gens ont l'air de fonder trop d'espoirs sur nous. Si nous ne répondons pas à ces espoirs, ils se montreront doublement critiques à notre égard». C'est en ces termes que, toujours modeste, le président Julius Nyerere s'adressait aux habitants d'un petit village perdu de l'ouest du pays.

Après douze ans d'une expérience sans tapage qui n'intéressait que les idéalistes et les non-conformistes, la doctrine de l'ujaama du président Nyerere donne des résultats qui suscitent

D'une part, on démantelait les structures urbaines élitistes héritées du colonialisme britannique par la réduction des traitements des membres du gouvernement et des fonctionnaires, la limitation de l'importation des produits de luxe, l'enrôlement en masse des étudiants dans un service national d'un an dans les campagnes, la réforme de l'enseignement faisant de l'agriculture une matière essentielle. D'autre part, était entreprise une vigoureuse, et parfois brutale, politique de «villagisation».

# Quelles seront les suites de Lomé ?

«CERES», Bi-mestriel Rome

La Convention de Lomé, qui établit un lien assez lâche entre 268 millions d'habitants de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), et les 256 millions d'Européens des pays de la CEE, a été saluée comme un triomphe.

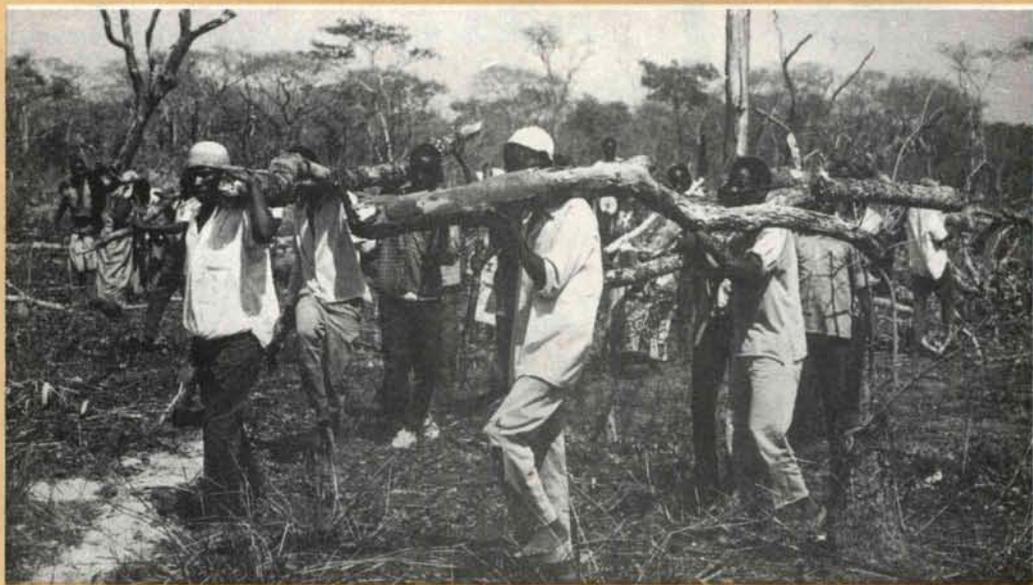
Considérée sous l'angle financier, elle n'est guère qu'un pas timide dans la bonne direction. Les relations entre le monde industrialisé et le monde en développement n'en ont pas été bouleversées. Mais, pour la

première fois dans l'histoire du monde, un groupe important de puissances industrielles ont reconnu que leur richesse était fondée sur l'exploitation de matières premières à bon marché en provenance du Tiers monde, et se sont mises d'accord pour créer un fonds commun afin de contribuer à modifier le système.

La grande nouveauté, c'est le Stabex, le dispositif conçu pour stabiliser les recettes d'exportation des pays de l'ACP. Grâce à lui, les pays les plus pauvres — et en particulier ceux qui tirent leurs recettes d'exportation de un ou deux produits principaux — seront dédommagés pour toute chute brutale des cours mondiaux des matières premières agricoles.

Le Stabex prévoit un dédommagement complet pour les pays dont les recettes d'exportation de certains produits baissent de plus de 7,5%. Pour le cas des 34 pays les plus pauvres de l'ACP, la compensation est versée si les recettes fléchissent de plus de 2,5%.

C'est un système qui connaît de sérieuses limites. Il faut souligner le fait que deux grandes matières premières industrielles seulement sont touchées par l'accord : le coton et le fer. Les 10 autres sont le cacao, le café, le thé, les bananes, la noix de coco, l'arachide, l'huile de palme, le sisal, le bois et le cuir. Et, bien sûr, le système ne tient pas compte de l'inflation. Or si l'on suppose une moyenne annuelle de 10%, cela signifie que les recettes d'exportation doivent baisser de 38% (34% dans le cas des 34 pays les plus pauvres) en termes monétaires constants, avant que l'on puisse leur venir en aide.



Village ujaama : le travail en commun, base de l'activité économique

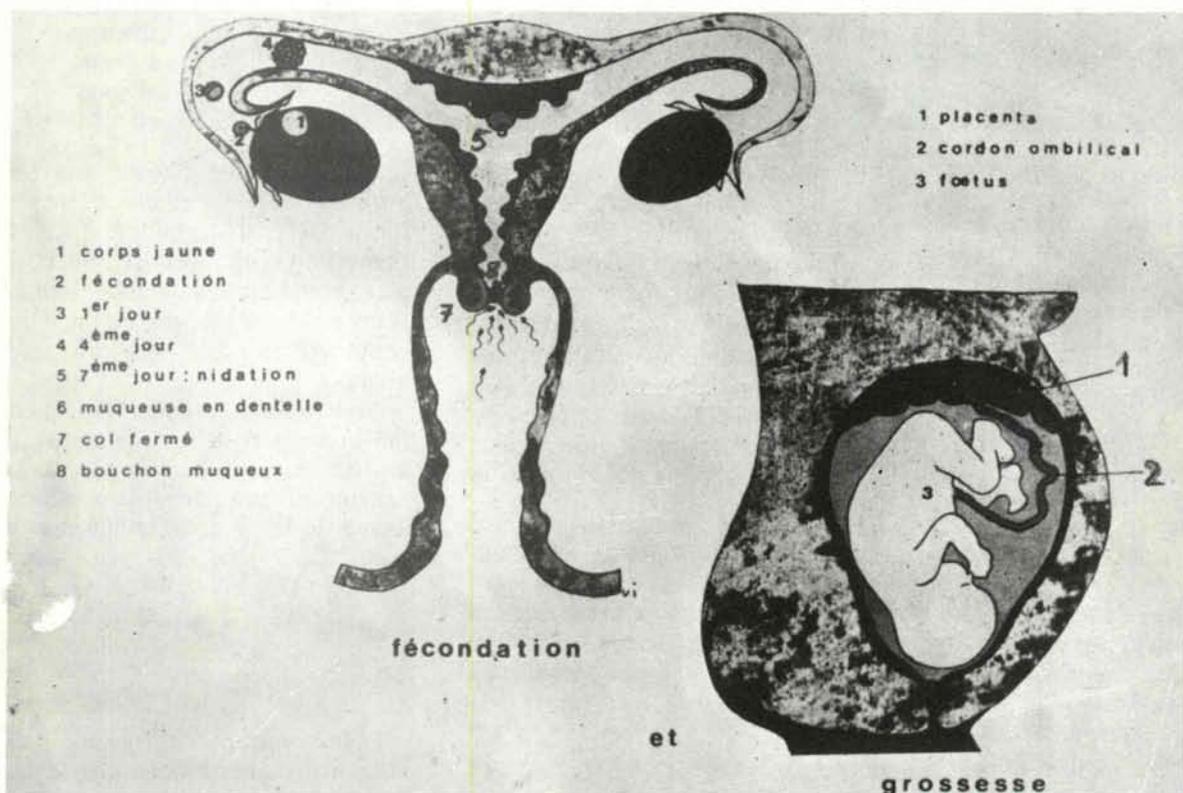
bien des louanges. Et ces louanges sont celles de la Banque Mondiale, de la FAO, des ministères du développement outre-mer de Grande-Bretagne, de Suède, des Pays-Bas et du Canada.

Alors que, pendant trente ans, la stratégie de développement, préconisée par des experts zélés, était axée sur l'industrialisation et le développement urbain, Nyerere tournait résolument le dos à ces principes et fondait sa propre stratégie sur le développement rural et familial à travers les villages ujaama.

L'éparpillement des petits lopins de terre devait faire place à un regroupement en villages (les ujaama) et à l'exploitation en commun des terres pour augmenter la productivité grâce à l'accès des ruraux au crédit et aux conseils techniques, à l'utilisation commune des machines, à la création de coopératives d'achat et de vente. Dans la même perspective, l'ujaama encourage les pays à échapper à la dépendance en introduisant de nouvelles productions alimentaires (fruits, volailles, bétail) et en organisant

de petites industries : menuiserie, meunerie, huilerie, égrenage du coton, briqueterie, charbon de bois, etc. La transformation économique a été lente (au début de 1974, 16% seulement de la population vivaient dans les villages ujaama) mais sûre (en 1976, toute la population rurale devrait être «villagisée»), malgré des récoltes décevantes imputables à la sécheresse. Et les experts internationaux sont convaincus que Nyerere a choisi la bonne voie dans la lutte contre le sous-développement.

# Ainsi commence la vie



Les spermatozoïdes éjaculés par l'homme remontent l'utérus et les trompes et l'un d'entre eux pénétrera un ovule : ce sera la fécondation. (N° 2)

Avant que ce grand philosophe grec que fut Aristote n'eût l'idée de casser des œufs de poule pour étudier le développement des embryons, on ignorait à peu près tout du déroulement de la gestation. La femme grossissait et sentait bouger en elle quelque chose, c'était à peu près tout ce qu'on savait. Mais d'où venait l'enfant ? Quel aspect avait-il avant de naître ?

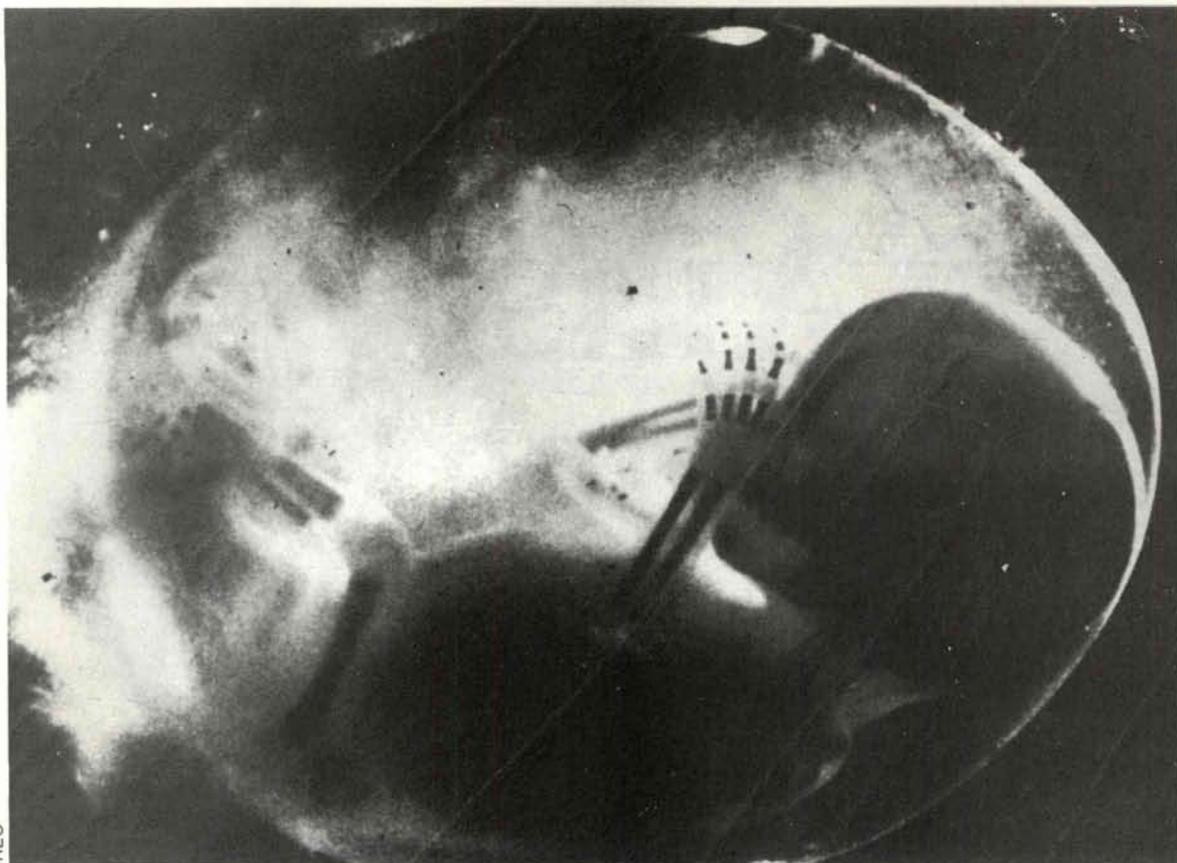
En réalité, nous ne comprenons encore que partiellement le fonc-

tionnement de ce merveilleux « berceau » de la vie : l'utérus ou matrice.

L'utérus en forme de poire renversée, comprend deux parties : le corps et le col. Chez une femme non mariée, il a environ sept centimètres de long. De forme plus ou moins ovale au sommet, sa partie la plus large a quelques cinq centimètres de diamètre. Sa paroi est épaisse et constituée de muscles solides, si bien que la cavité utérine n'est pas plus grande qu'un dé à coudre. Des

deux côtés, près du sommet, s'embranchent les deux trompes de dix centimètres de long. Juste en dessous prennent naissance deux ligaments reliés aux ovaires, lesquels sont situés près de l'entrée des trompes. Le canal intérieur de celles-ci a le diamètre d'un cheveu, et les ovaires ont à peu près la taille d'une amande (voir photo).

Dans la trompe, l'ovule assailli par les spermatozoïdes, se laisse pénétrer par un seul. Les deux noyaux



Au 4<sup>e</sup> mois.  
La mise en  
place des  
différents  
organes  
du corps  
est achevée.

fusionnent et ne sont plus qu'un.

Une nouvelle cellule complète est née : l'œuf. Dès leur union débute une vie humaine. Cette jeune vie, au départ, n'est même pas de la taille d'un grain de sable. Tout acte qui arrête le développement de l'ovule fécondé ou qui élimine celui-ci est un avortement.

### Les 15 premiers jours

Qui dit vie, dit aussitôt développement et croissance. Les cellules se partagent pour se multiplier : la première cellule se partage en deux cellules identiques, qui se partagent encore au nombre de 4 puis 8, 16, 32, etc... et prennent en quelques heures l'aspect d'une mûre, qui s'appelle le blastocyste. Le blastocyste est lentement acheminé dans la trompe et vers le 7<sup>e</sup> jour, s'implante dans la muqueuse de l'utérus. C'est la nidation. Quand il n'y a pas eu fécondation, les vaisseaux sanguins commencent par se resserrer, et finalement les tissus qui tapissaient la paroi de l'utérus sont éliminés à travers le col. Il se produit une hémorragie qui dure de quatre à sept jours. C'est la menstruation.

Si la conception a eu lieu à la fin de ces quinze premiers jours, les règles n'apparaissent pas. Et si les règles ne sont pas venues 17 jours après le décalage ovulaire, c'est le premier signe qui annonce la grossesse. Ajoutons néanmoins que l'arrêt des règles peut occasionnellement être causé par un trouble physiologique (1), un choc émotif violent, etc. Cet arrêt n'est donc pas toujours le signe d'une grossesse.

Si la température reste haute au-delà de 20 jours, et remonte encore de 2 ou 3 dixièmes, c'est le second signe qui permet au couple de dire avec certitude : « Nous attendons un enfant ».

### Les 15 jours suivants

L'œuf devient embryon, il s'organise. L'embryon s'enfouit. Quelques cellules forment une enveloppe qui l'entoure (future poche des eaux), d'autres, au contact de la muqueuse, élaborent le placenta et y puisent la nourriture.

Les cellules de l'embryon se différencient : les unes se spécialisent pour constituer la peau, les autres, le

squelette, le tube digestif, etc. Une première ébauche du corps se forme : tête, bras, jambes, etc. Ainsi l'embryon d'un mois est 10.000 fois plus grand que la cellule initiale. Bien qu'il ne mesure qu'un demi-centimètre, il est déjà élaboré et bien vivant.

Vers la fin du premier mois, l'embryon a des reins rudimentaires, un système digestif, un foie, un courant sanguin et un cœur - petit tube en forme de U de deux millimètres de long.

### Le 2<sup>e</sup> mois

L'embryon prend forme, il devient un vrai bébé miniature, le nez, les lèvres, la langue, le sexe, se dessinent, le cœur bat. Ces deux premiers mois de grossesse sont les plus importants pour la formation du bébé. L'embryon de deux mois atteint trois centimètres. Déjà tout est bien constitué.

### Le 3<sup>e</sup> mois

Il se développe et prend maintenant du poids. Le visage devient plus

humain. Les organes sexuels apparaissent. Les bras s'allongent. Il ouvre la bouche et absorbe le liquide dans lequel il baigne. Il tourne la tête, agite les jambes. Vers 3 mois, mère et enfant sont «habitué» l'un à l'autre, et les maux de cœur et les vomissements de la mère cessent, s'ils n'ont pas déjà cessé. **Une première visite médicale est obligatoire avant la fin de ce 3<sup>e</sup> mois.**

Les unions sexuelles sont possibles pendant presque toute la grossesse, mais avec plus de délicatesse. Toutefois, nombre de spécialistes conseillent l'abstention durant 3-6 semaines précédant la naissance.

### Du 3<sup>e</sup> mois au 6<sup>e</sup> mois

L'embryon grandit, il est devenu un fœtus. L'utérus se distend, car, vers 4 mois et demi, le fœtus atteint la moitié de la taille qu'il aura au moment de la naissance. Et la mère commence à sentir son enfant bouger.

#### Comment vit-il ?

Il a sa vie autonome, il s'endort, s'éveille, s'agite, sursaute aux bruits extérieurs. Il est protégé par la poche des eaux ou «sac amniotique» une double enveloppe remplie d'un liquide claire comme de l'eau, dont un tiers est évacué et remplacé toutes les heures, ce qui fait près de vingt quatre litres par jour : c'est le «liquide amniotique» dans lequel il baigne.

Le sac amniotique rend encore un autre excellent service au fœtus en lui assurant une température constante. De plus, dans ce liquide aqueux (2), l'enfant ne pèse presque rien. Il peut donc donner des coups de pied, remuer et même se retourner. Tous ces mouvements fortifient ses muscles pour sa vie future, quand il devra se nourrir dans l'atmosphère sans aucun soutien liquide. Tous les échanges se font par le placenta, masse charnue, formée de très nombreux vaisseaux sanguins issus de la muqueuse utérine, qui distribue à l'enfant tous les éléments nutritifs dont il a besoin : oxygène, gaz carbonique, eau, graisse, sucre, sels minéraux, vitamines, etc. Le sang du bébé et le sang de la mère ne se mélangent pas. Le placenta filtre et arrête ce qui est

nocif pour l'enfant; toutefois, il ne peut retenir qu'en partie, médicaments, alcool, nicotine (3) etc.

A quatre mois, le placenta a de sept à huit centimètres de diamètre. Au moment de la naissance, il a vingt centimètres de diamètre et pèse une livre environ.

#### Comment le placenta accomplit-il ses fonctions vitales ?

C'est grâce au cordon ombilical que le placenta remplit son rôle. Celui-ci a deux artères qui vont du fœtus au placenta et une veine qui va du placenta au fœtus. Dans le placenta, elles se ramifient en de nombreux vaisseaux qui ressemblent aux branches d'un arbre et qui sont entourés de «doigts» semblables aux feuilles. Le sang de la mère qui



s'écoule à travers d'autres vaisseaux sanguins, depuis la paroi de l'utérus jusque dans le placenta, irrigue ces «doigts» de sorte qu'ils peuvent se débarrasser des déchets du fœtus et puiser des substances nutritives qui seront transportées jusqu'au fœtus par le cordon ombilical.

Pour le fœtus, le placenta tient lieu de poumon, de foie, de rein et d'intestin. Il accomplit aussi diverses fonctions hormonales. De plus, il produit certaines substances qui combattent l'infection.

#### Comment accomplit-il ces différentes tâches ?

En tant que «poumon», le placenta échange le gaz carbonique provenant du courant sanguin de l'enfant contre l'oxygène provenant de la mère. En tant que «rein», il filtre l'urée (4) du sang de l'enfant et la diffuse dans le corps de la mère, qui l'élimine par ses reins. Jouant le rôle de «foie», il retire certaines composantes des globules de la mère, du fer notamment, et les déverse dans le système circulatoire du bébé. Le placenta remplit aussi les fonctions d'intestin en digérant les molécules de nourriture par le moyen d'enzymes (5). Les échanges ont lieu à travers les pores des vaisseaux sanguins du fœtus. Le placenta produit également diverses hormones (6), à la fois pour le bébé et pour la mère. Il protège l'enfant en fabriquant certains constituants du sang qui préviennent l'infection. Le fœtus peut ainsi avoir son existence propre et il est préparé à remplir lui-même toutes ces fonctions après la naissance.

Etant donné que tout ce que le placenta fournit provient du sang de la mère, tout ce qui pénètre dans le système circulatoire de celle-ci peut affecter le fœtus. Si elle fume une cigarette, une certaine quantité de nicotine va dans le sang du bébé. Il en va de même si elle se drogue. De nombreuses infections de la mère affectent l'enfant. Par exemple, la syphilis (7) peut être dangereuse pour la mère et causer beaucoup de mal au bébé, voire la mort, durant la gestation ou à la naissance.

Avant 6 mois, l'enfant n'est pas viable.

**Une 2<sup>e</sup> visite médicale est obligatoire au cours du 6<sup>e</sup> mois.**

### Les 3 derniers mois

Le fœtus grossit et se fortifie. A partir de six mois et demi, l'enfant devient viable : s'il naît, on peut espérer le garder en vie. Il a alors besoin de soins spéciaux. On le place dans une couveuse à une température de 32 à 35 degrés : c'est un prématuré. Tout bébé est prématuré s'il naît avant 8 mois et demi car il n'a pas tout à fait achevé son développement. Il est très prématuré, s'il

pèse moins de 1.600 grammes. Il est excessivement prématuré s'il pèse moins de 1.000 grammes. Sa survie, dans ce cas, est exceptionnelle.

Il acquiert son autonomie, ses organes s'essayent à fonctionner seuls. Il emmagasine des anticorps maternels, substances qui le protégeront des maladies infectieuses pour lesquelles sa mère a été vaccinée ou qu'elle a eues autrefois.

**Une troisième visite médicale est obligatoire dans les quinze premiers jours du 8<sup>e</sup> mois.**

Vers ce moment-là, l'enfant se place, tête en bas, dans près de 40% des cas.

### A partir de 8 mois 1/2

L'enfant est prêt et bien constitué.

**Une quatrième visite médicale est obligatoire dans les quinze premiers jours du 9<sup>e</sup> mois.**

Vers le 260<sup>e</sup> jour l'enfant s'arrête de grandir, et le placenta cesse de travailler. Le mécanisme de l'accouchement va se déclencher.

### A la fin du 9<sup>e</sup> mois

Le volume de l'utérus est beaucoup plus grand qu'au début de la gestation, de sorte que le bébé, qui

pèse environ trois kilos et demi, s'y trouve à l'aise. Au moment de l'accouchement, l'utérus doit se contracter pour expulser l'enfant. C'est ce qu'on appelle le «travail». Il est variable d'une femme à l'autre, et peut durer moins d'une heure, ou plus d'une demi-journée. On compte souvent 3 heures de plus pour une primipare (8).

Après la naissance de l'enfant, le cordon ombilical est expulsé ainsi que le placenta, qui y est attaché. Si on n'y touchait pas, le cordon se dessècherait au bout d'une semaine. Mais généralement, le médecin le coupe après l'avoir noué. Normalement, il n'y a pas de danger d'hémorragie, car le cordon renferme une substance gélatineuse qui obture automatiquement les vaisseaux sanguins. En outre, une valvule se ferme à l'intérieur du cœur de l'enfant, qui peut alors accomplir ses nouvelles fonctions en pompant le sang dans les poumons. Sans cette disposition, il mourrait sur-le-champ.

Comme on le voit, ce qui se passe dans l'utérus est vraiment merveilleux, bien que les mécanismes exactes soient encore mal connus. Les biologistes et les médecins ne peuvent donner que des explications insuffisantes sur les étapes de la grossesse.

*D<sup>r</sup> Lawani MAMA  
Niamtougou (Togo)*

## Lexique

1) Trouble physiologique : un trouble du fonctionnement du corps humain, (de «physiologie» : «science qui étudie les fonctions et les propriétés des organes et des tissus des êtres vivants» - Robert).

2) Aqueux : semblable à de l'eau.

3) Nicotine : un excitant, (en fait un poison) qui est contenu dans le tabac. Plusieurs enquêtes ont montré qu'il est déconseillé aux mères enceintes de fumer, car le taux de naissances anormales, de prématurés, etc... est plus élevé chez les femmes qui fument que les autres. Dans certaines expériences, de la nicotine pure injectée à des rats les a tués presque instantanément. La consommation d'alcool est également déconseillée pendant la grossesse.

4) Urée : une substance cristalline contenue dans l'urine.

5) Enzymes : une substance organique produite par des cellules vivantes. Les enzymes facilitent certaines transformations chimiques se produisant dans le corps.

6) Hormones : substances secrétées, en général par des glandes et qui exercent une action sur des organes. Par exemple, l'œstrogène et le progestérone sont les 2 hormones régulatrices du cycle féminin.

7) Syphilis : une maladie vénérienne. Cette dernière peut notamment causer la cécité chez le nouveau-né.

8) Primipare : on dit qu'une femme est primipare si elle attend son premier enfant, multipare pour les suivants.



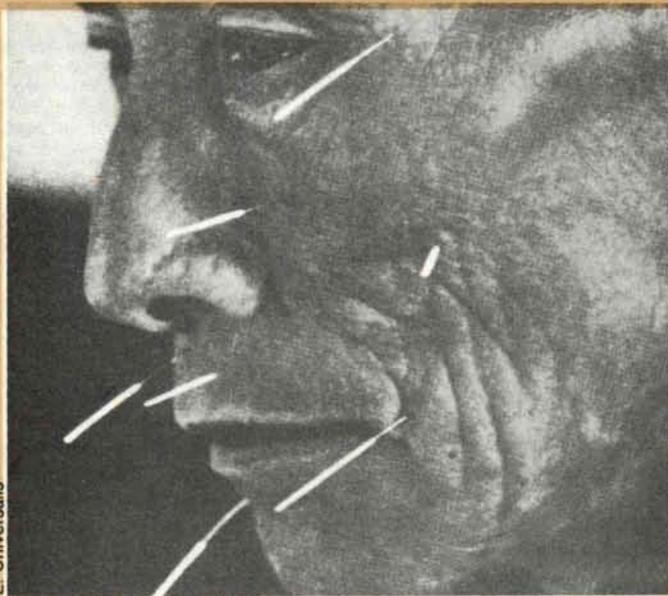
8<sup>e</sup> semaine.  
L'enfant mesure un peu moins de 3 cm. Le squelette se constitue. Le cerveau fonctionne déjà, et les premiers mouvements pourront avoir lieu.

## Science, art ou magie ?

Depuis que des chirurgiens occidentaux, ébahis, ont pu observer des opérations importantes menées avec l'anesthésie par acupuncture, et que les équipes médicales chinoises disséminent cette pratique dans le Tiers monde, il y a un véritable engouement pour cette pratique qui ne relève pas uniquement de la curiosité scientifique.

L'acupuncture — à mi chemin entre la science et l'art — est une très ancienne pratique chinoise visant à soulager la douleur par l'insertion d'aiguilles métalliques à divers endroits du corps. On ne s'explique pas encore le mécanisme exact de l'acupuncture, et plusieurs théories coexistent à ce sujet. L'explication traditionnelle est d'ordre plutôt métaphysique (1) : douze lignes sont dessinées sur le corps et les membres, correspondant aux 12 mois de l'année, et sur ces 12 lignes les spécialistes de l'acupuncture ont fixé 365 points, représentant le nombre de jours dans l'année, et qui correspondent aux endroits où on peut insérer une aiguille. Selon l'explication traditionnelle, une énergie vitale circule le long des lignes, aussi importante que la circulation sanguine pour la médecine moderne. A chaque dérèglement du corps correspond un point précis où on insérera une aiguille. Cette dernière est sensée induire une action sur les flux d'énergie, l'aiguille représentant l'axe du monde reliant ciel et terre à l'endroit en question. Il s'agirait, en quelque sorte d'un symbolisme, d'un rituel permettant de mettre l'individu concerné en contact avec l'énergie universelle à un point déterminé du corps.

En fait, les spécialistes



E. Universalis

Endroits où sont insérés les aiguilles (traits blancs)

d'aujourd'hui sont bien embarrassés pour expliquer l'acupuncture. On constate qu'elle marche... mais on ne sait pas comment ! Certaines études laissent croire que l'élément psychologique, notamment la suggestion, joue un rôle important : ainsi l'acupuncture marcherait beaucoup moins bien avec les intellectuels qu'avec les ouvriers, ces derniers étant beaucoup plus réceptifs et ouverts d'esprit. De plus, la qualité du contact entre le patient et le spécialiste de l'acupuncture paraît fondamentale pour l'utilisation de l'acupuncture comme anesthésie. Si le patient n'a pas pleinement confiance, cela ne marchera pas. Certains ont été jusqu'à parler d'hypnose, ce qui est sans doute exagéré, (l'hypnose est un sommeil incomplet, provoqué entre autres par la suggestion (Cf. hypnotisme). Il y a tout un conditionnement des malades que l'on veut préparer à une opération avec acupuncture, et les médecins chi-

nois affirment que **l'anesthésie par acupuncture ne marche que si le patient croit qu'elle va marcher**. Ceci est à mettre en rapport avec la constatation qu'en général, la quantité de douleur ressentie par un être humain est fonction de la quantité de douleur qu'il s'attend à ressentir.

1) Métaphysique : **littéralement, ce qui est au-delà des phénomènes physiques, matériels.** «Recherche rationnelle ayant pour objet la connaissance de l'être absolu, des causes de l'univers et des principes premiers de la connaissance».

L'idée de manger des algues, matin, midi et soir, ne plairait pas à tout le monde.

Et pourtant, on peut en tirer des plats absolument délicieux et variés, comme le savent bien les Japonais qui en consomment des quantités importantes depuis des siècles. Force fait loi d'ailleurs, il est probable que la pénurie alimentaire que connaissent de nombreuses régions du globe amènera les hommes, de plus en plus vers la «culture des mers», (au Japon, l'industrie alimentaire des algues utilise plus d'un demi million de travailleurs).

La consommation de viande dans les pays riches représente un prodigieux gaspillage : sait-on par exemple qu'en Amérique du Nord, en Europe, pour produire 1 kg de viande, on donne au bétail 8-9 kg de céréales — céréales qui pourraient nourrir d'autres qui ont plus faim ? Ce type de consommation est donc d'une rentabilité très médiocre. L'aquaculture (du latin : aqua, eau, la culture dans les étangs, les lacs et les mers) est beaucoup plus rentable : en milieu aquatique, la croissance des végétaux est fréquemment beaucoup plus rapide que sur terre. De plus, comme les cycles de reproduction

## Encore le triticale...

Un chercheur spécialisé dans les problèmes alimentaires en Afrique nous a fait observer (voir F & D n°4, Informations scientifiques, page 14, «Une céréale plus riche que le blé») une omission importante, à savoir que la majeure partie de la recherche sur le triticale a été menée au Centre international pour l'Amélioration du Maïs et du Blé (CIMMYT) au Mexique, ainsi qu'au Canada (Université du Manitoba). Les variétés produites ont été testées avec grand succès entre autres en Ethiopie, où les populations locales ont commencé à les consommer.

(temps nécessaire pour qu'une graine croisse et produise) sont plus courts, on obtient souvent des rendements beaucoup plus élevés, et l'eau ne s'épuise pas comme les sols. Et puis, nombre de plats à base d'algues sont, d'une valeur nutritive exceptionnelle.

Certes, les techniques d'aquaculture sont encore dans l'enfance. Ce n'est que depuis 1955 que l'aquaculture industrielle a pris son essor au Japon. L'humanité a mis des millénaires pour atteindre les hauts rendements qu'on obtient actuellement avec les céréales, il faudra sans doute bien une à deux décennies pour perfectionner la culture en étang ou en mer, si on y investit suffisamment d'argent et d'efforts.

Mais l'obstacle principal ne semble pas du côté technique. Il se situerait plutôt au niveau des habitudes alimentaires. En effet, des études menées dans de nombreux pays ont montré que ces habitudes sont parmi les comportements les plus difficiles à changer qui soient. La première chose que fera le touriste français arrivé à Tombouctou sera de commander son steak-frites, et le diplomate Ouest africain à New-York donnerait les yeux de la tête pour un plat de foutou ou d'akara. Donc il faudra arriver à rendre les plats à base d'algues attrayants et désirables, et agir sur la psychologie des consommateurs par des campagnes d'information et d'éducation.



CIRIC

## Des maisons pour tous...

Du 31 mai au 11 juin, se tiendra à Vancouver, Canada, la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, qui se penchera sur les immenses problèmes dus à l'urbanisation (= accroissement du nombre d'habitants des villes) rapide du globe. Quelques chiffres sont indicatifs et donnent une idée de la taille des problèmes. Ainsi en l'espace d'une seule génération, la population urbaine du globe a doublé. Elle

doublera encore dans ce dernier quart de siècle, de sorte que la moitié de la population du globe — soit 3,2 milliards — habitera des villes en l'an 2000.

Actuellement, les plus grandes villes du globe atteignent des tailles gigantesques, et d'ici 10 ans on estime qu'une ville comme Tokyo (principale ville du Japon) aura plus d'habitants que le Zaïre aujourd'hui. Voici un tableau des 15 plus grandes villes du monde.

Selon les estimations dont nous disposons, le monde comptait 75 villes d'au moins un million d'habitants en 1950, 191 en 1975, et il pourrait en compter 273 en 1985. En 1985, ces villes pourraient comprendre 805 millions d'habitants, soit 37% de la population urbaine dans le monde.

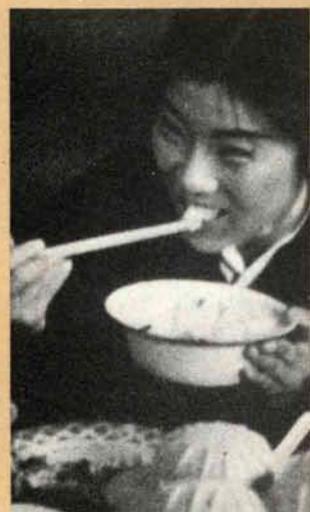
Cette urbanisation rapide, en plus des problèmes matériels qu'elle soulève (une ville comme Calcutta aux Indes ressemble de plus en plus à un vaste bidonville), crée des problèmes humains immenses : sur le plan du comportement notamment, les cultures traditionnelles, respectées dans les villages, s'effondrent... et rien ne les remplace. La désorganisation sociale s'ensuit inévitablement, surtout si elle est accompagnée de chômage sur une grande échelle, ce qui est généralement le cas.

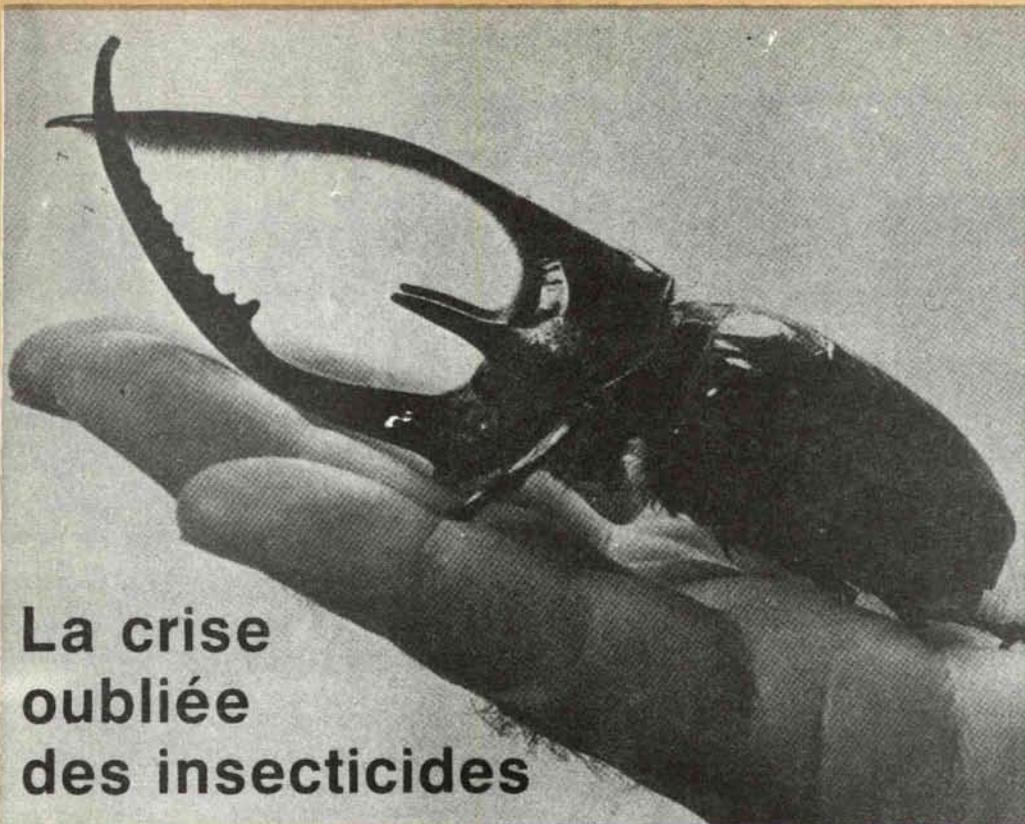
Un des rares pays qui semble avoir trouvé une solution — en tout cas partielle — à ce problème est la Chine qui, pendant les années soixante, a renvoyé des millions de jeunes chômeurs des villes dans les campagnes. Mais encore a-t-il fallu les encadrer techniquement et politiquement, ce qui implique un niveau d'encadrement politique que bien peu de pays connaissent.

Les plus grandes villes du monde	Population en 1975 en millions (estimations)	Pourcentage de la population du pays (estimations)	Population en 1985 (millions)
1. Tokyo	18,1	16,5	25,2
2. New York	17,0	7,8	18,8
3. Shanghai	11,4	1,4	14,3
4. Mexico	10,9	18,1	17,9
5. Londres	10,7	12,2	11,1
6. Rhein-Rhur	10,2	17,0	11,1
7. Sao Paulo	10,2	9,5	16,8
8. Los Angeles	9,8	4,4	13,7
9. Buenos Aires	9,5	36,4	11,7
10. Paris	9,2	17,3	10,9
11. Osaka	9,0	8,2	11,8
12. Pékin	8,5	1,0	12,0
13. Calcutta	8,4	1,3	12,1
14. Rio de Janeiro	8,2	7,6	11,4
15. Bombay	7,5	1,1	12,1

Cette urbanisation rapide pose des problèmes énormes pour la plupart des pays, que ce soit au niveau du logement, du travail, des écoles, de la santé,

de l'intégration sociale, etc. Qu'on pense qu'une ville comme Séoul, capitale de la Corée du Sud, reçoit 1.200 immigrants d'origine rurale par jour !





## La crise oubliée des insecticides

A cause d'une pénurie d'insecticides, une nouvelle vague de famines et d'épidémies menace de s'abattre, comme les fléaux, des temps anciens, sur les pays pauvres du monde.

Au moment même où les besoins alimentaires mondiaux révèlent déjà, par suite de la rareté des engrais, de mauvaises conditions météorologiques et de la surpopulation, une carence de 10 millions de tonnes, la production alimentaire va bientôt commencer à décroître car les agriculteurs ne sont pas en mesure de protéger leurs champs, faute d'insecticides ou d'argent pour en acheter.

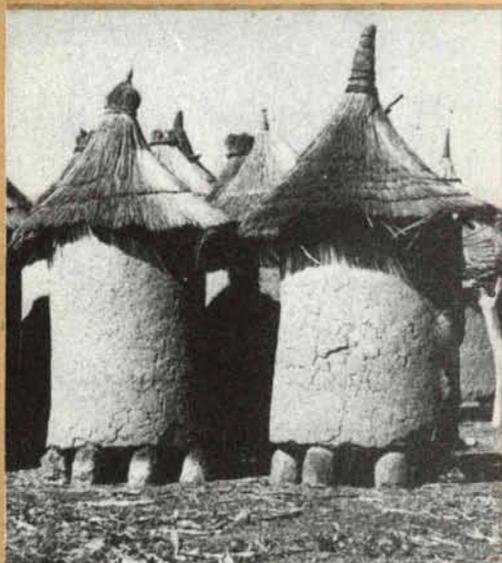
Par ailleurs, des insectes vecteurs de maladies font actuellement apparaître les premiers signes d'épidémies diverses parmi les populations affaiblies. En Inde seule, on estime qu'entre trois et quatre millions de personnes contracteront la malaria au cours de l'année, en comparaison de seulement 100.000 personnes il y a une décennie.

M. Roy Jackson, direc-

teur adjoint de l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture, a prévenu que, pour les insecticides, la demande, de plus en plus forte, se heurterait à l'insuffisance de l'offre. Selon lui, «la situation à l'égard des insecticides pourrait bien, l'an prochain, être plus grave qu'elle ne l'est pour les engrais à l'heure actuelle».

Dans l'éventualité d'une carence globale de

30 p. 100, il ne faut pas croire que les agriculteurs des pays industrialisés et des pays moins développés en pâtiront également. Dans la répartition des stocks, on accordera certainement la priorité aux pays et aux agriculteurs qui peuvent en payer le prix ainsi qu'aux agriculteurs des pays producteurs, ce qui revient à dire, dans un cas comme dans l'autre : **les peuples riches d'abord et avant tout.**



Nombre de greniers traditionnels offrent une protection bien insuffisante contre certains insectes

Si on veut véritablement accroître la production alimentaire mondiale, il faut tenter de régler le problème de la pénurie d'insecticides.

Les Nations-Unies estiment que les pertes moyennes résultant de l'insuffisance des mesures anti-parasitaires dans les pays en développement représentent 35% de leur production agricole possible. Chaque année, une partie pouvant aller jusqu'à la moitié de la production alimentaire mondiale est consommée ou détruite par les insectes, les moisissures, les rongeurs, les oiseaux et autres parasites. Si l'on parvenait uniquement à exterminer les parasites des lieux d'entreposage, on augmenterait sur-le-champ l'approvisionnement alimentaire de 25 p. 100, sans accroître les cultures d'aucune façon.

Et le problème ne se limite pas aux pénuries de DDT et d'autres insecticides. Nombre d'insecticides sont en usage depuis si longtemps que l'on voit apparaître des mutants (1) des vecteurs (2) de maladies qui résistent aux insecticides classiques. Comme il faut maintenant presque 10 ans pour mettre au point un nouveau produit, une épidémie pourrait toucher des millions de personnes avant que l'on puisse disposer d'un insecticide approprié. On a constaté que des moustiques qui résistent au DDT propagent la malaria dans tout le sud asiatique et que les puces qui propagent la peste sont en train de développer une certaine résistance aux insecticides.

(J. REDDEN, dans (Coopération Canada)

## Lexique

- 1) Mutant : une nouvelle espèce (du substantif «mutation»)
- 2) Vecteur : l'agent qui transmet (par exemple un insecte, un animal, l'eau, une plante, etc).

# Devenir paysan

Depuis 1966, Demba Mansaré, un ex-comptable de Dakar, travaille et vit dans un village situé à 350 km au Sud de cette ville. Il est paysan. Il fait partie du village, et contribue au développement de la région. Son exposé qui suit, éclaire en profondeur quelques-uns des aspects de la tâche et de la vie d'un agent de développement qui se met au service d'un groupement rural. Nous remercions le CESAO (Centre d'Etudes économiques et sociales d'Afrique occidentale) de Bobo-Dioulasso qui nous a aimablement communiqué ce texte. Notre ami Akpo Kontor, du Togo, auteur de l'article «Du Coton pour construire une école» (F & D n° 4), nous a écrit depuis lors qu'il tentait la même expérience. Auront-ils d'autres imitateurs ?

Assane Guéye

Je suis arrivé à Faoune (département de Sédhiou, à 30 km au-delà de la Gambie sur la route transgambienne) en octobre 1966. Depuis lors, j'y habite, et j'y travaille comme paysan. En 1970, je me suis marié. J'ai à présent deux enfants.

L'idée de ce retour vers la terre nous est venue en 1965. Nous étions dix amis, catholiques et musulmans, employés dans l'administration ou dans le privé. Nous avions l'habitude de discuter des problèmes du pays. «Le développement économique est à la fois industriel et agricole, urbain et rural. Si dans le secteur rural aucun lettré ne veut rester, comment y aura-t-il possibilité de progrès ?» disions-nous. Et l'idée nous est venue de retourner au village, de vivre et travailler avec les paysans en leur montrant les moyens qui leur permettraient d'améliorer progressivement leurs conditions de vie.

Nous voulions également donner l'exemple aux jeunes ruraux scolarisés et illettrés qui partent pour les centres urbains parce qu'ils considéraient, à tort, le travail des champs comme inférieur et préfèrent, souvent en vain, un petit emploi administratif.

Nous avons choisi Faoune parce que l'un d'entre nous était originaire



«L'un de nous était originaire de Faoune...»

de là-bas (moi-même, je suis d'origine guinéenne). C'est une région fertile, assez arrosée, peu peuplée.

1966-1967

## Les débuts de notre expérience

Des dix que nous étions au départ, seuls trois sont finalement arrivés à Faoune le 25 septembre 1966. Les autres, soit à cause d'une opposition familiale, soit parce qu'ils n'en avaient plus envie, se sont désistés.

Nous avons reçu un accueil chaleureux dans tout le village, car on nous attendait depuis un an. Nous avons été pris en charge sur le plan logement et nourriture. Avec le peu de matériel que nous avions à notre disposition (2 rateaux, 2 pelles, 2 pioches, 2 hilaires (1), 2 binettes (1), 2 marteaux, 1 hache, 1 tenaille), nous avons commencé à débroussailler. Jeunes et vieux étaient tous favorables à notre projet. Neuf jeunes du village et des environs sont devenus membres de notre équipe,

avec l'entier accord de leurs parents. Ils ont accepté toutes les conditions dans lesquelles nous travaillions, notamment de ne rien percevoir durant un an et demi, ce qui devait nous permettre de réinvestir ce que nous avons gagné pendant ce temps. Ils devaient loger et manger chez leurs parents ou chez des tuteurs. Ils ont accepté le principe que la réussite ou l'échec du projet était également leur affaire. Néanmoins, au bout d'un certain temps, les vieux ont commencé à manifester quelque méfiance.

Les difficultés commencèrent avec la saison des pluies de 1967. Nous avions, à la fin mai de cette année-là, défriché, dans des conditions peu faciles, quatre hectares de forêt...

## Méfiance des paysans

C'est au mois de février 1967 que la méfiance des vieux s'est manifestée, quand nous avons demandé notre adhésion à la coopérative du village. Notre admission soulevait beaucoup de palabres. Les vieux insistaient pour voir d'abord les résultats de notre travail avant de nous accepter à un tel niveau. Autrement dit, nous devions faire une campagne agricole complète avec eux pour être intégrés. Cette attitude des vieux était sage et ne nous surprenait pas outre mesure, parce que le paysan est méfiant de nature, surtout devant ceux qui viennent des grandes villes. Mais elle nous empêchait d'avoir le matériel, l'engrais et les insecticides indispensables à notre entreprise et nous n'avions pas d'argent pour les acheter. Nous n'avions, non plus, pas de semences de mil, de maïs ou d'arachides. Nous avons quand même débuté la campagne avec des promesses.

En définitive, nous avons pu acheter sur place notre semence de sorgho avec l'argent des crintings (2) que nous avons fabriqués et vendus. Le chef de secteur ONCAD ne nous a accordé les semences d'arachide qu'après la visite du gouverneur, le 24 juin 1967, alors que les paysans du village avaient fini de décortiquer et de trier les semences d'arachides. Certains avaient même commencé à semer. Nos arachides avaient reçu deux fois



Assane Guèye

«Dès le début, un puits s'avéra nécessaire...»

la pluie dans le magasin sans toiture. Elles étaient en grande partie pourries et il fallait faire vite. Ce n'est que le 25 juillet que nous avons terminé le semis des arachides.

Nous avions déjà semé du maïs, mais il était de moindre qualité parce que récupéré un peu partout dans le village. A Faoune, la coutume interdisait au paysan de venir en aide à son parent, voisin ou ami pour des semences, tant qu'il n'a pas fini de semer la superficie qu'il a à semer. Nous étions en retard aussi pour les semis de maïs, ce qui créa des difficultés d'alimentation pour le groupe : les 200 kg de riz accompagnés de quelques autres vivres que le directeur de l'Animation et de l'Expansion nous avait accordés tout au début de notre action, étaient épu-

sés, et nous dépendions intégralement des villageois.

Cette situation durait depuis trois mois. Les tuteurs des jeunes qui travaillaient avec nous commençaient à en avoir assez et se plaignaient. Un membre de l'équipe fut même chassé par son tuteur. La survie du groupe était en danger. Plusieurs amis de la ville et de la région nous envoyaient des secours. Mais cela ne suffisait pas, parce que nous faisons vivre aussi nos familles dont les greniers étaient vides de juin à septembre. Cette situation découragea beaucoup de camarades qui rentrèrent chez eux.

A la fin de l'hivernage, nous n'étions plus que 8 personnes (5 sur place, 2 au Centre de Perfectionnement agricole de Guérina, 1 au CE-

SAO à Bobo-Dioulasso). Car il avait fallu envoyer quelques-uns d'entre nous se former en agriculture...

1968-1969

## L'entrée dans la coopérative

La campagne 1967/68 avait prouvé aux villageois que nous n'étions pas «de ces jeunes gens fainéants et escrocs de Dakar». Par notre travail et notre courage, nous leur avons fait comprendre que nous étions des jeunes fermement décidés à participer à l'amélioration du niveau de vie du paysan sénégalais, en partageant la sueur de son front. Ainsi un beau jour de 1968, en présence du chef d'arrondissement et du chef de CER (Centre d'Expansion rurale) de Bounkiling, les vieux ont expliqué franchement les raisons qui les empêchaient de nous accepter dans leur coopérative. Après les éclaircissements du chef d'arrondissement,



Allassane Guèye

«Une moto-pompe (en haut) pour une meilleure utilisation de l'eau du puits...»



Allassane Guèye

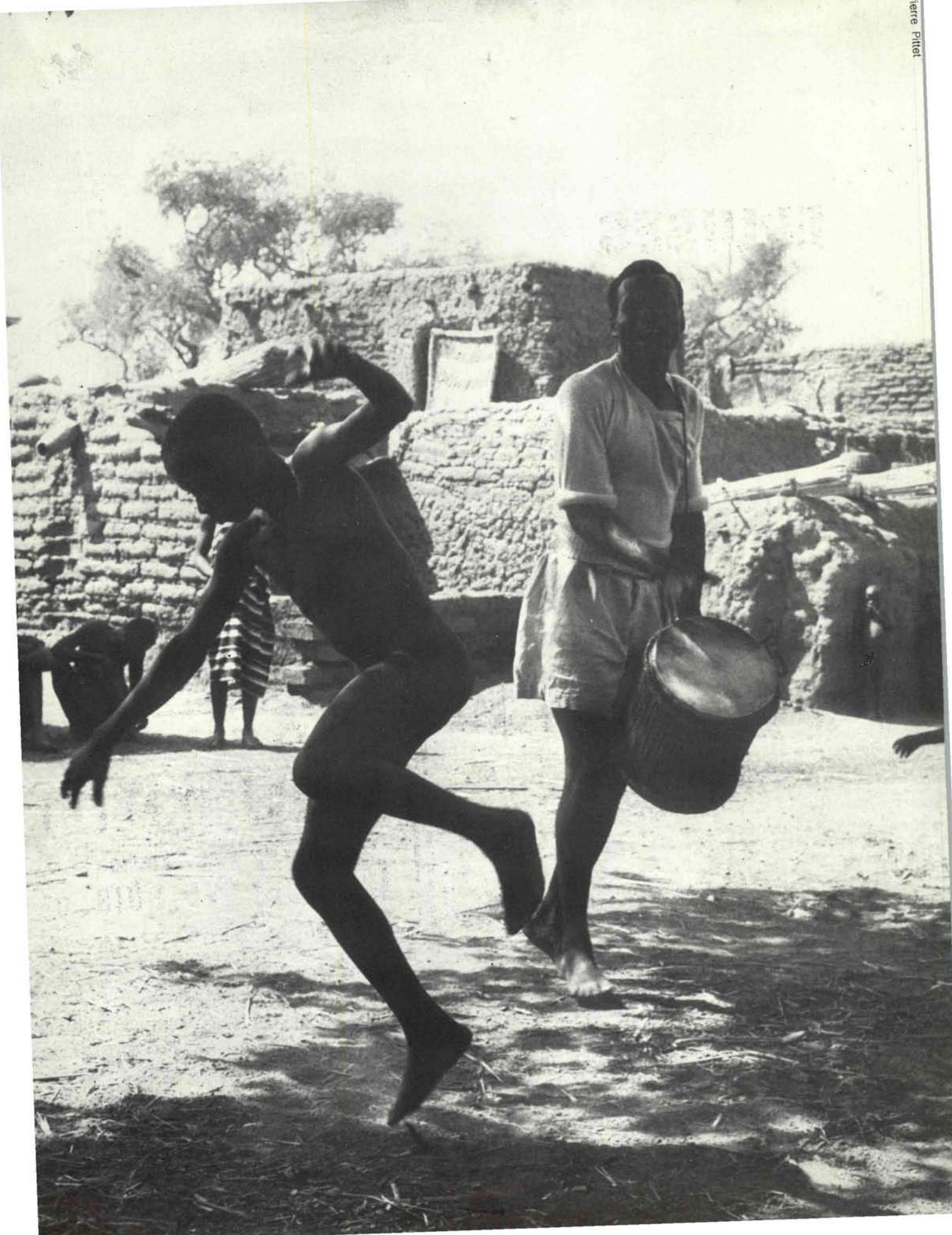
nous avons été admis par les coopérateurs sans inconvénient.

Notre première action au sein de la coopérative fut de faire gagner à chaque paysan 5 F par sac en lui conseillant de transporter lui-même ses arachides, ceci pour lui permettre de combler le trou que la baisse du prix des arachides avait provoqué. Ceci entraîna une vive réaction chez certains villageois qui vivaient du bénéfice du transport des arachides.

Deux délégations vinrent nous mettre en garde, nous disant que nous étions des étrangers et que nous n'avions aucune décision à prendre sans consulter les autochtones. Ils sont allés jusqu'à vouloir empêcher notre charrette de faire le transport dans le village. En fin de compte, nous avons remporté la victoire, car la grande majorité des cultivateurs nous soutenait, notamment le président de la coopérative de Faoune. Peu après trois villages ont intégré notre coopérative.

La campagne 1968 fut très intense. Il ne restait plus que deux «dakarais». Mais dix jeunes de la région travaillaient avec nous au sein du «Groupement des Jeunes Agriculteurs de Faoune» (GJA). Et puis, grâce au Secours catholique américain, nous avons obtenu le prêt d'une paire de bœufs, d'une charrue et d'une charrette. Bien que nous ayons mis en valeur dix hectares, nous n'avons obtenu que de médiocres résultats : 7 tonnes de production en tout. Mais enfin, nous pouvions désormais nous suffire. Hélas ! le groupe ne dura pas, car quatre nous quittèrent en cours de campagne et ceux qui étaient partis en formation ne rejoignirent pas tous le groupe, la campagne suivante. Fin 1969, je me retrouvai presque seul.

Comment expliquer cet échec ? D'abord, nous mangions et nous dormions très mal. Des retards, maladies et absences étaient constatés tous les jours parmi les membres du GJA. Ils ont déclenché deux fois la grève parce que je demandais toujours davantage d'efforts, tandis que nous mangions de moins en moins. Ils oublièrent que j'étais beaucoup plus fatigué qu'eux, puisque je passais toutes mes nuits sur les correspondances, la comptabilité du groupe, et que le matin, je partais avec eux, à la même heure, pour ef-



# EPUISES

famille et  
développement

numéro 1

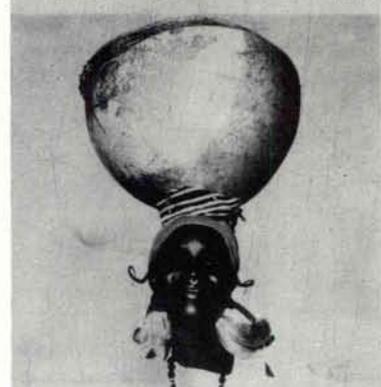
juin 1975



famille et  
développement

numéro 2

avril 1975



## Comment s'abonner à famille & développer

### 1

#### Abonnements

Malgré les explications détaillées données en dernière page des numéros 4 et 5, certains abonnés ne semblent pas avoir compris le fonctionnement des abonnements. La confusion est sans doute due en partie au fait que les numéros 1 à 3 furent remis à un certain nombre de ministères pour distribution gratuite.

Les personnes s'étant abonnées avant la parution du n° 4, c'est-à-dire avant novembre 1975, recevront les numéros 4 à 7 de la revue, même si elles ont reçu un ou plusieurs numéros gratuits (1 à 3). **Les abonnements partent du numéro 4. Chaque abonnement donne droit à quatre numéros.** Une personne s'étant abonnée à partir du n° 5, recevra les numéros 5 à 8; si elle s'est abonnée au n° 6, elle recevra les numéros 6 à 9 etc.

Notre adresse :  
**Famille et Développement**  
BP 11007 — CD — Annexe  
Dakar-Sénégal

### 2

#### Réabonnements

Un certain nombre de lecteurs se sont plaints de n'avoir pas reçu **Famille et Développement**. Nous le regrettons infiniment. Malheureusement, nous n'avons aucun contrôle sur les services postaux. Dans nombre de pays, ces derniers fonctionnent de façon irrégulière, et il arrive que dans certains pays des revues expédiées de la capitale ne parviennent pas à leurs destinataires. Nous encourageons donc vivement les abonnés n'ayant pas reçu leur revue à entreprendre des démarches auprès de leur poste locale et surtout à adresser des réclamations à la Direction des Services Postaux de leur pays.

De notre côté, nous prenons actuellement des mesures pour pallier à cette situation.

1. Dès le numéro 7, les abonnés recevront **Famille et Développement** dans une enveloppe fermée autocollante. Nous espérons que ceci diminuera le nombre d'exemplaires qui «disparaissent» en route.

2. Nous étendons petit à petit no-

tre réseau de vente (kiosques, librairies, etc). L'agence Hachette en assure l'écoulement par des points de vente nombreux au Sénégal, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, et par quelques points de vente au Niger et en Mauritanie. La Librairie Populaire en assure la vente au Mali, la SONAPAL et ses dépositaires au Bénin, et au Togo la Librairie Evangélique et les librairies scolaires (dépendant de l'éducation nationale), commencent à vendre la revue. En Haute Volta, notre journal est en vente dans les dépôts de l'Observateur ainsi qu'à la librairie Jeunesse et à l'Hôtel Indépendance à Ouagadougou; à la librairie CAMICO à Bobo-Dioulasso. Au Tchad, la Direction de la Culture ouvrira prochainement des points de vente dans les principales villes du pays. Nous donnerons des précisions sur la vente dans les autres pays dès que celle-ci sera assurée.

## famille et développement

numéro 3 juillet 75



## famille et développement

numéro 4 octobre 75



## famille et développement

numéro 5 janvier 76



revue trimestrielle africaine de famille et développement

ISSN 0378-1909

## Comment s'abonner à famille & dév

### 3

#### Anciens numéros

Les personnes qui désirent se réabonner à la revue pour une 2<sup>e</sup> année, devraient nous envoyer leur mandat de 500 CFA **immédiatement** dès réception de leur 4<sup>e</sup> numéro pour ne pas risquer de manquer un numéro. **Attention** : Dès janvier 1977, tous les tarifs d'abonnement seront réajustés en fonction des zones postales.

### 4

#### Services postaux

Envoyez toute correspondance **Par Avion** (sauf Mali, Sénégal) sinon elle pourra mettre des mois à nous parvenir. Nous nous excusons de ne pouvoir répondre individuellement aux nombreuses lettres qui nous parviennent concernant les numéros arriérés et demandant des informations sur les abonnements à la revue, informations déjà données dans les numéros précédents de **Famille et Développement** ou dans celui-ci.

### 5

#### Livres

Nous ne pouvons envoyer aucun livre contre remboursement. Pour l'instant, nous n'écoulons que **les 2 ouvrages du CRDI mentionnés au dos de cette revue**, (Education Sexuelle en Afrique Tropicale, et Médecine sans Médecins). Pour tous les autres ouvrages, vous adresser à la librairie la plus proche.

### 6

#### Abonnements gratuits

Il n'est **plus** accordé d'abonnement gratuit à «**Famille et Développement**», pour les raisons expliquées dans les numéros 4 et 5 (augmentation des coûts de production et des frais de port).

Toute institution, centre, école ou personne ayant reçu un abonnement gratuit à la revue pour la première année, **devra s'abonner à partir du n° 8** s'il désire continuer à recevoir la revue. **Les abonnements gratuits cessent avec le numéro 7.**

### 7

#### Abonnements hors d'Afrique

Vu le nombre croissant de personnes situées en dehors de l'Afrique qui s'abonnent à **Famille et Développement**, nous indiquons ici le prix des abonnements annuels pour ces pays :

France, D.O.M.-T.O.M. : 30 FFr.

Suisse : 20 Frs.s.

Amérique du Nord : \$ US 8.00

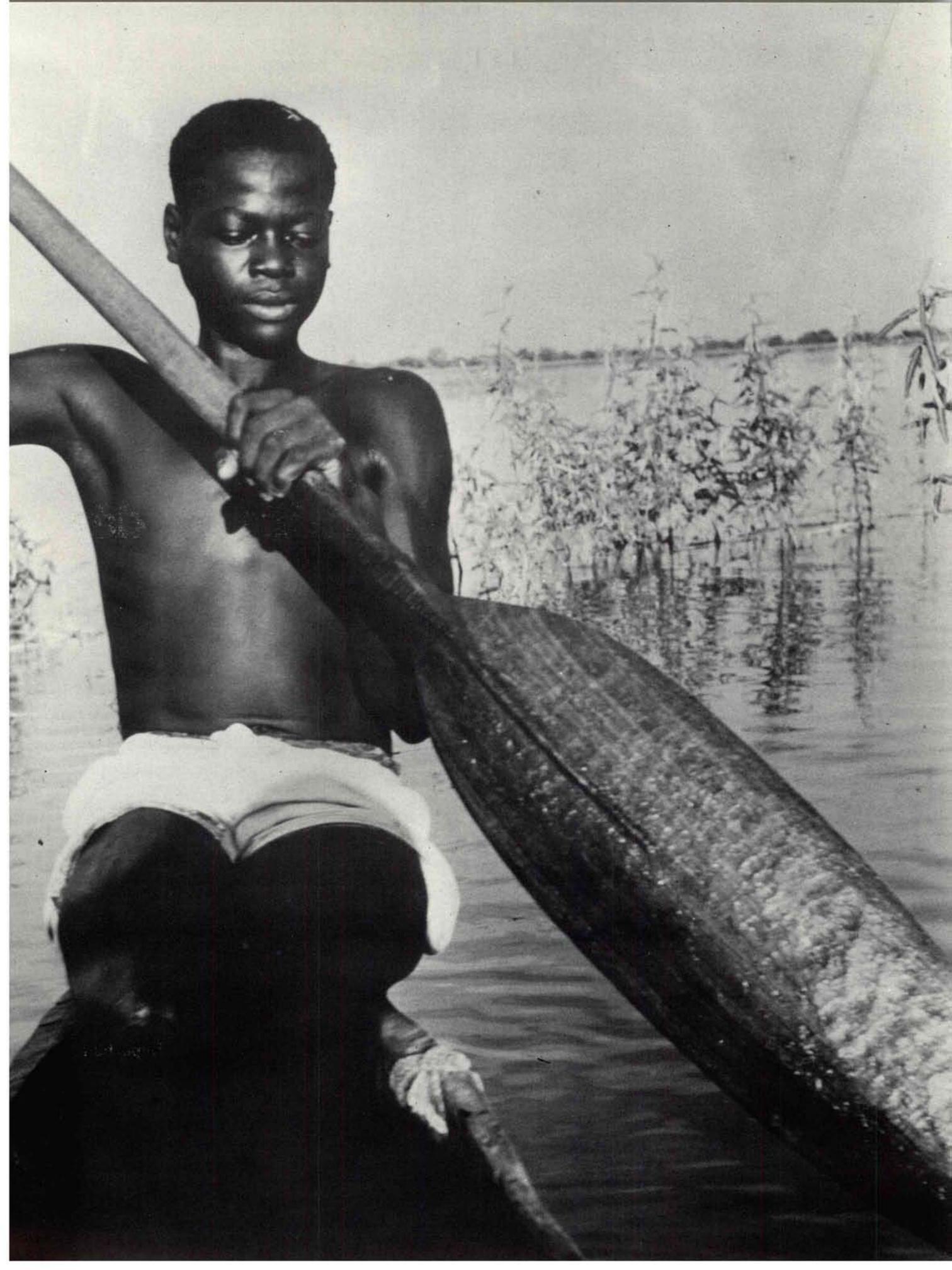
Tous autres pays hors d'Afrique : L'équivalent de US \$ 7.50.

Paiement au CCP 0518 Dakar ou par mandat postal international ou chèque bancaire international. S'il vous plaît, pas de chèques personnels.

### 8

#### Important

Les numéros 1 à 5 sont actuellement **tous épuisés** nous regrettons de ne pouvoir envoyer aucun de ces numéros aux personnes les ayant demandés.





«J'ai profité de mon voyage en Guinée pour me marier...»

fectuer les mêmes travaux. Pendant qu'ils se reposaient le dimanche, j'étais dans les champs ou au jardin. N'avais-je pas été trop exigeant ?

1969-1970

## Solitude et intégration

Après cette tentative de vie communautaire avec une exploitation agricole commune, je modifiai mon projet. J'organisai ma propre exploitation. Je commençais déjà à être accepté. En plus des terres éloignées du village que nous avions cultivées, j'obtins 4 hectares à côté du village où je m'étais installé. Du coup, les gens ont commencé à se dire «Ah ! le gars n'est pas bête. Il sait ce qu'il veut ! Au fond, c'est vraiment un brave type». Certains par contre commençaient à me jalouser parce que je ne partageais pas leur façon de faire, par exemple au niveau de la coopérative : les choses qu'ils préféraient laisser sous silence, je les mettais sur le tapis !

Fin 1970, je me suis rendu en Guinée. J'ai profité de ce voyage pour me marier, et je suis revenu à Faoune avec ma femme, à la grande surprise des gens.

Ma femme fut très bien accueillie par les villageois. Les jeunes organisèrent en son honneur une grande soirée animée avec les instruments de musique du village. Elle reçut beaucoup de petits cadeaux des villageois. A partir de ce moment, je suis passé à un autre niveau d'intégration. On m'invite à toutes les affaires du village : baptêmes, décès,

coopérative, mariages, questions administratives, etc.

1971-1974

## Susciter le progrès

Cette bonne atmosphère a permis de provoquer la mise en route, par les villageois, d'actions diverses. Dès le début de notre travail à Faoune, les membres de notre groupe avaient organisé des cours d'alphabétisation et s'étaient occupés des loisirs de la jeunesse (bal, théâtre, sport, fêtes musicales). Depuis 1971, vu que nous avons gagné la confiance des villageois, ces acti-

vités se sont multipliées d'une façon plus sérieuse et continue.

Pour les actions sociales, nos réalisations sont encore très modestes, mais nous progressons lentement et sûrement. Ces activités sont aujourd'hui les suivantes : association de jeunes, comité pour le progrès des villages, garderie d'enfants, centre ménager rural, pharmacie villageoise, projet de marché hebdomadaire.

Après mon voyage en Guinée, j'ai eu l'occasion d'aider un groupe de jeunes à fonder une association nommée «Union fraternelle des Jeunes de Faoune» et de participer à la création d'un autre groupement, appelé le «Comité pour le progrès des Villages».

La première action de ce comité fut de créer une garderie d'enfants. Sans garderie, dans les champs, sur le dos de leurs mères, les enfants en bas âge sont exposés au soleil, à la pluie, donc à toutes sortes de maladies. Quant aux enfants plus âgés, ils restaient à la maison sous la garde d'une femme qui ne les surveillait que très peu. D'où certains accidents entre enfants, voire des incendies.

Au mois de juillet 1972, une garderie d'enfants fut ouverte en collaboration avec le service administratif de la Promotion humaine (un service gouvernemental visant à promouvoir l'amélioration des conditions de

«Nous travaillons tous à la pépinière du village...»



Allassane Guéye

vie en milieu rural). A la garderie, les enfants sont surveillés, nourris et soignés toute la journée. Le soir, les parents viennent les chercher. La garderie est ouverte seulement en saison des pluies, ce qui permet aux parents de travailler tranquillement dans leurs champs. Les services de cette garderie sont assurés par les femmes du village qui s'organisent en conséquence. Le comité a créé aussi un Centre ménager rural, où sont enseignés la couture, le tricot, le crochet, la cuisine et la PMI, ainsi qu'une pharmacie villageoise et un dispensaire construits grâce aux efforts conjugués de tous.

Deux personnes envoyées en formation accélérée successivement à

en 1966, j'avais 26 ans. Aujourd'hui, j'en ai 35. Heureusement, je ne regrette pas d'avoir consacré cette période de ma vie au progrès de Faoune, car ma personne n'y a rien perdu.

Au début, l'objectif était double : d'abord mettre sur pied, avec l'aide de quelques camarades de Dakar, de Faoune, et des villages environnants, une exploitation de type communautaire où tout le monde serait à la fois manœuvre et patron; ensuite aider nos parents paysans à découvrir les moyens qui leur permettraient d'améliorer progressivement leurs conditions de vie.

Les tentatives pour réaliser le

qui ont accepté de se joindre à nous ont paru jouer le jeu au début. Ils ont répondu que pour réussir dans la vie, il faut affronter les difficultés et accepter de souffrir... Mais à peine dix-huit mois plus tard, ils ont compris que nous ne leur apportions que notre force de travail. Alors ils ont abandonné.

Deuxièmement, depuis notre installation à Faoune, et ce jusqu'en 1974, les aléas climatiques ont joué en notre défaveur. Les pluies diminuaient d'année en année, tant et si bien qu'en 1969, sur trois hectares de riz de plateau, mes camarades et moi n'avions même pas pu récupérer les semences.

Troisièmement, notre équipe était



«Notre première action au sein de la coopérative fut de faire gagner à chaque paysan 5 francs...»

l'hôpital de Sédhiou, et au Centre hospitalier de Ziguinchor, s'occupent des soins courants. Ils sont bénévoles.

1966-1975

## Quelle est la leçon à tirer ?

Octobre 1966 à juillet 1975. Exactement huit ans et neuf mois. Huit ans et neuf mois d'ennuis, de déceptions, d'échecs, mais aussi d'espoir et de perfectionnement. Le temps est court pour le développement d'un milieu, mais long et rude pour l'individu qui s'y engage. En effet,

premier objectif ne semblent pas encore près d'aboutir. En voici peut-être les raisons :

D'abord, au départ, trois d'entre nous venaient de la capitale. Aussi lorsque j'affirmais que nous n'étions pas riches, et que de toute façon notre but n'était pas d'employer une main-d'œuvre abondante, mais d'effectuer un retour à la terre pour travailler volontairement avec nos parents paysans, dans les mêmes conditions matérielles, aux fins d'une amélioration progressive de notre condition commune, personne ne voulait nous croire. Cependant, les collègues de la région

loin d'être homogène. Ceux qui la composaient étaient de différentes ethnies, venaient de diverses régions, n'avaient évidemment pas la même éducation. Cela n'eut pas été important, si la solidarité entre membres de l'équipe avait existé, ce qui n'était malheureusement pas le cas. Cela nous a fait beaucoup de mal, car les plus forts n'acceptaient pas de se sacrifier pour les plus faibles, et les plus malins ne voulaient rien risquer pour les autres.

## A l'école du milieu

Cependant, en fin de compte,

nous avons réussi à mettre au point un système de travail en groupe, apprécié de tous : un champ collectif dans lequel tout le monde devait travailler et, à côté, des champs individuels pour donner à chacun sa chance. Nous travaillions deux jours par semaine dans le champ collectif, le reste du temps dans les champs individuels, avec le matériel de l'équipe. Ce système de travail en groupe avait l'avantage d'amener chacun à mieux travailler tant pour lui-même que pour la communauté. De cette façon personne ne se sentait lésé. Un autre avantage était que l'on pouvait s'assurer un autofinancement (3) progressif. En effet, si le produit des champs individuels revenait entièrement à leur propriétaire, celui du champ collectif était divisé en quatre :

— la première partie allait aux frais de fonctionnement (engrais, insecticides, réparations, frais de déplacement, etc.)

— la deuxième partie était attribuée au chef d'équipe pour son travail supplémentaire de gestionnaire permanent

— la troisième partie était affectée à l'agent responsable des services administratifs de la collectivité

— la quatrième partie était éparpillée en vue de l'amortissement (4) et de l'augmentation du matériel et des installations collectives.

Dans nos prévisions, l'exploitation collective devait participer à la mise sur pied des exploitations individuelles en leur fournissant des moyens de démarrage (puits, petits outillages, semences, arbres fruitiers, bêtes d'élevage, etc...). De même, elle participait à leur perfectionnement.

## Groupements de jeunes agriculteurs

C'est dire qu'il n'y a pas eu que des points noirs dans notre entreprise, puisque notre exemple a servi à la création de plusieurs groupements de jeunes agriculteurs dans la région de la Casamance (5), et ces groupements ont toutes les chances de réussir. D'autre part, le choix de Faoune pour une première rencontre des groupements ruraux de jeunes du Sénégal, en février 1974, a bien illustré la tâche d'huile faite par notre exemple.

Le deuxième objectif de notre retour à la terre, qui était d'aider les parents paysans à découvrir les moyens qui leur permettraient d'améliorer progressivement leurs conditions de vie, semble avoir été une réussite totale puisque depuis un certain temps ma participation au développement de Faoune est de plus en plus sollicitée. Mais avant d'en arriver là, j'ai dû me mettre à l'école du milieu. En effet, lorsque je quittai Dakar pour m'installer à Faoune, pas mal d'idées germaient dans mon esprit. Je pensais pouvoir tout transformer à brève échéance. Mais le milieu m'a dit non ! Il a fallu que je partage pendant longtemps le mode de vie des paysans : manger, boire, travailler, vivre de ma récolte comme eux. Par méfiance, les villageois ont refusé mon adhésion à la coopérative du village et m'ont créé

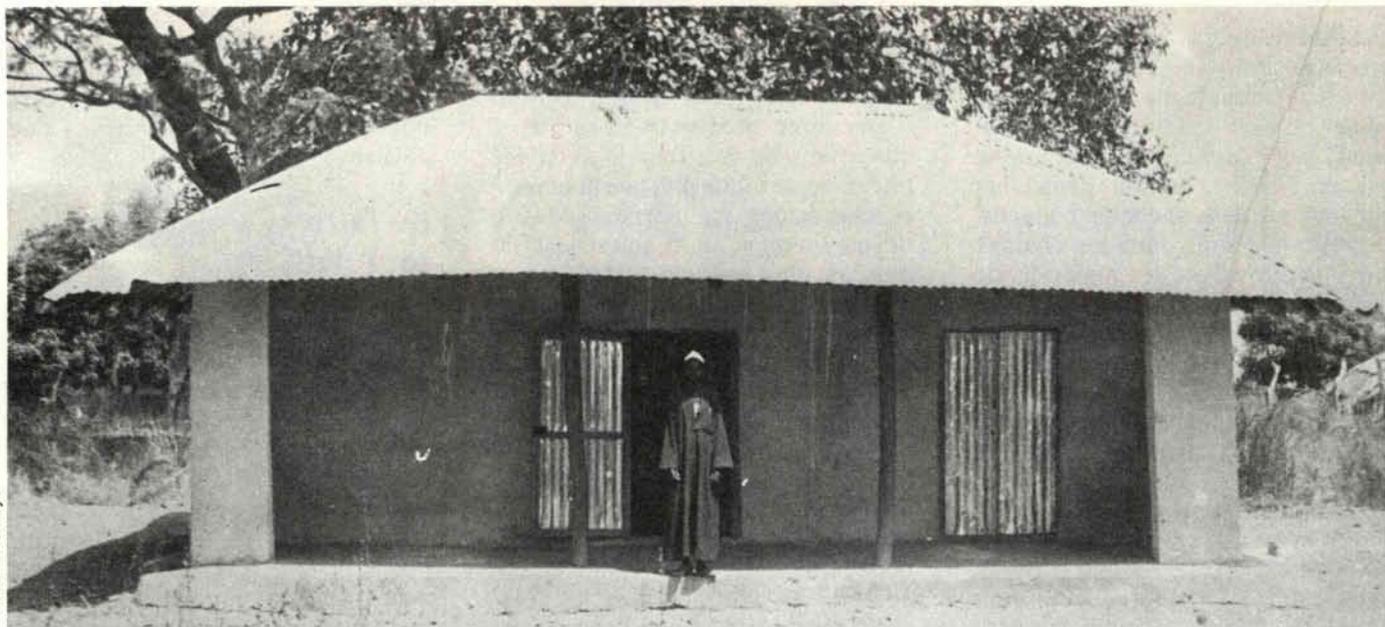
de multiples difficultés que j'ai dû affronter avec patience et tolérance. En définitive, je me suis trouvé obligé de modifier mon propre projet pour me soumettre aux désirs des paysans.

## Se faire tout petit

Pendant mes trois premières années, j'ai eu à subir des affronts de toutes sortes. D'aucuns me taxaient de «dérégulé», d'autres de «maudit», car ils ne s'expliquaient pas comment je pouvais délibérément abandonner une si belle carrière à Dakar, la capitale, sous prétexte d'un retour à la terre qui, pour eux, est un domaine réservé aux «malchanceux». Aussi, après quatre années d'efforts et de tentatives infructueuses, j'étais entièrement gagné par le désespoir,

«Au centre ménager on enseigne la couture, la cuisine et la PMI...»





«Notre dernière réalisation : la pharmacie villageoise...»

lorsqu'un vieux peulh me dit : « Mon cher Demba, quand un homme entreprend quelque chose, il doit persévérer pendant sept ans. Passé ce délai, si aucun espoir ne se dessine à l'horizon, alors il peut abandonner la lutte et s'orienter ailleurs ». Ces mots ont été comme un second souffle qui me rendait à moi-même. Je retrouvai tout mon courage, et me sentis de nouveau prêt à affronter les pires difficultés.

De fin 1966 à début 1970, j'attendais toujours mon intégration. Bien qu'encore célibataire, jamais je n'ai mis une fille en grossesse, jamais je n'ai menti à un paysan, jamais je n'ai pris un crédit que je ne pouvais rembourser, jamais je n'ai joué avec la femme d'un villageois. C'est seulement après cette longue période de dures épreuves que je fus accepté et intégré. La leçon que j'en ai tirée est facile à imaginer : **le véritable agent de développement, le véritable animateur doit nécessairement se soumettre au milieu, accepter d'être formé par lui, se faire tout petit malgré son bagage de connaissances, abandonner tout esprit de conquête et d'influence pour ensuite grandir petit à petit avec le milieu.** Ce n'est que parce que le milieu acceptera les transformations que l'animateur lui propose. Aujourd'hui, je suis associé à toutes les affaires du village parce que les villageois savent que nous avons les mêmes intérêts et les mêmes risques.

Seul le projet de marché hebdo-

madaire n'a pas encore abouti, pour diverses raisons, notamment d'ordre politique. Mais il fait son chemin et ne tardera pas à voir le jour.

Si mon deuxième objectif a été un réel succès, cela ne signifie nullement que je m'occupe uniquement de l'animation. J'ai ma propre exploitation qui se développe bien, et

j'ai bon espoir que nous, paysans, finirons par prendre complètement en charge notre propre développement. Mais, me disent mes camarades fonctionnaires, «peux-tu vivre avec ce que tu gagnes ?» Pour le leur prouver, je leur ai montré mon budget que voici. C'est celui de l'année 1974.

Budget d'exploitation	Recettes brutes	A déduire : charges d'exploitation	Résultats nets
Cultures	200.000	108.000	92.000
Maraîchage et verger	40.000	7.000	33.000
Elevage	114.000	51.000	63.000
Services	48.000	13.500	34.500
<b>TOTAUX</b>	<b>482.000</b>	<b>179.500</b>	<b>222.500</b>

Ces 222,500 CFA de résultats alimentent mon budget familial, soit environ 18.500 F/mois. A mon avis cela représente l'équivalent d'un revenu en ville de l'ordre de 25.000 F/mois, car mes achats de nourriture à l'extérieur sont peu élevés et j'achète mes vivres à ma propre exploitation au moindre coût (environ 50.000 F/an en riz, mil, légumes, poulets, etc). Ainsi le 3e objectif, celui de faire vivre une famille, est atteint modestement mais suffisamment.

*Demba MANSARE*  
*Faune en Casamance*  
*Sénégal*

## Lexique

- 1) Hilaire, Binette : Instruments servant à remuer la terre. Les paysans s'en servent surtout pour désherber. L'hilaire, plus employée dans le Sahel, a un manche très long (3 à 4 mètres).
- 2) Crinting : Clôture réalisée avec des tiges de bambou.
- 3) Auto-financement : Du grec «auto» qui signifie «soi-même, lui-même». Dans l'esprit de l'auteur : arriver progressivement à ne dépendre de personne en réinvestissant une bonne partie des bénéfices dans l'entreprise collective.
- 4) Amortissement : Le repaiement d'une somme due pour l'achat d'un bien (matériel, terre, bâtiments, etc).
- 5) Casamance : Région du Sénégal située entre la Gambie et la Guinée Bissao.

Nous répondons dans cette rubrique à toute question d'intérêt général que nous envoient nos lecteurs. Ceux qui voudraient nous envoyer une photo d'identité avec leur question peuvent le faire. L'abondance des questions que nous recevons ne nous permet d'en retenir que les plus importantes.

# Quelles sont les causes de l'impuissance masculine ?

Question posée par Massamba Thioune, Rufisque, Sénégal

En général, on dit qu'il y a l'impuissance chez l'homme lorsque ce dernier est incapable de pratiquer l'acte sexuel. Cette définition n'est pas trop satisfaisante. Il vaut mieux dire que l'impuissance désigne une absence totale d'érection ou une érection trop brève pour permettre l'accomplissement de l'acte sexuel. Il existe deux sortes d'impuissance :

- 1 - L'impuissance dite primaire
- 2 - L'impuissance dite secondaire

**L'impuissance primaire :** Dans ce cas, il n'y a jamais d'éjaculation (exulsion du sperme), car même si l'érection se produit, cette dernière disparaît trop rapidement pour permettre d'arriver à l'orgasme (moment de la jouissance suprême pendant l'acte sexuel). Il est difficile de retrouver une cause rimordiale. On peut néanmoins retenir la responsabilité du milieu familial (mère ou père dominateur), ainsi que le rôle de la religion avec ses interdits : dans certains milieux la sexualité est décrite comme quelque chose de compréhensible, voire d'imprévisible, ce qui suscite une culpabilité profonde chez certaines personnes, culpabilité qu'il est difficile de maîtriser rationnellement. Ces facteurs entraînent des angoisses terribles qui apparaissent avant et pendant l'acte sexuel, le rendant impossible. Parmi ces causes, mentionnons

encore les expériences homosexuelles (expériences sexuelles avec quelqu'un du même sexe), les déceptions causées par la fréquentation de prostituées, un premier contact sexuel très traumatisant, l'abus d'alcool ou de drogue (voir «**Famille et Développement**» N° 1, Revue de Presse, «Bacchus contre Eros», qui mentionne une étude rapportant que 4 alcooliques chroniques sur 5 sont impuissants).

■ **L'impuissance secondaire :** Contrairement à l'impuissance primaire qui n'aboutit jamais à l'éjaculation, le sujet frappé d'impuissance secondaire a pu au moins une fois pratiquer l'acte sexuel de façon relativement satisfaisante. Ses causes en sont multiples et mieux connues. Nous mettrons de côté une variante de l'impuissance secondaire : c'est l'éjaculation précoce. L'individu arrive à éjaculer, mais l'éjaculation se produit très rapidement, parfois même avant la pénétration de la partenaire. Cette éjaculation précoce peut néanmoins conduire à une grossesse, et c'est pour cela que certains ne la considèrent pas comme une véritable impuissance.

Les causes de l'impuissance secondaire sont liées à :

- 1 - Une cause organique,

«Ah ! si seulement je pouvais avoir un enfant...»



Pierre Pittet

comme une malformation acquise au niveau de l'appareil génital ou une tumeur.

- 2 - Une maladie cardiaque.

- 3 - La prise de certains médicaments (drogues, opium) ou les bromures. L'abus de tranquillisants peut aussi avoir un effet analogue.

- 4 - L'homosexualité : les rapports sexuels entretenus pendant l'adolescence sont souvent à l'origine de l'impuissance secondaire. Quelques temps après le mariage, l'homme essaiera de mener de front ses deux vies sexuelles, ce qui ne manquera pas de susciter des problèmes avec son épouse et des remarques de la part de cette dernière. Alors l'homme commencera à espacer ses rapports ou à les exécuter avec une inefficacité croissante. Bientôt, il n'arrivera plus à l'érection.

- 5 - Une maladie générale : la tuberculose assez avancée, et surtout le diabète qui est une cause importante d'impuissance secondaires.

- 6 - Une fatigue sexuelle qui peut être due à des causes différentes.

- 7 - Des troubles psychologiques divers : il s'agit d'une impuissance psychologique, souvent passagère d'ailleurs, et dans ce cas, le terme d'impuissance fonctionnelle est préférable.

■ **Le traitement de l'impuissance :** Certaines formes d'impuissance répondent à des traitements

médicaux classiques (par exemple dans les cas d'impuissance due au diabète, à l'alcoolisme, etc). Pour d'autres formes, surtout si l'origine est psychologique, le traitement du mari doit se faire en même temps que celui de la femme. En effet, dans quelques cas d'impuissance secondaire, cette dernière aura contribué — peut-être inconsciemment — au problème qui frappe son époux, et dont elle subit elle aussi les conséquences.

Souvent, c'est une véritable éducation du couple sur le rapport sexuel qui s'imposera pour arriver à un effet : on montrera aux partenaires certains gestes et certains points sensibles de l'organisme. On leur expliquera que l'intromission du pénis ne doit se faire qu'après une érection satisfaisante. Une fois encore, nous voyons l'importance d'une éducation sexuelle des jeunes. Cela permettrait d'éviter bien des drames.

■ **Se traiter soi-même :** L'impuissance masculine et la frigidity féminine (Voir Question du Lecteur, F & D N°5) sont la cause de drames conjugaux nombreux et d'angoisses profondes chez beaucoup d'individus. Or, très peu de médecins ont reçu une formation leur permettant de conseiller les couples dans ce domaine.

Beaucoup de couples pourraient faire bien plus pour eux-mêmes dans ce domaine qu'ils ne le croient, en tout cas dans les cas de frigidity et d'impuissance ayant une origine psychologique, qui forment sans doute la grande majorité des cas. La simple création d'un esprit de confiance mutuelle, qui permettra de discuter librement et franchement du problème, sera souvent un pas important voire décisif, en direction de la guérison. La patience, la persévérance, la confiance et l'amour vous aideront à pratiquer une «médecine sans médecin» qui vous étonnera vous-même !

Henri Lopes

## Tribaliques



Henri Lopes, du Congo-Brazzaville, est déjà connu en tant que poète et auteur d'articles très nombreux. Avec «Tribaliques», recueil de huit nouvelles, il nous livre une critique non seulement de la société congolaise mais aussi des forces qui asservissent le monde africain.

Pourquoi «Tribaliques»? La réponse est donnée quelque part dans le recueil : «Nzodi fut le premier des jeunes cadres à expérimenter qu'en Afrique les liens tribaux l'emportent sur les divergences idéologiques, fussent-elles de luttes de classes.»

Il est aisé de percevoir, à partir des expressions «liens tribaux» et «divergences idéologiques», le problème fondamental qui anime l'écrivain : conflit en-

tre les pulsions affectives qui prennent leur source dans la famille ou la tribu, et les exigences logiques idéologiques, rationnelles de la nouvelle société à construire.

Tout le long du recueil, on est sensible à cet écartèlement que l'auteur exprime sous forme de contradictions sociales ou individuelles.

Dans «la fuite de la main habile», l'auteur souligne la dissociation entre l'individu et la société : le héros pense trouver son bonheur personnel en fuyant son propre pays, et au détriment de ce dernier. «Ah Apolline» évoque un amour entravé par les exigences tribales, donc sociales.

Avec «M. le Député», nous sommes en présence d'un homme politique qui

finit par faire un discours sur «la nécessité de libérer la femme qui n'est pas un être inférieur à l'homme», après avoir méprisé et exploité son amie et sa famille dans la vie privée.

Comme pour la précédente, il s'agit avec «Ancien combattant», de la contradiction entre la politique et la vie affective. Parce qu'il a combattu les fellaghas, le héros ne peut pas réaliser un amour avec Nadia, l'Algérienne : «je ne peux plus pousser trop loin les conversations avec les gens de ce pays, car je risquerai chaque jour de découvrir le parent ou l'ami cher de quelqu'un que j'ai tué ou fait tuer». Il en est ainsi des suivantes. On perçoit dans l'œuvre une condamnation de la médiocrité des gens et de certains groupes, une dénonciation des contradictions, sans l'amorce d'une solution.

L'auteur n'a pas de solution à proposer, parce qu'animé d'un sentiment d'impuissance devant les situations, ce qui ne fait qu'accentuer l'atmosphère de drame, fortement défaitiste du recueil : drame, il faut le souligner, de l'auteur, mais aussi de bon nombre d'entre nous.

Les idées de l'auteur sont véhiculées dans de courtes anecdotes, servies par un style simple, sans prétention, très réaliste, rendant la lecture aisée. Mais si l'œuvre manque d'une certaine originalité, c'est que l'imaginaire n'a pu s'y révéler suffisamment.

**Maimouna DIALLAW**

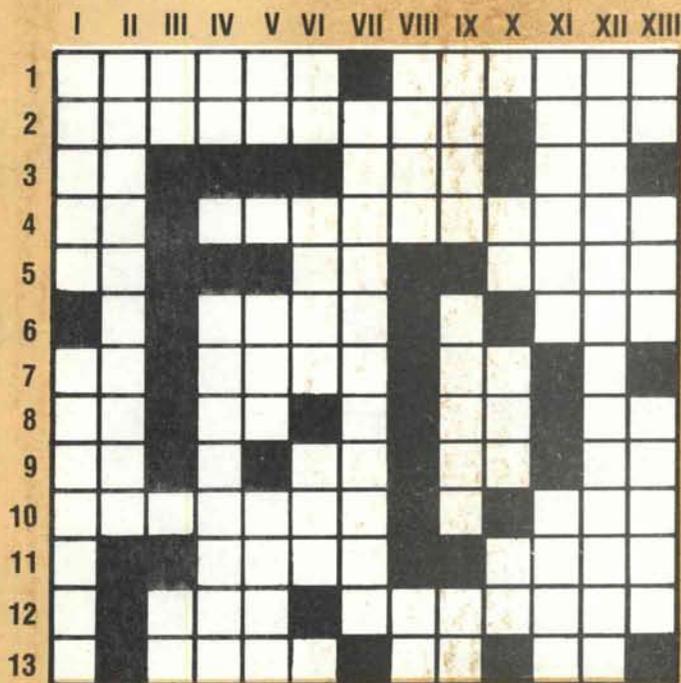
Editions Clé-Yaoundé 1971-450 F CFA.

**NOTE IMPORTANTE.** - Vu le nombre de lecteurs qui nous commandent les livres dont la critique est faite dans cette revue, nous rappelons que nous ne vendons pas de livres, en dehors de ceux publiés par le CRDI (voir au dos de ce numéro).

# Mots croisés

**HORIZONTAL**

1 - Assaisonnée avec des épices - Attachement mural. 2 - Personne qui crée, qui tire du néant - Années. 3 - Article - On peut être oublié sans qu'on s'en aperçoive, puisqu'il a des oreilles. 4 - Ancienne mesure itinéraire qui est aussi le symbole chimique du lithium. 5 - Avant-midi - Ce qu'il faut ajouter à une chose pour la compléter. 6 - Possessif - A - Préfixe latin signifiant avant, précédant. 7 - Souillé - Oreille, semblable. 8 - Avalé - Liquide - proche, auprès. 9 - Temps que met la terre pour faire un tour autour du soleil. 10 - Métal précieux - Jewels doubles - Comme le 7 horizontal - Préposition, adverbe de lieu et pronom personnel. 11 - Négation - Partie dure et solide du corps humain - Posses- sif. 12 - Instrument de musique en cuivre, ressemblant au cor - L'un des saints cardinaux. 13 - Mois de l'année - Manière d'être. 14 - Tonneau - Planète entourée d'un anneau circulaire. 15 - Principal diamant d'un corps (pluriel) - Lettre de l'alphabet grec correspondant à notre «n» - Conjonction.



ou plusieurs enfants - République de l'Afrique équatoriale - Pronom personnel. X - Adjectif possessif - Qui ne sont pas vêtus - Du verbe avoir. XI - Supériorité naturelle ou acquise pour faire une chose - Auxiliaire. XII - Qui est sans intérêt. XIII - Contraction de en les - Pareil, semblable - Cheveux tressés.

vers le roi et lui rapporta : «J'ai trouvé un crâne dans la forêt. Un crâne qui parle». Le roi avait de la peine à y croire, mais alla quand même avec sa garde pour savoir la vérité. Quand ils arrivèrent près du crâne, le chasseur lui demanda : «Qu'est-ce qui t'a amené ici ?» Mais le crâne demeura silencieux. Alors le roi en colère traita le chasseur de menteur et ordonna qu'on lui coupât la tête. Ce qui fut fait immédiatement. Quand tout le monde fut parti, le premier crâne demanda au crâne du chasseur : «Qu'est-ce qui t'a amené ici ?» et le crâne du chasseur répondit : «C'est parce que j'ai trop parlé».

## Petit conte des «Nupe»

(Nigéria)

Un chasseur trouva un crâne humain dans la forêt. Surpris, il lui demanda : «Qu'est-ce qui t'a amené ici ?» Le crâne répondit : «C'est parce que j'ai trop parlé que je suis ici». Étonné, le chasseur courut

# Le gandro ou riz au gombo (Mali)

(pour 5 personnes)

**Ingrédients**

*Pour la sauce gombo*

- 500g de gombo
- 5 cuillerées à soupe de pâte d'arachide
- 1 tranche de poisson sec
- 1 oignon moyen, du sel, du piment
- 1 cuillerée à soupe de viande hachée

*Pour la sauce tomate*

- 2 belles tomates bien rouges
- 1 gros oignon, 1 cuillerée de tomate concentrée,
- quelques gousses d'ail, 1 petit bouquet de persil, sel,
- poivre, piment, de l'huile (5 cuillerées à soupe)
- 1 cuillerée à soupe de poudre de soubalala (facultatif)

**Préparation :**

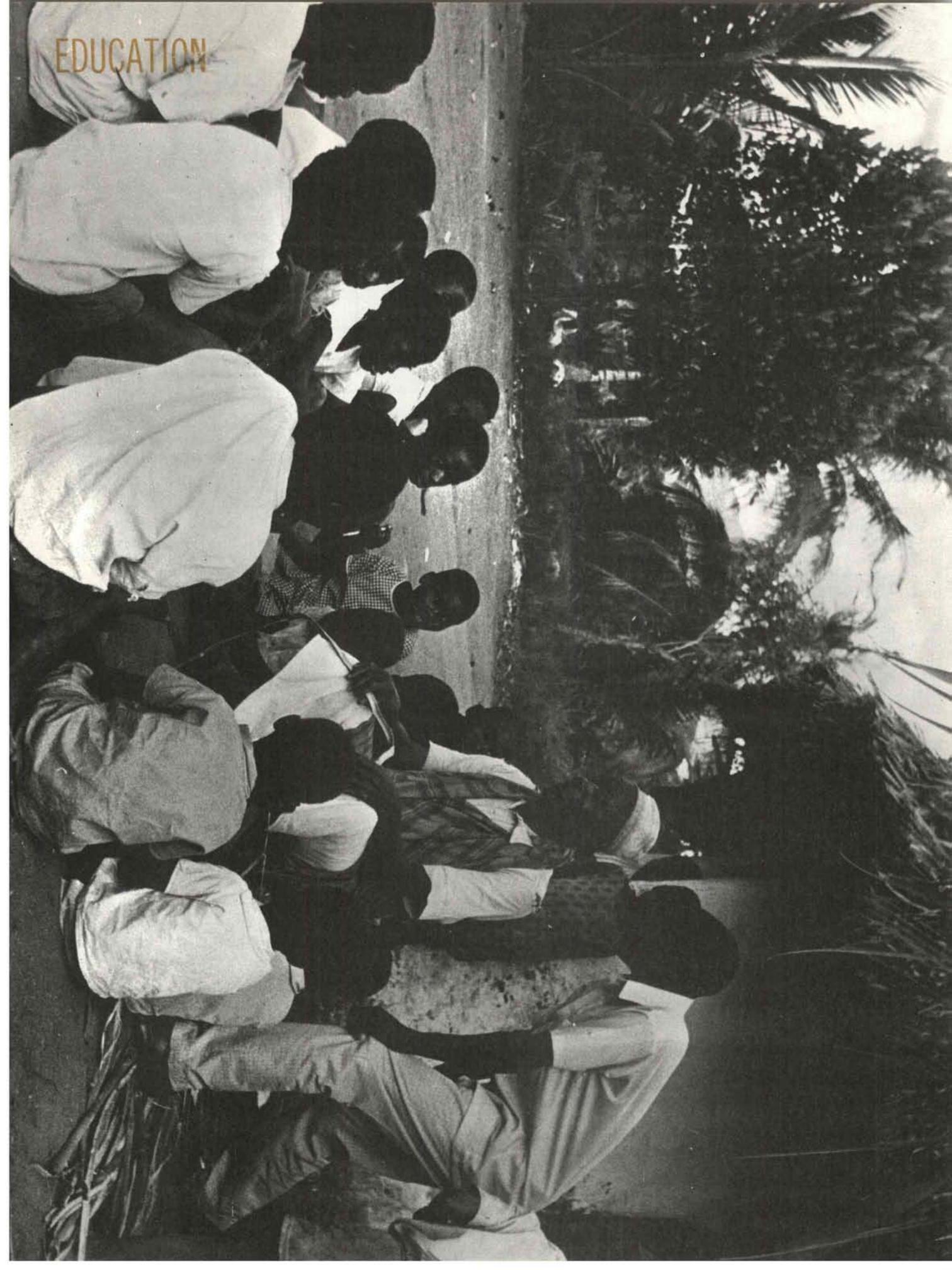
1) Bien laver le gombo et découper en petites tranches. Mettre sur le feu une petite marmite (terre ou aluminium) ou une casserole contenant 1/2 litre d'eau. Y mettre le gombo et la pâte d'arachide. Ensuite piler le poisson sec, les oignons et le piment. Ajouter au contenu de la marmite et laisser cuire doucement jusqu'à ce que les grains de gombo deviennent très rosés. Remuer vigoureusement avec une cuiller en bois jusqu'à ce que les tranches de gombo soient réduites en morceaux minuscules. Laisser cuire encore 5mn et retirer du feu.

2) Découper la viande en petits morceaux, ainsi que l'ail, le persil, les oignons. Laver les tomates et en extraire le jus. Mettre une marmite ou une casserole sur le feu. Y verser l'huile. Quand l'huile est bien

**Solutions page 52**

■ suite page 44

EDUCATION



# Pour une politique des langues nationales

*Le problème des langues nationales est un problème qui soulève de fortes passions en Afrique. Mais alors qu'une toute petite minorité d'intellectuels milite en faveur de leur adoption, une large masse d'intellectuels et de fonctionnaires hausse les épaules et accepte assez passivement la domination des langues européennes, malgré les problèmes graves que cela pose. Pourtant, l'adoption des langues africaines n'est ni une utopie, ni irréaliste sur le plan pratique. Seul un manque d'information le fait croire. C'est pour faire le point que **Famille et Développement** a interviewé, à Dakar, M. Pathé Diagne, un des plus éminents linguistes d'Afrique, qui présente ici une analyse à la fois encourageante et lucide de la question.*

**F. & D. : Qu'est-ce qu'une langue nationale ?**

Pathé Diagne : Techniquement lorsqu'on parle d'une langue nationale, il devrait s'agir de la langue d'une nation, généralement, la langue officielle. Mais en fait on utilise ce terme, en Afrique, pour éviter de parler de langue vernaculaire ou de langue non écrite, ou pour revendiquer un statut officiel, à l'école et dans l'appareil d'Etat, pour des langues que parlent les peuples du continent mais qui, paradoxalement, sont exclues de leurs institutions par l'anglais, le français, le portugais, l'espagnol ou l'afrikander. On baptise aussi parfois très pompeusement les langues africaines de langues nationales (ce qu'elles sont au plan des faits), souvent pour satisfaire, à bon compte, une frustration liée à l'interdiction d'usage dont elles souffrent dans les activités les plus essentielles.

**F. & D. : Le système scolaire africain est en pleine crise. Dans les réformes préconisées on introduit de plus en plus l'idée d'enseigner dans nos langues. Pourquoi ?**

Pathé Diagne : Pour plusieurs raisons : la plus manifeste tient au fait qu'on ne peut parler de reliaison des Africains à leur propre tradition culturelle sans utiliser ce qui est le support de cette culture, c'est-à-dire la langue. Il y a un problème purement pédagogique : un enfant est plus à l'aise quand on l'initie à une langue qu'il connaît, que dans un contexte où il est instruit à partir d'une langue qu'il ignore. C'est cette raison qui amène en général à utiliser de préférence, à ce stade de la formation, la langue maternelle ou un idiome non maternel mais que l'enfant maîtrise parfaitement dès son âge le plus tendre. Si un jeune wo-

lof vit à Kinshasa, il est courant qu'il parle lingala très jeune. L'école d'expression lingala ne saurait créer pour lui une situation traumatisante. Il en est de même s'il a déjà maîtrisé le français ou l'anglais. L'essentiel c'est que l'enfant à l'école utilise une langue qu'il connaît bien. Il est scientifiquement établi que les outils cognitifs (1), par lesquels un jeune enfant appréhende le réel, se développent à partir du 6ème mois. Ces outils perceptifs ou conceptuels s'organisent sur la base de la langue qu'emploie la famille et le monde du quartier. Si les jeunes Africains scolarisés parlaient le français, l'anglais ou l'espagnol à la naissance, il n'y aurait pas de problème. Mais il se trouve concrètement qu'ils s'éveillent sur la base du hawsa, du pulaar, du mandingue ou du yoruba. Dès lors, il est indispensable d'amorcer leur initiation scolaire à partir de ces langues. Un exemple : les Etats-

Unis sont un pays relativement avancé. On y est revenu à l'enseignement en italien et en espagnol pour les petits immigrés de Sicile et les jeunes Mexicains. On a même recours à l'argot des noirs américains du ghetto tout simplement parce qu'il s'agit du langage qui relie le mieux l'enfant à son monde familial, à son monde intime. Une langue étrangère impose en fait un double effort : vous devez d'abord la connaître avant de pouvoir accéder à la connaissance qu'on voudrait vous voir assimiler. Si vous connaissez la langue, vous avez un moindre effort à faire. Voilà quelques unes des raisons qui nous paraissent les plus pertinentes pour légitimer l'utilisation des langues africaines au niveau des maternelles et de l'école primaire, au moins dans les première, deuxième et troisième années.

Il y a encore une autre raison importante. Si nous étions liés un peu plus à notre



Alassane Guéye



culture et, un peu plus à sa tradition scolaire elle-même, peut-être parviendrions-nous plus facilement que l'école européenne à résoudre un certain nombre de nos problèmes. L'école traditionnelle africaine est une école très liée à la société. Elle porte son effort sur une formation relativement permanente, qui ne détache pas celui qui apprend d'une pratique. Elle ne met pas simplement en contact avec des abstractions. Or, l'école européenne, à cause de son manque d'enracinement, développe sur une vaste échelle essentiellement des abstractions. L'enfant s'y sent étranger à cause de l'outil linguistique et le contenu culturel étrangers. Elle manque de liens concrets avec une réalité vécue. Par contre, l'école traditionnelle africaine initie à un métier, à des connaissances très précises qui préparent mieux à une fonction qui insère l'individu dans sa société. L'école traditionnelle c'est la vie. Il convient surtout de la réajuster.

F. & D. :  
**Qu'advient-il  
des langues étrangères ?**

Pathé Diagne : Ce qui est advenu d'elles dans d'autres pays : c'est-à-dire qu'elles deviennent des langues d'appoint. L'ensemble des appareils politiques, économiques, sociaux, qui organisent la société africaine d'aujourd'hui, est généralement pensé en termes étrangers. Vous allez à la banque, vous êtes obligé de résoudre vos problèmes en français, à la poste, c'est la même chose. A l'école, vous êtes obligés d'apprendre le français, l'an-

glais, l'espagnol, mais pratiquement jamais une langue africaine. Or, on ne peut pas impliquer les masses africaines dans leur propre univers à partir de réalités qui leur sont étrangères. A l'époque coloniale, où l'on avait des systèmes d'apartheid et où l'expatrié européen était le premier dans les institutions, on pouvait imposer à la rigueur une telle orientation. Mais dans un contexte où les Africains sont sensés assumer leur destin, leur économie, leur culture, leurs propres institutions, il est évident que le système doit être pensé en termes qui leur soient propres et compréhensibles. Par conséquent, il y a nécessité de repenser notre école, mais aussi l'appareil administratif, l'appareil économique dans des termes «d'africophonie» si on peut utiliser ce terme.

Mais il est bien évident que les langues européennes ou les langues étrangères, dans l'ensemble, ne peuvent pas être exclues d'un système moderne pour plusieurs raisons. D'abord dans l'immédiat, ce sont les langues eu-



«**Repenser notre école en termes d'africophonie.**»

ropéennes qui assument des rôles de langues de pointe. Elles développent sur le plan de la technologie, sur le plan des connaissances économiques ou même sociales, un certain nombre de faits qui sont relativement inédits en Afrique et indispensables à assumer et à assimiler, pour pouvoir construire une société, une économie, une culture modernes. Ne serait-ce que pour cette raison, on ne peut pas se couper d'elles.

Il y a d'autres raisons : les langues européennes sont des langues de communication pour une élite, c'est-à-dire pour nous. Nos générations ont été formées dans l'école française, anglaise, espagnole ou portugaise et cela facilite aujourd'hui le contact. Je ne dis pas que les langues africaines ne sont pas des langues de communication ou de contact. Elles le sont même, sur une plus vaste échelle, dans la mesure où si vous prenez quelques grands véhiculaires (2) tels que le mandingue, le hawsa, le yoruba, le kiswahili ou le lingala, elles unifient les masses et les élites africaines beaucoup plus profondément que ne le font le français, l'anglais, le portugais ou l'espagnol. Mais il n'en reste pas moins que l'élite, qui est très influente en Afrique, et dont le rôle est décisif dans la transformation du continent, s'est unifiée sur la base de langues étrangères. Elle discute souvent de problèmes techniques très avancés dans ces langues. Les langues étrangères ont également cette vertu : elles permettent, comme tout apport ex-

«**Les langues étrangères : un rôle d'appoint.**»

térieur, de découvrir d'autres cultures, c'est-à-dire d'autres hommes. En tant qu'Africains, nous ne pouvons nous enfermer dans nos propres systèmes. Il nous faut être ouverts aux autres pour les comprendre et nous faire comprendre d'eux.

Une dernière remarque. Elle a trait à l'insertion des langues étrangères au niveau de l'école. Les écoles africaines devraient donner des options beaucoup plus étendues aux langues de pointe. L'élève parlant une langue africaine doit pouvoir choisir à partir de l'éventail le plus large des langues les plus avancées. Que l'on puisse satisfaire sa curiosité aussi bien pour le tamul (3), que pour le chinois, l'anglais, le français, l'espagnol ou le portugais.

F. & D. : **L'adoption des langues nationales pose des problèmes techniques tels que : la création d'un alphabet, d'un vocabulaire nouveau lié à la science moderne, etc. Comment peut-on les résoudre ?**

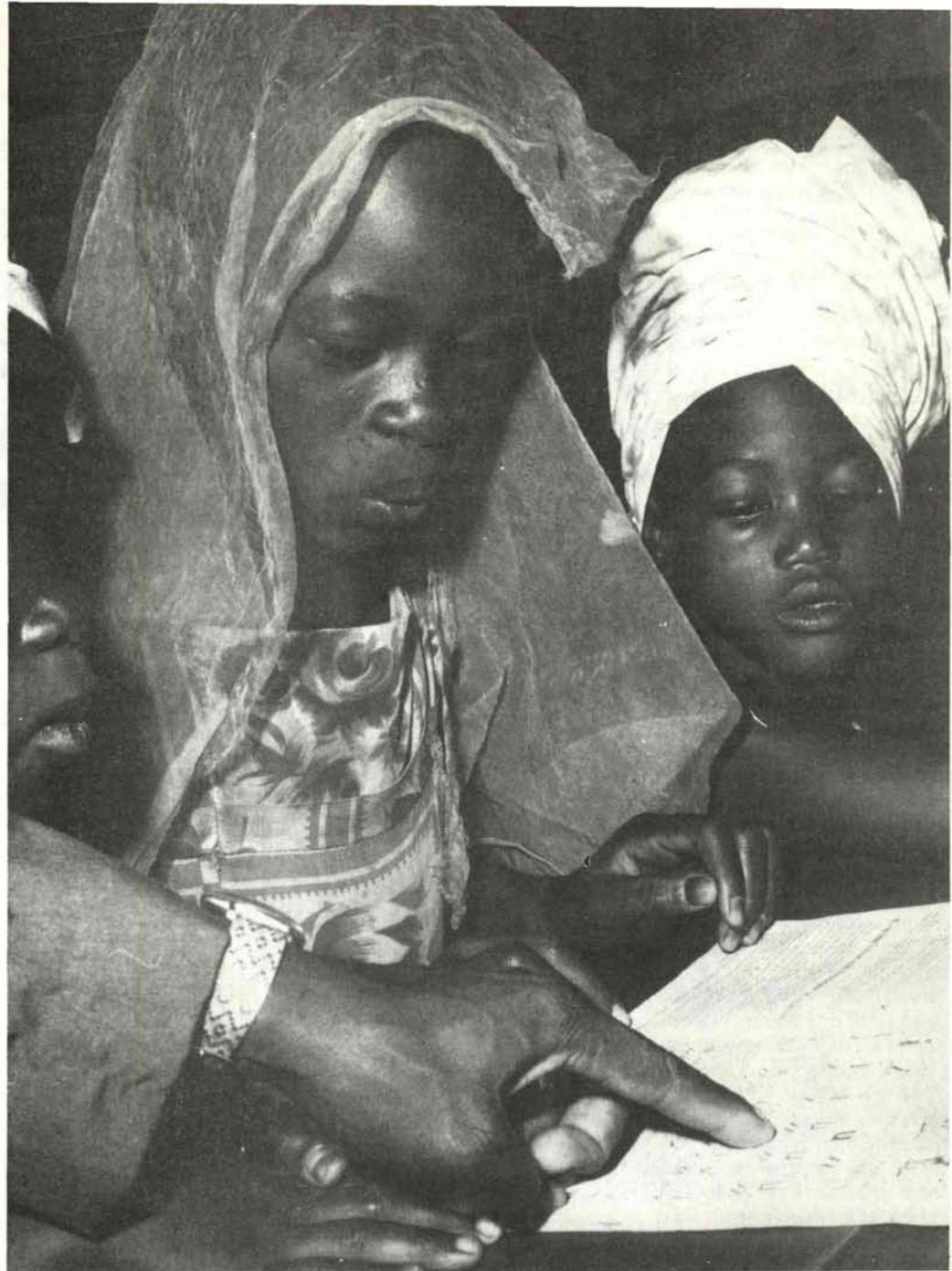
Pathé Diagne : Sur le plan technique, l'adoption des langues africaines pose essentiellement un problème d'adaptation. Il s'agit de les réajuster afin qu'elles puissent véhiculer des connaissances pour lesquelles nos cultures marquent un certain retard. Ce ne sont pas les langues qui marquent du retard. Les langues comme système sont des réalités complètes. Elles peuvent véhiculer n'importe quel type de savoir. De ce point de vue, il n'y a pas une différence entre par exemple, le kirdi (4), le tamul, l'anglais, le français ou l'italien.

Ce qui accuse du retard, c'est la culture. Le français a un certain retard sur le plan de la technologie, par exemple, par rapport disons à la pensée scientifique américaine ou soviétique. Ce retard se reflète dans son contenu de pensée et dans sa terminologie. Des travaux précis et ponctuels ont été faits dans le domaine de l'adaptation des idiomes afri-

ains, à telle enseigne qu'il est possible dans l'immédiat de donner en wolof, en pular, en kiswahili ou en yoruba un enseignement scientifique de pointe. Des problèmes essentiels ont été résolus comme ceux de l'écriture des terminologies ou des manuels.

L'écriture est un des problèmes qui viennent immédiatement à l'esprit à propos des langues généralement perçues comme orales. On se rompt énormément sur ce point. A ce sujet, il y a un chapitre remarquable sur l'Afrique dans l'Antiquité dans le livre de mon ami, Théophile Obenga. Bien avant lui, des chercheurs comme Eric Bates, Westerman, Ch. Diop, D'Alby, ou Olderoche, ont attiré l'attention sur l'ancienneté et la généralisation de l'écriture en Afrique. Mais inventer une écriture qui ne vous impose pas des contraintes économiques, est un autre problème. Nous avons des machines à écrire, des imprimeries modernes, adaptables sur la base de l'écriture latine. C'est une économie de moyens de recourir à l'alphabet dit latin et à sa machinerie. C'est un raccourci raisonnable. Beaucoup de pays, qui ont des écritures bien à eux, ont tendance à suggérer l'utilisation de la graphie latine. C'est le cas pour l'arabe, en dépit de l'élément émotionnel que la rupture implique. L'arabe a une écriture syllabique relativement complexe.

Les Chinois eux-mêmes, qui usent d'idéogrammes (5), pensent à l'intérêt que représente un modèle simple dans la mesure où il faut s'assimiler des milliers de signes — 4 à 5.000 — pour pouvoir maîtriser l'écriture chinoise. Ce n'est pas très pratique, quand on sait que bon nombre de langues ramènent leur phonologie — c'est-à-dire leur système de sons — à une quarantaine d'éléments. Avec quarante signes au plus on peut écrire pratiquement n'importe quelle langue du monde. Autant ne pas s'embarasser dès lors de signes extrêmement compliqués et utiliser, là encore, l'écriture latine.



«To-to as-tu ta tête... à longueur de journée.

Le problème du vocabulaire scientifique est fondamental. Si nous utilisons le vocabulaire gréco-latin, qui est relativement universel, pour mettre à jour le lexique scientifique des langues africaines, en pharmacie, en médecine, en littérature, en économie, en mathématiques, en physique, ou dans l'appareil politique, nous gagnerons du temps et cela facilitera encore davantage les contacts. Quelqu'un qui est initié dans sa propre langue maternelle en mathématiques avec une terminologie qu'il va retrouver en anglais ou

bien en chinois ou en français, possède des atouts qui ne l'enferment pas dans un ghetto.

On peut comprendre une prédilection certaine pour une unification de la terminologie qui tend à être de plus en plus universelle au plan des sciences. Nous avons des exemples d'ailleurs très concrets. Je pense que ce qui explique le retard du monde arabe, de la langue arabe, en ce qui concerne l'adaptation, tient au fait que les arabes, par un nationalisme que l'on comprend parfaitement, ont refusé très souvent d'em-

prunter des mots étrangers. Ils se sont parfois enfermés dans une sorte de ghetto en forgeant tous les mots dont ils avaient besoin à partir de leur propre idiome. Souvent, les mots qu'ils forgeaient n'étaient pas les mots que le peuple assumait facilement. Aujourd'hui, si en wolof ou en malinké, le terme «atome» est accepté comme tel, c'est-à-dire comme «atom» ou «atomé», tout le monde s'y retrouvera. Mais si vous utilisez un mot typiquement wolof, comme «dogesut», il est probable que le wolof moyen lui-même ne com-

prendra pas très facilement ce que vous voulez dire. Par conséquent, il y a un certain nombre de concepts sur lesquels il faut céder et ne pas simplement avoir une réaction de puriste qui ne mène pas très loin.

**F. & D. : Dans nos pays où il existe une diversité de langues, il y aura certainement des difficultés politiques dans le choix d'une langue officielle. Comment les contourner ?**

Pathé Diagne : Je pense que le problème linguistique est un problème d'abord politique. Utiliser une langue étrangère qui est une langue non connue, même quand elle est africaine, peut poser des problèmes à ceux qui ne la parlent pas. Et lorsqu'on officialise une langue non africaine, étrangère au continent, il est bien évident qu'on pose des problèmes encore plus graves. Il n'y a aucune raison d'imposer en fait l'arabe à des Kabyles (6) tout simplement parce que l'arabe est une langue d'unification, pas plus qu'il n'y aurait de raison d'imposer à des dizaines de millions de yorouba ou de hawsas, par exemple, l'usage exclusif de l'anglais dans la fédération nigérienne. Seul un pouvoir étranger ou une élite oppressive peut imposer une aberration aussi monstrueuse. Une politique rationnelle d'unification linguistique est possible en Afrique comme en Europe, et sur une base qui respecte la différence sans l'ériger en conflit. Tout dépend de la nature du pouvoir. La dispersion des langues en Afrique n'est pas plus large qu'en Europe sur ce plan.

Deuxièmement, il y a en Afrique de grands véhiculaires d'unification. Il n'y a pratiquement pas de pays dans lesquels il n'y ait pas une langue dominante. Mais le problème n'est pas d'officialiser tout simplement une langue dominante, mais de veiller à ce qu'en fait les langues qui peuvent être des langues véhiculaires dans une région soient utilisées à cet effet.

---

**Cesser de jouer à cache-cache avec le problème linguistique.**

---

Nous sommes pour ce que nous appelons un système d'option croisée. Un système d'option croisée, cela veut dire que si vous êtes mandingue au Sénégal, l'on vous oblige à parler le wolof ou le pulaar. Le wolof fera un même effort pour apprendre le mandingue. Le pulaar choisira, outre son idiome, soit le wolof soit le malinké.

**F. & D. : Le problème se pose aussi à l'échelon du continent africain. Peut-on avoir des langues véhiculaires par grandes régions ? Quelles seront ces langues ?**

Pathé Diagne : J'ai en partie répondu à cette question en disant qu'il y avait un problème de niveau de spécialisation des langues. Il y a des langues qui ont une vocation locale. Elles cantonnent leur rôle au plan du village ou du quartier, à l'école primaire, dans les assemblées et les administrations locales. Il y a des langues qui ont une vocation sous-régionale, à l'intérieur des sous-régions ou provinces d'un Etat. Il y a encore les langues qui ont une vocation nationale à l'intérieur d'un Etat. Enfin, il y a des langues qui ont une vocation interafricaine. Tout cela dépend de leur poids démographique (7), de leur extension géographique, du travail technique qui a été fait pour les adapter à la modernité, pour les rendre utilisables par des gens qui ont des besoins plus ou moins complexes. Il y a possibilité de définir, selon les zones culturelles qui sont des réalités, un certain nombre d'espaces linguistiques et

---

**Un choix politique avant tout.**

---



Allassane Guèye

culturels (8) qui sont des données.

J'ai l'habitude de suggérer pour ce qu'on appelle le Nord Soudan sahélien, l'utilisation du mandingue comme langue d'unification; le Soudan nigéro-tchadien devrait utiliser le hawsa, mais les régions du Bénin pourraient avoir à la fois une langue akan et le complexe yoruba-ibo, tandis que les langues bantoues pourraient se structurer sur la base des deux grands véhiculaires qui existent, sur le terrain : le lingala à l'Ouest, le kiswahili à l'Est. L'arabe unifierait le Nord.

On a un éventail linguistique en tout point comparable à celui de l'Europe, qui, comme continent, ne s'organise pas à l'intérieur du Marché Commun, ni sur la base exclusive du français, ni sur la base de l'italien ou de l'allemand, mais sur la base de grands véhiculaires. Les techniciens du Marché Commun ou ceux qui vont et viennent à l'intérieur ou à l'extérieur de cette communauté sont obligés d'apprendre la langue du voisin pour

pouvoir se faire comprendre. Il nous faudrait une Afrique tournée sur elle-même, davantage que sur l'extérieur. Elle arriverait rapidement, en une génération, à mettre en place ses propres véhiculaires. Une fois de plus, ça ne l'empêcherait pas d'être branchée sur les langues européennes, ou les langues non européennes de pointe qui lui permettraient d'être un continent à la fois tourné sur lui-même et sur l'extérieur, de jouer le jeu dans un monde qui ne laisse pas de choix, dans la mesure où personne ne peut s'enfermer sur soi, sur son propre système.

**F. & D. : Concrètement que souhaitez-vous ?**

Pathé Diagne : Des pouvoirs démocratiques qui cessent de jouer à cache-cache avec le problème linguistique et culturel qui devient essentiellement une question politique. La démocratie et le développement, comme processus liés au rôle des masses, sont impensables sans recours aux langues du continent. Les recherches sont assez avancées pour mener dans l'immédiat une politique d'insertion des langues africaines à l'école, dans l'éducation de base, la formation permanente, les assemblées politiques, l'administration, les banques ou le secteur économique en général.

Il ne faut certes pas se faire d'illusion : depuis plus de dix ans, il y a, au plan de l'information, de la recherche et de l'application, de sérieux progrès. Pourtant on n'a pas encore franchi le pas décisif. N'importe quel pouvoir ne peut résoudre la question dans l'intérêt des masses. Par ailleurs, les organisations



Allassane Guèye

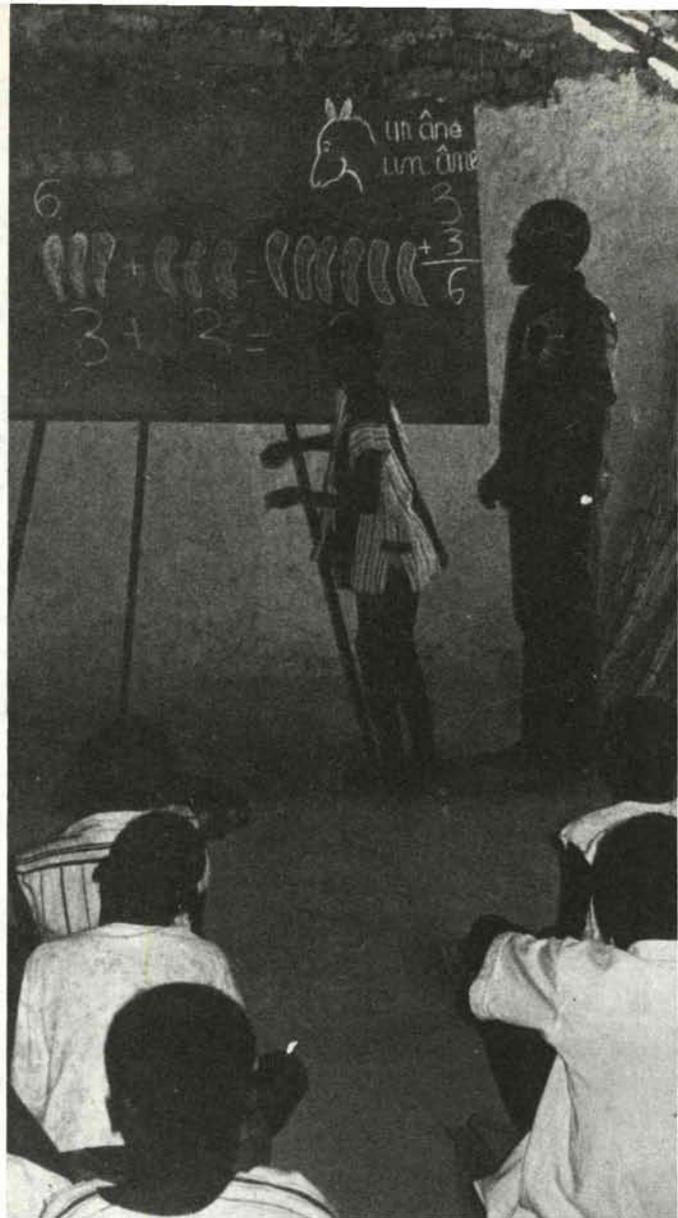
étrangères ou internationales ne se substitueront pas aux Etats du continent pour faciliter la tâche. Tout au contraire. Elles se contentent, comme nombre d'institutions locales, à « spéculer sur le problème » en termes de recherches sans conséquence immédiate. La linguistique africaine est même une sorte de « marché scientifique » avec ses projets technocratiques d'études, ses avant-projets de « factibilité » (9), ses recherches socio-linguistiques « préalables » là où il faut des instituts locaux ou régionaux d'adaptation et de production de matériaux. De toute façon, c'est l'effort à l'intérieur du continent, par les intéressés eux-mêmes, qui est important sur ce plan. Le chercheur autochtone, de mieux en mieux armé, a pris ses responsabilités. Il suffit de lui faire confiance.

**F. & D. : Qui peut faire cette recherche, et où ?**

Pathé Diagne : Les techniciens qui parlent ces langues. Des équipes de chercheurs africains qui coopèrent à l'intérieur de structures locales, nationales, ou interafricaines. Il ne s'agit évidemment pas de mettre en place des « Académies » pompeuses. Nombre de centres de recherches ou d'organisations de liaison existent, qui jouent ou sont appelés à assurer des rôles importants sur ce plan. Il faut réorganiser cette recherche au plan des régions et des langues.

**F. & D. : Le bureau linguistique de l'OUA ou les organismes comme l'UNESCO et certains centres africains ou étrangers de recherches pourraient-ils offrir une aide ?**

Pathé Diagne : Bien sûr, mais à condition de rompre avec leur pratique bureaucratique, leur attentisme, ou souvent un parti pris plus ou moins avoué d'endiguement. La question linguistique est une question politique. Les organisations internationales reflètent l'intérêt des grandes



puissances, leurs impérialismes culturels et linguistiques. Ni l'OUA, ni l'ONU ou l'UNESCO n'y échappent. Les organismes de recherche des pays industriels sont surtout soucieux d'exercer des influences nationales. Ils préfèrent investir des sommes considérables pour maintenir ou réajuster des systèmes éducatifs ou linguistiques dont l'ébranlement risque de remettre en cause leurs intérêts directs ou indirects, avoués ou cachés. C'est aujourd'hui tout un problème pour réunir quelques millions

de francs pour éditer des terminologies scientifiques en kiswahili, en mandingue, en wolof ou en yoruba. On mobilise plus facilement des dizaines de millions de dollars pour des projets bidons dits « d'alphabétisation fonctionnelle », de « l'audio-visuel » ou « d'animation », qui nourrissent bien plus les bureaux

*Les solutions sont à notre portée...*

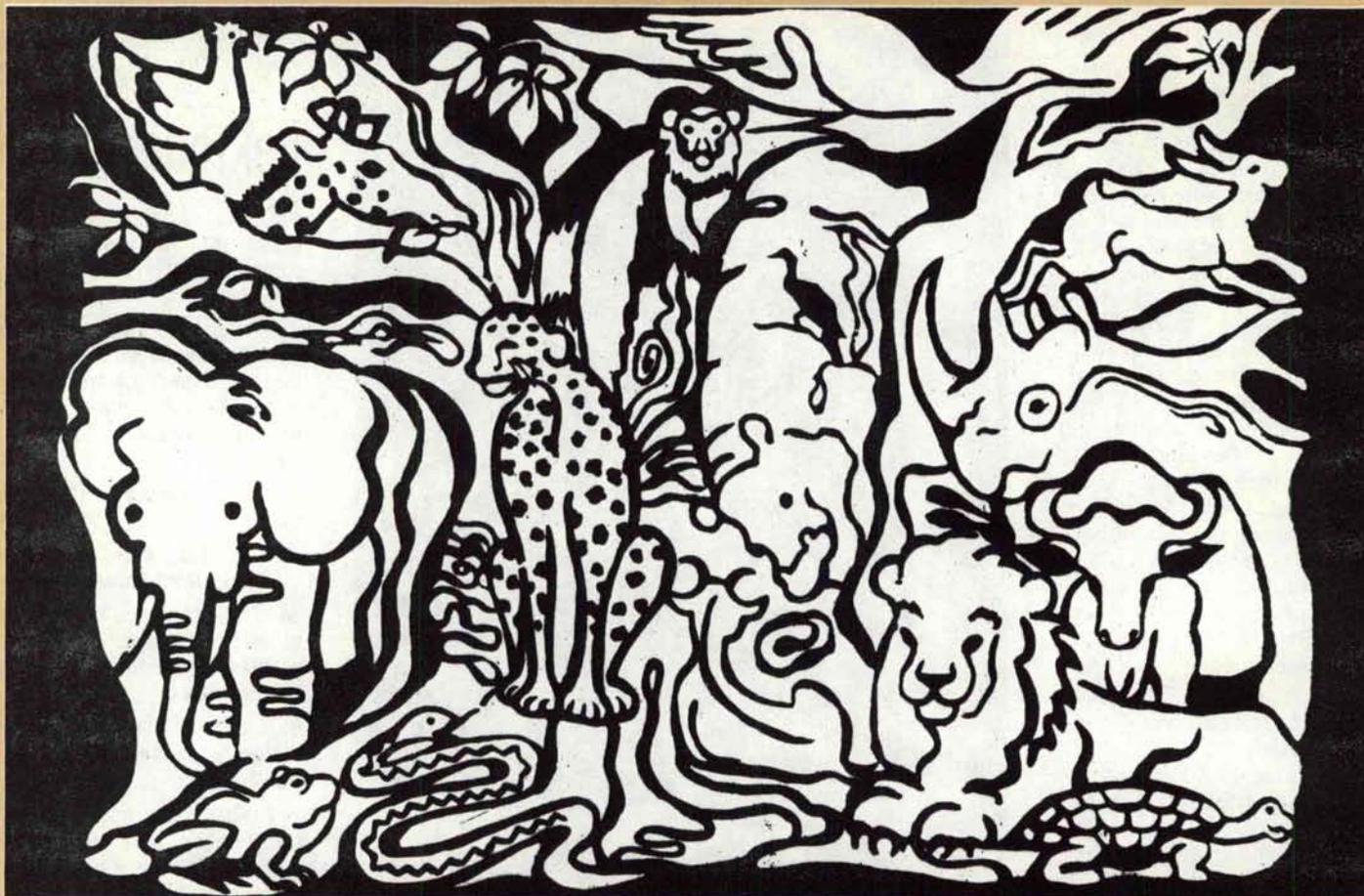


Allassane Gueye

d'études chargés de les concrétiser qu'ils n'apportent de solutions positives aux peuples africains qui les financent, directement ou indirectement.

## Lexique

- 1) Outils cognitifs : les éléments de la connaissance comme les mots, les concepts, etc.
- 2) Véhiculaire : une langue qui constitue un moyen de communication dans toute une région (vient de «véhicule», instrument permettant de se déplacer).
- 3) Tamul : langue parlée à Sri Lanka (ex-Ceylan).
- 4) Kirdi : langue parlée par une ethnie du Nord Cameroun.
- 5) Idéogramme : caractères en forme d'image. Les hiéroglyphes égyptiens sont des idéogrammes.
- 6) Kabyles : une population d'Algérie parlant une langue berbère.
- 7) Poids démographique : l'importance plus ou moins grande qu'aura une population en fonction du nombre d'individus qui la constituent. Le Nigeria, avec 70-80 millions d'habitants, a un poids démographique très supérieur au Gabon (700.000 habitants). Par extension, le poids démographique d'une langue se réfère au nombre de personnes qui la parlent.
- 8) Espace linguistique et culturel : une région où domine une certaine unité de langue et de culture.
- 9) Etude de factibilité : un néologisme (nouvelle expression) qui signifie une étude visant à déterminer si un projet est réalisable ou non.



Reproduction d'une gravure sur écorce réalisée par une artiste de Dar-es-Salam (Tanzanie). Le jeu consiste à découvrir le nombre d'animaux cachés dans l'image.

## ■ suite de la page 37

chaude, ajouter la viande, les oignons, saler, poivrer, couvrir et faire cuire à feu vif. Remuer de temps en temps. Quand le jus de la viande commence à être réduit, ajouter le jus de tomate et le concentré de tomate. Laisser cuire 5mn et mouiller avec 1/2 litre d'eau.

Ajouter l'ail et le persil pilés, le piment rouge, le sombala. Laisser cuire 45mn à une heure à feu doux.

3) Cuire le riz à l'eau légèrement salée à votre convenance. Servir les 2 sauces dans deux plats différents. Les convives mettront sur le riz un peu de sauce verte (gombo) et au-dessus un peu de sauce rouge (tomate).

Bon appétit !

## Petit-fils de ma femme

J'ai eu tort, la semaine passée, de dire des sottises sur le compte de mon grand ami, Me Manuel... J'aurais bien besoin de lui et de ses lumières pour débrouiller la situation inextricable de l'un de mes amis, qui m'écrit ce-qui suit :

«Je me suis marié voici quelques années avec une veuve, qui avait une fille de 18 ans.

«Mon père devint amoureux de cette jeunesse, et comme il était veuf, il l'épousa.

«Il devint ainsi mon gendre, et ma belle-fille devint ma mère (marâtre) en tant que femme de mon père.

«Quelque temps plus tard, ma femme a accouché d'un fils, qui est le (demi) beau-frère de mon père, et

en même temps mon oncle en qualité de frère de ma mère (marâtre), c'est-à-dire de ma belle-fille, femme de mon père.

«Cette dernière a également eu un enfant, qui est mon demi-frère et mon petit-fils tout à la fois.

«D'où il s'ensuit que ma femme est en même temps ma grand-mère, puisque la femme de mon père est sa fille.

«Quant à moi, je suis le mari de ma femme et aussi son petit-fils.

«Et comme le mari de la grand-mère de quelqu'un est le grand-père de ce quelqu'un, il s'ensuit que je suis mon propre grand-père...»

(DOMAINE PUBLIC, Lausanne)

## Proverbes

Quatre vingt dix-neuf mensonges t'aideront, mais le centième te trahira (Hawsa)

Un cœur amer dévore son possesseur (Herero) (S.O. Africain)

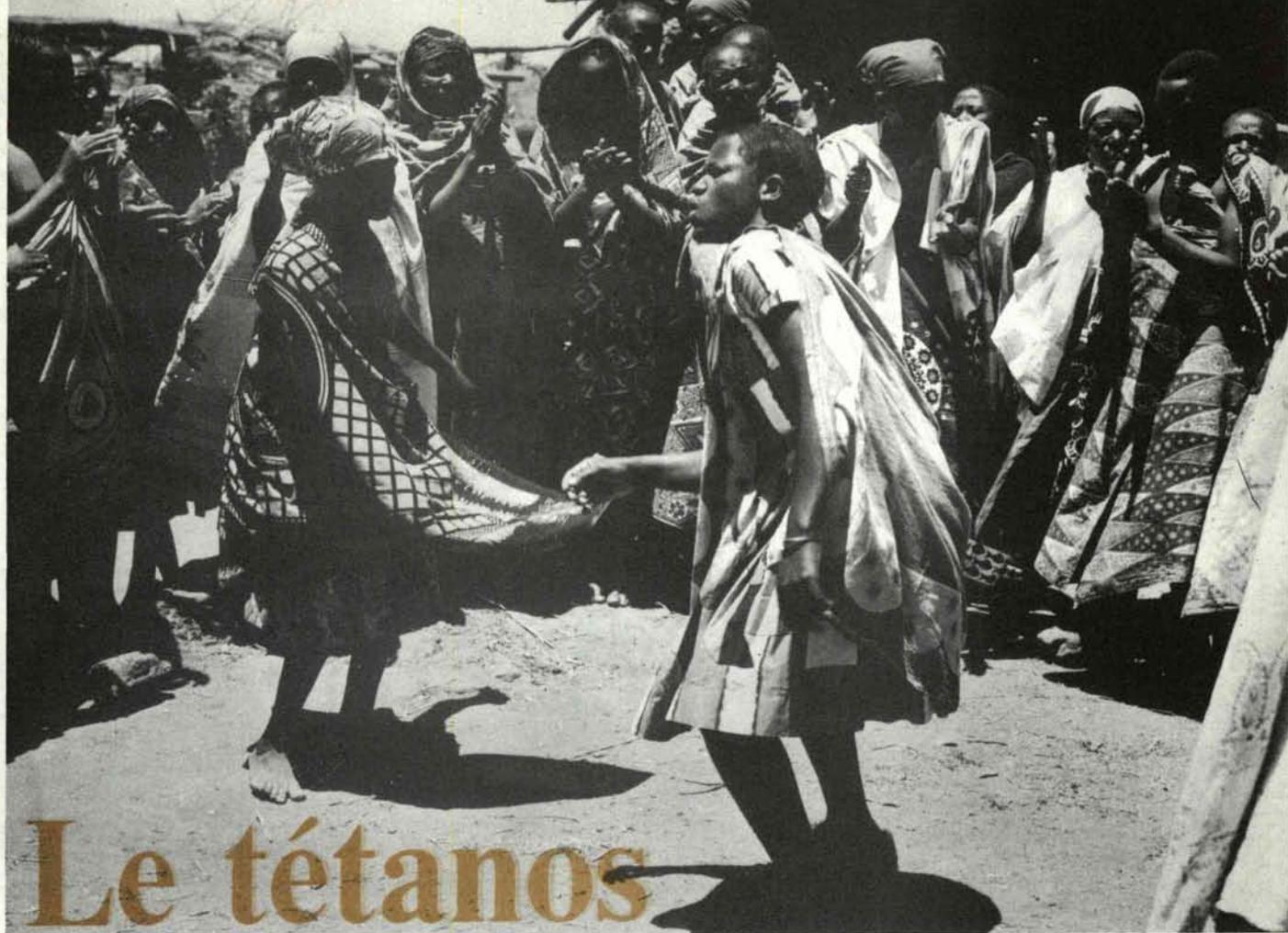
Il vaut mieux connaître tes propres défauts que ceux de ton voisin (Serer)

Même une pierre s'amollira si on la bout assez longtemps (Konkomba)

Toute la pluie ne tombe pas sur un seul toit (Ewe)

Une personne faible va où on lui sourit (Wolof)





UNICEF/Astair Matheson

## Le tétanos

La fête battait son plein lorsque...

«J'ai été témoin il y a quelques jours d'une scène dont je garderai longtemps encore un mauvais souvenir. Samba et Fatou étaient depuis une semaine les heureux parents d'une petite fille.

Parents et amis avaient honoré de leur présence les cérémonies du baptême, comme il est d'usage, pour partager avec le couple la joie ressentie à l'occasion de l'événement. Mais voici que dans l'euphorie générale un coup de théâtre se produit. Le bébé, alors qu'on s'appretait à le raser, est saisi de crises convulsives. Ses membres inférieurs et son tronc se raidissent, ses bras fléchissent, ses petits poings se ferment, sa tête se rejette en arrière, son visage se crispe, sa respiration s'entrecoupe de râles, et son corps brûle de fièvre. Les convives accourent pour porter assistance à la maman affolée. Ils rivalisent de sciences pour situer les

responsabilités. On accuse un sorcier qui se serait glissé parmi les invités. On incrimine un oiseau colporteur de malheur qui aurait survolé la case de Fatou. On reproche à la maman d'avoir violé une certaine règle traditionnelle selon laquelle une parturiente (1) doit s'abstenir de sortir de son domicile à des moments crépusculaires. Le vieux Malaou, guérisseur bien connu dans le village, épuise en vain toutes ses ressources thérapeutiques pour sauver l'enfant qui finalement rend l'âme».

Cette scène, Koffi est venu la raconter à l'éducateur sanitaire. Il est dépassé, il veut comprendre.

— L'explication est cependant assez simple. Vous venez de décrire un tableau typique de tétanos néonatal communément appelé «maladie du jour de baptême» parce que chez l'enfant né dans de mauvaises conditions d'hygiène, la maladie

survient généralement le 6ème ou 7ème jour après la naissance.

Le tétanos est dû à un bacille (2) vivant dans le sol et dans les excréments de certains animaux.

Il se manifeste de la façon suivante :

a) chez l'adulte : raideur du cou, douloureux à la palpation.

— le visage est crispé, animé d'un rictus significatif

— les mâchoires se bloquent empêchant le malade de s'alimenter par la bouche

— quand le cas est grave, le tétanique transpire et son corps est brûlant. Un bruit, une lumière vive, l'excitent et le mettent en état de crise

b) chez l'enfant : le tableau est celui que vous avez décrit à propos du bébé de Fatou. Le plus souvent l'issue est fatale.

— Monsieur l'éducateur sanitaire,

ces signes ne peuvent plus tromper mais que pensez-vous de l'idée que se font les gens quant à la transmission du tétanos ?

— Ecoutez, les histoires de sorcier, d'oiseau et de violation de règles traditionnelles ne tiennent pas; le tétanos est une maladie dont le mode de transmission est connu.

## Ne négliger aucune plaie

Le bacille tétanique pénètre dans l'organisme humain à la faveur d'une plaie négligée qui se souille et s'infecte.

Une plaie provoquée par une piqure d'épine, de clou, d'épingle, d'aiguille ou d'arête de poisson est une porte d'entrée favorable à la contamination.

Les tatouages, les balafres, les scarifications qui sont des signes distinctifs de certaines ethnies ou imposés selon des concepts rituels, exposent aux risques tétaniques les personnes qui subissent ces opérations, si les instruments utilisés pour ces pratiques sont souillés.

Les percées effectuées sur certaines parties du corps (oreilles, nez), avec des appareils souillés, entraînent les mêmes risques. Il faut surtout retenir que les anneaux, les brins de bois introduits dans les trous provoqués par ces percées, jouent un rôle important dans la contamination. La circoncision et l'excision faites avec des instruments septiques (3) sont des causes non négligeables du tétanos. Le plus souvent les plaies occasionnées par ces pratiques sont traitées avec une application de terre, d'excréments d'animaux ou de feuilles médicinales.

Vous mesurez toute l'importance de cette médication dans la transmission du tétanos. Il faut citer aussi les ulcères (4) pour lesquels on ne prend aucun soin. Les plaies provoquées par les chiques (5) ou les vers de Guinée, les lésions de la peau dues au grattage sont des portes d'entrée du bacille tétanique dans l'organisme.

La contamination du tétanos peut se faire aussi pendant et après l'accouchement. C'est sûrement par ce mode de contamination que le bébé décédé a été infecté.

Fatou n'a peut-être pas accouché dans une maternité ?

— Il n'est pas dans nos habitudes de fréquenter la maternité. L'enfant est né à même le sol derrière le petit enclos attenant à la latrine familiale.

— Rien d'étonnant donc qu'il ait contracté le tétanos. En plus de cette faute grave on a dû lui sectionner le cordon ombilical soit à l'aide d'une lame de rasoir, soit avec un canif ou une écorce végétale tranchante. Ces instruments peuvent infecter la plaie ombilicale. Pour arrêter l'hémorragie de celle-ci on a dû se servir de fibres végétales, de ficelles ou de cordelettes pour ligaturer le cordon.

## Traitement approprié

Parfois il est appliqué à la plaie un mélange pâteux de terre et d'autres ingrédients. Cette pâte dit-on a la propriété d'arrêter le sang.

Vous comprenez donc que ces différents traitements puissent être à

vaccination (élèves, ouvriers, cultivateurs)

En cas de blessure prendre une injection de sérum antitétanique

L'accouchement se fera de préférence dans une maternité, sinon au moins dans des conditions d'hygiène irréprochables

Le bébé doit recevoir une injection de sérum antitétanique dans les premières heures qui suivent sa naissance si sa maman n'a pas été vaccinée pendant la grossesse.

C'est ce qui explique toute l'importance qu'il faut accorder aux consultations prénatales dans la prévention du tétanos néonatal.

Vous comprenez aussi maintenant la raison profonde de la perte cruelle de l'enfant de Fatou : l'ignorance.

Ibrahima BEYE



«Immuniser par le vaccin».

l'origine du tétanos.

Mais existe-t-il des moyens pour éviter le tétanos ?

— Bien sûr et ils sont faciles à mettre en pratique.

Ne négliger aucune plaie si petite soit-elle

Interdire toute médication traditionnelle qui peut infecter la plaie et, sans tarder, consulter le médecin ou l'infirmier pour un traitement approprié en cas de blessure

Pour certaines pratiques traditionnelles : circoncision, tatouage, etc... utiliser des instruments passés au feu pour les désinfecter

Immuniser les personnes les plus exposées au risque tétanique par la

## Lexique

- 1) Parturiente : **Nouvelle accouchée.**
- 2) Bacille : **Microbe en forme de bâtonnet. La plupart des bacilles sont pathogènes, c'est-à-dire qu'ils peuvent causer des maladies.**
- 3) Instruments septiques : **Salés, rouillés, qui produisent l'infection, la putréfaction.**
- 4) Ulcères : **Plaies qui ont tendance à ne pas se cicatriser. Les ulcères sont provoqués par une perte de substance de la peau.**
- 5) Chiques : **Variété de puce dont la femelle peut s'enfoncer dans la peau et y déterminer des abcès, amas de pus.**

## Les bouillies

L'article du D<sup>r</sup> Placa sur le sevrage, (voir F & D n° 4) soulignait l'importance des bouillies dans la nourriture des nourrissons. C'est donc sur la préparation des bouillies que nous nous pencherons aujourd'hui. Ce sont des plats à base de produits locaux que n'importe quelle mère de famille peut préparer.

Les recettes suivantes contiennent des rations quotidiennes qui devront être réparties en 2 ou 3 petits repas. Il est évident que les proportions doivent être augmentées selon le nombre d'enfants à nourrir.

A partir du 3<sup>e</sup> ou 4<sup>e</sup> mois l'enfant peut déjà consommer des bouillies. Celles-ci doivent avoir une composition équilibrée, d'autant plus que leur préparation se fait souvent à base d'eau, par manque de lait. Les aliments locaux permettent de composer plusieurs bouillies qui sont facilement acceptées.

Cependant il faudrait éviter les bouillies simples préparées avec de l'akassa (pâte de farine de maïs tamisée, trempée et fermentée) ou du tapioca seulement. Ces dernières sont mal équilibrées et provoquent souvent des états de malnutrition.

Il faut donc enrichir les bouillies avec d'autres aliments tels que : farine de poisson, farine de haricots, œufs, de même qu'avec la pâte d'arachide ou du lait.

Etant donné la coutume de donner des bouillies à base d'akassa, nous conseillons vivement de les enrichir. Cependant nous donnons priorité aux bouillies à base de farines non tamisées.

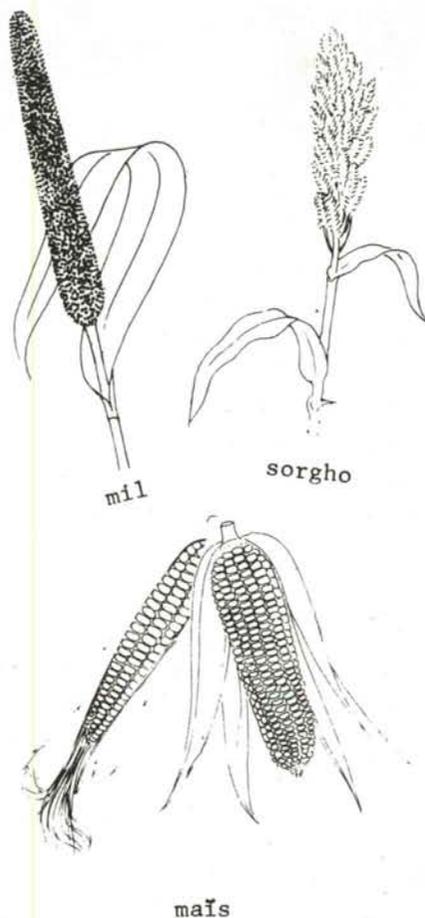
Il est fortement recommandé de donner les bouillies à la cuillère et de ne jamais tamiser la farine de maïs pour leur préparation.

Il est conseillé d'utiliser des farines finement moulues.

### Bouillie N° 1

2 portions, quantité à donner en 2 repas par jour et par enfant.

■ Les bouillies de farine de maïs, de mil ou de sorgho grillé (donner à partir du 3<sup>e</sup> ou 4<sup>e</sup> mois)



Farine de maïs ou farine de mil, ou de sorgho grillé : 1 boîte à tomate □ Sucre : 4 morceaux □ Eau : 1/2 bol (1/4 litre)

PREPARATION : 1. Obtenir une bonne farine en faisant griller lentement et légèrement les graines de maïs, de mil ou de sorgho avant de les faire mouler.

2. Mélanger la farine avec un peu d'eau froide pour éviter les grumeaux.

3. Chauffer l'eau et ajouter la farine délayée en remuant.

4. Porter à ébullition jusqu'à cuisson suffisante de la bouillie. Goûter.

5. Ajouter le sucre et faire manger à la cuillère.

6. (Ajouter éventuellement un peu de lait maternel).

REMARQUES : Varier souvent les bouillies.

Ne pas tamiser les farines pour ne pas perdre une quantité appréciable d'éléments nutritifs.

Le mil et le sorgho sont un peu plus riches que le maïs. Leurs protéines sont meilleures et la quantité d'éléments minéraux, comme le calcium et le fer, est assez importante.

La bouillie pour la première semaine de sevrage doit être un peu plus liquide. Toutes les céréales sont convenables pour l'enfant à condition qu'elles soient complétées par d'autres aliments nourrissants.

### Bouillie N° 2

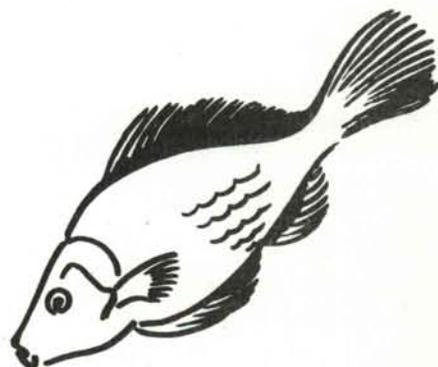
2 portions, quantité à donner en 2 repas par jour, par enfant.

■ La bouillie à la farine de petits poissons (donner à partir du 5<sup>e</sup> mois)

Farine de maïs □ Sorgho ou mil : 1 boîte à tomate □ Farine de poisson : 2 cuil. à dessert □ Sucre : 4 morceaux □ Eau : 1/2 bol (1/4 litre).

PREPARATION : 1. Mélanger la farine de céréale avec la farine de poisson.

2. Préparer la bouillie comme d'habitude.



### ATTENTION

Les bouillies décrites ci-dessous doivent être épaisses, afin de couvrir les besoins nutritionnels des petits enfants, car la mère qui donne des bouillies trop liquides risque de sous-alimenter son bébé.

### Bouillie N° 3

2 Portions, à donner en 2 repas par jour, par enfant.

■ **La bouillie à l'œuf** (donner à partir du 5<sup>e</sup> mois)

Farine de maïs □ Sorgho ou mil : 1 boîte à tomate □ Œufs : 1/2 □ Sucre : 4 morceaux □ Eau : 1/2 bol (1/4 litre)

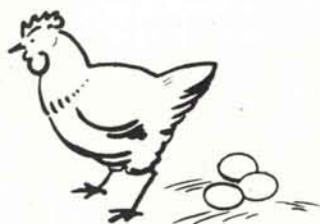
PREPARATION : 1. Préparer la bouillie comme d'habitude.

2. Battre un œuf frais dans un bol.

3. Ajouter en remuant un peu de bouillie chaude à l'œuf.

4. Mélanger l'œuf dilué avec le reste de la bouillie et laisser cuire encore 1 minute.

5. Augmenter la quantité d'œuf suivant l'âge des enfants.



### Conseils pratiques

Pour arriver plus facilement à enlever les enveloppes des haricots secs (par exemple : niébé rouge, kissi) on peut procéder de 2 manières :

1. Laver les haricots, les mettre à bouillir, les enlever du feu au premier bouillon et les laisser tremper toute une nuit.

2. Laver les haricots, les écraser légèrement sur la pierre ou dans un mortier (en gros morceaux) et les mettre à tremper dans l'eau toute une nuit.

P.S. Cette purée est déjà équilibrée quand on la prépare sans poisson.

### Bouillie N° 4

4 à 5 portions

■ **La bouillie de farine de maïs enrichie de farine de haricots.**

Farine de maïs non tamisée : 3

boîtes à tomate □ Farine de haricots : 1 boîte à tomate □ Sucre : 12 morceaux □ Eau : 2 bols (1 litre environ)

PREPARATION : 1. Faire tremper la farine de maïs la veille dans un peu d'eau.



2. Mettre l'eau à bouillir sur le feu.

3. Délayer la farine de haricots avec un peu d'eau froide et l'ajouter à l'eau bouillante. Bien remuer.

4. Ajouter, après environ 10 minutes de cuisson, la farine de maïs trempée la veille et délayée avec un peu d'eau froide.

5. Laisser bouillir encore 5 minutes environ.

6. Ajouter le sucre et goûter.

7. Servir chaud.

### Bouillie N° 5

2 portions, quantité à donner en 2 repas, par jour, par enfant.

■ **Bouillie d'akassa aux arachides** (donner à partir du 7<sup>e</sup> mois)



Akassa : 1 boule □ Pâte d'arachide : 1 cuillère à dessert remplie □ Sucre : 4 morceaux □ Eau : 1/2 bol (1/4 litre environ)

PREPARATION : 1. Faire cuire la pâte d'arachide finement écrasée et diluée dans un peu d'eau.

2. Ajouter l'akassa bien dilué à l'eau froide.

3. Faire bouillir pendant quelques minutes.

4. Ajouter le sucre et servir chaud.

### Bouillie N° 6

■ **Bouillie au bouillon de légumes** (à donner à partir de 3 1/2 mois)

PREPARATION : 1. Choisir une petite poignée de légumes-feuilles ou d'autres légumes bien frais.

2. Nettoyer, laver et couper les légumes.

3. Faire cuire dans un bol d'eau bouillante, très légèrement salée, pendant environ 15 minutes.

4. Enlever les légumes et utiliser l'eau de cuisson pour faire la bouillie avec une farine non tamisée, grillée ou pas.



(Texte tiré de : Mieux Nourrir les Petits Enfants avec des Aliments Locaux, A.HIEL, F.A.O., Porto Novo s.d.)

*En juillet : Les purées*  
*En octobre : Les sauces*

COMMENT ELEVER NOS ENFANTS

**Ils ont soif...**



Tout le monde sait que le taux de mortalité infantile est élevé en Afrique. Mais rares sont ceux qui, sans parler des maladies, peuvent citer sans hésitation le phénomène commun à la plupart de ces décès. Voyons si vous êtes mieux informé. Prenez un crayon et mettez une croix dans la ou les case (s) correspondant à la réponse correcte.

1. Les principales maladies à l'origine de la mortalité infantile en Afrique sont :  a. le paludisme  b. la diarrhée  c. les affections respiratoires (y compris la rougeole).

2. Le phénomène suivant est très souvent la cause principale du décès d'un enfant en bas âge :  a. manque de médecin  b. la déshydratation  c. manque de piqûres  d. manque d'antibiotiques.

3. Les facteurs contribuant à la déshydratation sont :  a. la diarrhée et les vomissements  b. la fièvre et une température élevée du milieu  c. le manque de vitamines  d. un rythme de respiration accéléré.

4. Les critères du diagnostic de la déshydratation sont :  a. une fontanelle (1) creuse et des yeux creux  b. courbatures  c. la langue et la peau sèches  d. insomnie  e. L'inélasticité de la peau (reprise lente de sa forme après un pincement).

5. Le traitement de la déshydratation est :  a. facile pour un médecin  b. facile pour un infirmier  c. facile pour une femme analphabète.

6. Ce traitement consiste à donner :  a. de l'eau contenant du sel et du sucre  b. une piqûre de vitamines  c. de l'eau pure  d. la pénicilline.

7. Cette eau salée et sucrée est un médicament idéal parce qu'elle est :  a. efficace et moins chère  b. à la portée de tout le monde  c. pratiquement sans contre-indication  d. agit comme un fortifiant.

8. On peut estimer la quantité d'eau à donner à partir de critères tels que :  a. la soif  b. la couleur des selles  c. la couleur des urines  d. la fréquence des urines.

9. L'éducation sanitaire doit insister sur l'importance :  a. de la construction des hôpitaux  b. des soins possibles au sein de la famille  c. des causeries  d. de la formation des médecins spécialistes.

10. La réduction du taux de mortalité infantile en Afrique :  a. est

impossible  b. dépend du nombre de médecins  c. est possible d'ores et déjà  d. doit attendre l'industrialisation des pays.

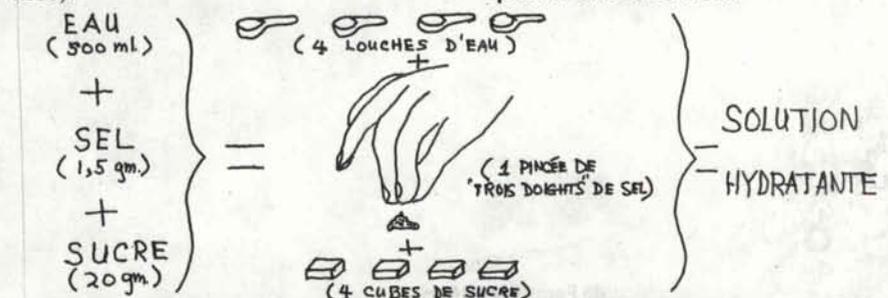
Les réponses justes sont les suivantes :

1 : a, b, c; 2 : b; 3 : a, b, d; 4 : a, c, e; 5 : a, b, c; 6 : a; 7 : a, b, c; 8 : a, c, d; 9 : b; 10. : c.

Essayons maintenant de mettre vos connaissances en pratique. Disons que votre enfant âgé de deux ans est tombé malade aujourd'hui. Il tousse, a de la fièvre et de la diarrhée. Votre premier réflexe est probablement de chercher des médicaments. Mais réfléchissons un peu avant d'agir ainsi. Beaucoup de maladies infantiles n'exigent comme traitement que ce qu'on appelle les «soins conservateurs» — c'est-à-dire du repos et une solution hydratante (2). Vous qui êtes pressés devriez écouter cette vérité : «La guérison d'un rhume non-traité prend 7 jours, tandis qu'un rhume traité ne dure qu'une semaine». En effet, la prise, bon gré mal gré, d'antibiotiques risque, dans certains cas, d'aggraver même la maladie.

Voici donc une prescription pour un enfant déshydraté :

Mélanger 1,5 gramme de sel et 20 grammes de sucre dans un demi litre d'eau. «Mais comment puis-je mesurer ces quantités ?» demanderez-vous. Ne vous en faites pas. Il y a moyen de simplifier les choses. Chez moi, j'ai une louche faite d'une caléasse avec laquelle je mange de la bouillie. Or, j'ai trouvé que quatre fois le contenu de cette louche égale approximativement un demi-litre d'eau. Avec un de vos récipients disponibles, vous pouvez aussi estimer ce volume. Maintenant prenez une pincée de «3 doigts» de sel et 4 cubes de sucre (s'il y a 200 cubes dans un carton d'un kilogramme, chaque cube égale 5 grammes).



Adaptation de la recette offerte par le D<sup>r</sup> David Morley dans son livre : Paediatric Priorities in the Developing World, Redwood Press, Limited, Great Britain, 1973.

Revoyons maintenant la prescription simplifiée...

En ce qui concerne la dose, la meilleure formule consiste à donner la solution en petites quantités à des intervalles rapprochés : toutes les 15 minutes au début, puis seulement toutes les heures et ainsi de suite. Le danger de surhydratation (3) n'existe pratiquement pas, car une fois suffisamment hydraté, l'enfant refusera de boire davantage et les urines seront plus fréquentes et plus claires.

Il est conseillé de commencer ce traitement au début de la maladie, avant même l'apparition des signes de déshydratation. Ainsi, il est possible d'éviter une situation où l'enfant est trop faible pour boire et risque d'étouffer en aspirant la solution.

Gardez toujours votre attention sur l'enfant et non seulement sur ses symptômes. Par exemple, si la diarrhée continue malgré le fait que l'état général de l'enfant s'est amélioré, vous êtes sur la bonne voie, et d'autres médicaments ne sont pas indiqués.

Pour terminer : *Tous les conseils que nous avons donnés ici sont valables aussi pour les adultes. Vous ne croyiez pas que la médecine était aussi facile que ça, n'est-ce pas ?*

D<sup>r</sup> KELLY Bamako

## Lexique

1) Fontanelle : un espace couvert par la peau et situé au sommet du crâne des jeunes enfants, entre les os. Cet espace ne s'ossifie que progressivement au cours de la croissance

2) Solution hydratante : une solution à base d'eau (du grec «hydros», eau cf. énergie hydraulique)

3) Surhydratation : consommation d'une quantité excessive d'eau

## Grains de sel

Je félicite infiniment ceux qui sont à la base d'une paisible initiative et recommande à tout fils digne de l'Afrique la lecture constante de **Famille et Développement**. Du courage aux promoteurs de F. & D. pour que triomphe l'Afrique dans sa lutte contre le sous-développement.

En prenant connaissance du contenu du n° 4 de votre journal, un article m'a beaucoup frappé : il s'agit des méthodes contraceptives modernes dont l'auteur est le Docteur Sassoum Diop... qui met l'accent sur la garde contre le mauvais usage des méthodes contraceptives; seulement il manque quelques... grains de sel dirai-je ? Car le Docteur Diop a oublié d'indiquer quelques marques de pilules, de piqûres contraceptives, de crèmes et pastilles vaginales d'autant plus qu'il nous a énuméré le condom, le stérilet, la stérilisation, les obsturateurs et

le diaphragme. J'aimerais beaucoup que le Docteur revienne sur ce point et je souhaiterais surtout que les jeunes filles ne prennent pas ceci pour un appel aux abus sexuels; car l'enjeu sera inexorablement leur santé.

**Fagbohoh Adétoundé J.C.,  
Collège Polytechnique BRUCE  
Lomé - Togo**

**F. & D. :** *Nous avons intentionnellement omis de citer des marques de pilules, car toutes les marques disponibles ne conviennent pas à n'importe quelle femme et il ne convient pas de les prendre sans une supervision médicale. Quant aux préservatifs (condoms) ils sont en vente libre (sans ordonnance) et peuvent être obtenus dans n'importe quelle pharmacie. Il en existe de nombreuses marques. De plus, nous voulons éviter de faire de la publicité pour une marque particulière.*

## Secrétaire-maîtresse

Après lecture du n° 2 de **Famille et Développement**, je me suis tout de suite abonné. Je ne me suis pas trompé. C'est toujours avec passion que je parcours les pages de **notre** journal. Deux choses particulièrement ont retenu mon attention :

— «Les médecins-aux-pieds-nus» en Chine,

— «Médecine sans médecins» d'Alexandre Dorozynski.

Voilà que par ces lignes vous venez d'indiquer aux Africains leur unique voie d'épanouissement dans la dignité. Je dis bien unique, car l'homme étant le seul élément indispensable à tout développement, cela impose à notre continent d'arriver à se suffire sur le plan sanitaire avant de prétendre à quoi que ce soit. Ces «médecins nus pieds», ces «médecins sans médecine», ces chirurgiens sans gants ni bistouris électriques ne sont pas à mépriser, il faut plutôt les intégrer plus efficacement dans les services de santé.

L'Education sexuelle ne doit plus être un problème - «qui ne risque rien n'a rien» dit-on. Elle s'impose, mais pour ma part, je pense que si elle s'adresse aux jeunes, elle doit cependant commencer par les parents, qui non seulement la dispenseront sagement dans le foyer, mais assumeront leurs responsabilités sans toujours accuser les jeunes, alors que certains adultes dupent nos sœurs dès que l'occasion se présente.

Combien prennent comme maîtresse leur secrétaire particulière. Combien de nos sœurs se retrouvent au chômage après le B.E.P.C. si elles ne répondent pas à l'appel de ces messieurs ?...

Croyez-vous qu'elles vous écoutent alors que, hier, pour avoir passé une heure ou deux en galante compagnie, elles peuvent acheter des hauts talons à 6.000 CFA ou se faire inscrire dans une école de formation ? Non, il n'y a même plus d'interdits. Une fois encore, il faut un changement de fond, une reconversion des mentalités à tous les niveaux.

**Jean Di Noël MALO**  
Infirmier d'Etat diplômé  
Solenzo - Haute-Volta

## «F et D» chez les «Dalton» de Ségou



des membres de la rédaction de **Famille et Développement** de passage à Ségou (Mali) a rencontré et discuté avec ce sympathique groupe de jeunes lecteurs de **F. et D.**, réunis en un club, les «Dalton»

## «Jouer de la vie»

Point n'est besoin de vous dire la satisfaction qu'éprouve tout lecteur de votre revue. On attendait avec impatience le n° 4 qui traite des méthodes contraceptives modernes. Et c'est justement à propos de ces méthodes, notamment celle ayant trait à la stérilisation (masculine) que je voudrais cette précision :

Après ligature du canal déférent, on sait que l'activité sexuelle continue. Mais d'autre part, nous savons tous que ce sont les deux testicules qui secrètent l'élément mâle : les spermatozoïdes. Donc après ligature du canal déférent, que deviennent les sécrétions des testicules ? Ou ceux-ci cessent-ils leur travail ? Si non, n'y aura-t-il pas éclatement de ces organes de reproduction ?

Je ne terminerai pas ma lettre sans faire une remarque à propos de l'émancipation de la femme en général et de l'Africaine en particulier. Bien sûr, l'Année internationale de la Femme a pris fin le 31 décembre 1975. Mais entendons-nous bien : cela ne veut pas dire qu'il est temps de reprendre le dessus, après avoir mis en veilleuse quelques passions égoïstes pendant 12 mois.

Sachons faire la part des choses. Il est décevant de voir autour de soi des fem-

## Vulgariser «F et D»

*J'ai le plaisir de vous faire savoir que je suis un des abonnés de votre revue. Il est inutile de vous dire combien votre journal informe, forme et aide les masses africaines à s'épanouir intellectuellement et culturellement. En outre, votre revue offre des pages riches en rubriques dont le contenu est simple, clair et précis, à un prix accessible à la bourse de tout lecteur.*

*Cependant, il est à noter que votre revue ne bénéficie d'aucune publicité au Tchad. C'est dans le souci de faire profiter mes compatriotes de ce moyen d'éducation qu'est «Famille et Développement» que je me permets de vous demander de bien vouloir m'autoriser à jouer le rôle de vulgarisateur entre votre journal et les éventuels abonnés de mon pays.*

**N. Ngaradjé Laurent - Pharmacien  
N'Djaména - Tchad**

*N.D.L.R. : M. Ngaradjé est entre temps devenu le représentant de F. & D. au Tchad - voir l'annonce dans ce numéro.*

mes (celles dites évoluées), villa avec climatiseur, télé, voiture, cigarette aux lèvres, bref tout les raffinements du luxe, vivre d'une façon étrangère à la société africaine. Je parle de celles qui, sous le fallacieux prétexte de s'affranchir du joug d'un mari, cherchent leur émancipation dans les conditions ci-dessus énumérées, recevant en toute quiétude leurs «maîtres», ne désirant pas de sitôt l'enfant «encombrant», voulant à tout prix jouer d'abord de la vie. Exactement le revers de ces hommes, nombreux aujourd'hui qui fuient leurs responsabilités. C'est de la lâcheté. Car l'être humain, à la recherche des facilités que ce soit l'homme ou la femme, est un lâche. Fem-

mes qui vivez cette vie, est-ce là votre émancipation ? Dans ce cas, les hommes ont raison de se raidir un peu.

... Et nous les hommes, souvent égoïstes que nous sommes, l'émancipation de la femme, de nos femmes, n'est-elle pas l'émancipation de nos mères ? Qui se tairait devant les souffrances de sa mère ? L'égoïste envers son épouse serait-il également sourd à la voix gémissante de maman ?

Une autre question : la polygamie est-elle ou non un frein à l'émancipation féminine ? Certains de nos responsables africains ne veulent même pas entendre parler de ce délicat problème. Aussi les femmes qui se hasardent à ouvrir un

œil là-dessus sont-elles rapidement réduites au silence.

**Ballé Tchodie TASONDI  
Lycée de Soutouboua - Togo**

**F. & D. :** *Plusieurs lecteurs nous ont posé la même question que vous sur la stérilisation masculine. Les spermatozoïdes ne pouvant être éjaculés sont résorbés par l'organisme selon un processus assez complexe. Néanmoins, il importe de souligner que la stérilisation masculine (vasectomie) en soi ne nuit aucunement à l'accomplissement normal de l'acte sexuel. Parfois même, les couples débarrassés de la crainte d'une conception accidentelle atteignent même des rapports plus harmonieux. (F.&D.)*

poule — une tête de girafe — un singe — une cigogne en vol — un lièvre — une tête de rhinocéros — un bœuf — un lion — une tortue — un serpent — une grenouille — un éléphant — une tête d'oiseau — un léopard — un hippopotame — un oiseau (à l'intérieur de l'hippopotame) — une chèvre.

Mais peut-être êtes-vous plus perspicaces que nous et en avez-vous découvert que nous avons oubliés...

## La formule idéale

*Je me permets de me compter comme ami de la famille. C'est à ce titre que je ne peux résister au désir de vous exprimer mes vives félicitations pour votre revue. Vous ne sauriez croire tout le bien que F. & D. fait à notre jeunesse d'aujourd'hui. Vous avez trouvé la formule idéale. Votre revue ne ressemble à aucune autre et elle est mieux que toutes les autres pour la formation des jeunes. Vous savez il y a certains tempéraments timides qui n'osent pas poser des questions et qui veulent savoir. Votre revue a pensé à eux.*

**Bravo et continuez !**

*Je prends 10 abonnements pour nos élèves.*

**Frère Emmanuel - Collège St-Michel Dakar - Sénégal**

## SOLUTIONS DES JEUX

### Combien sont-ils ?

Si vous allez dans le sens des aiguilles d'une montre, vers l'intérieur, en partant du coin supérieur gauche, vous découvrirez : une

## Mots croisés

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII
1	E	Z	I	C	E	E	A	M	I	T	I	E	
2	C	R	E	A	T	R	I	C	E	A	N	S	
3	L	E				M	U	R	L	I			
4	A	M				C	O	M	P	L	E	M	
5	T	A			A			A	N	T	E		
6	T		S	A	L	I		G		T	E	L	
7	B	U			P	R	E	S	A	N		R	
8	O	R			E	S		B	U	E	N		
9	N	E			C	F	A	O	S	S	A		
10	H	E	L	I	C	O	N		N	E	S	T	
11	E		F	A	D	U	T		E	T	A	T	
12	U		F		U	T		S	A	T	U	R	
13	R		A		Y	E	S		N	U	E	T	

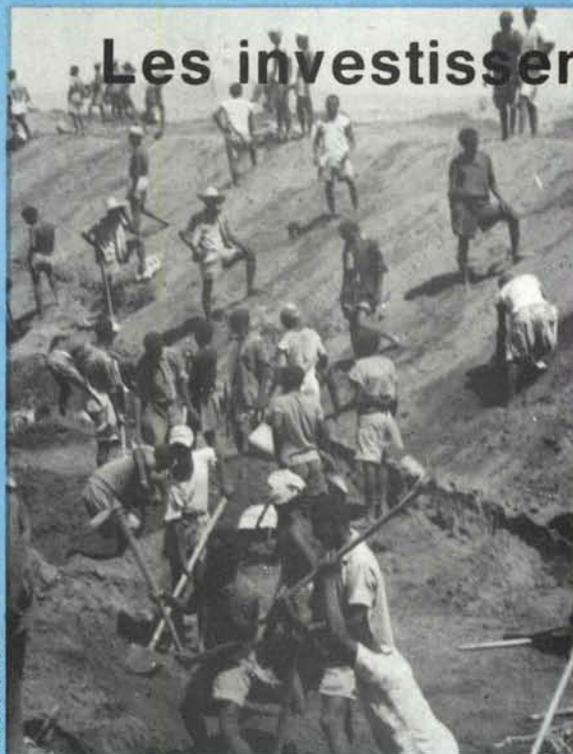


**Les investissements**

On appelle investissement une dépense effectuée par une entreprise privée ou publique, par un particulier ou un Etat, pour acquérir, maintenir en état ou développer ses moyens de production et plus particulièrement ses moyens de travail tels que les machines, les outils, les bâtiments d'exploitation... et bien sûr la terre.

On parle d'investissement productif lorsque l'investissement qui est effectué dans tel ou tel domaine vise principalement à accroître la production. S'il est vrai que de tels investissements s'accompagnent souvent de la création d'emplois nouveaux, il faut néanmoins faire remarquer qu'ils sont essentiellement motivés, en ce qui concerne du moins les entrepreneurs privés, par des perspectives réelles d'accroissement de leurs profits. De surcroît ces investissements n'interviennent évidemment que dans les secteurs où cela rapporte le plus et ne tiennent compte que de façon secondaire des besoins prioritaires des pays.

L'Etat, par contre, a généralement la charge quasi-exclusive des investissements dits improductifs. C'est le cas notamment de l'éducation nationale, de la santé publique et parfois de l'habitat, des transports etc... De tels investissements, que l'on appelle aussi « investissements sociaux », visent essentiellement à assurer la formation et le renouvellement des hommes en vue de la production. Du fait de leur rôle croissant dans la survie, le bien-être et la promotion sociale des individus, ces investissements sont devenus de nos jours une exigence constante des populations à l'égard des gouvernements. Ils accaparent ainsi des pourcentages de

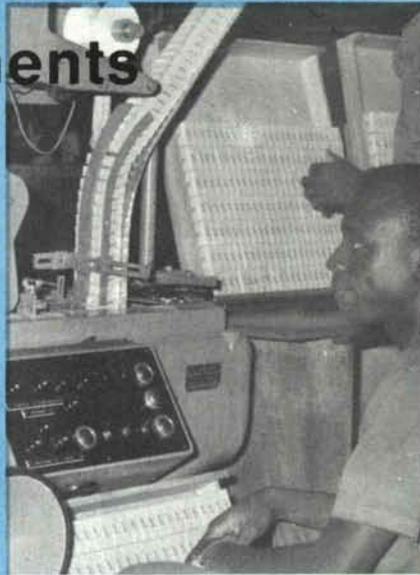


Nations-Unies

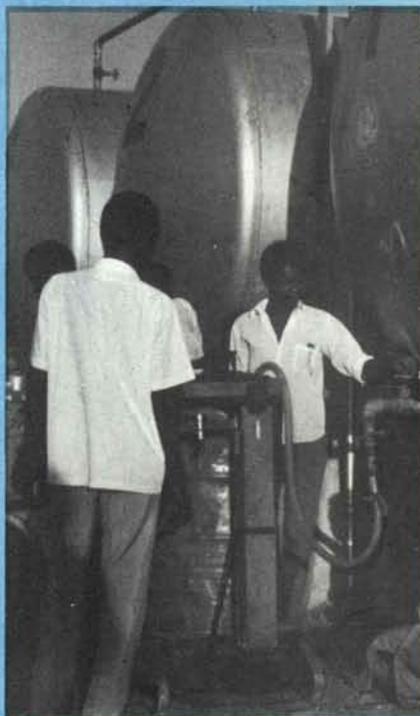
Avec un usage judicieux des investissements humains, le Tiers monde pourrait rapidement se sortir lui-même du sous-développement ■ Ci-dessus : construction d'un canal d'irrigation en Ethiopie ■ Ci-dessous : construction d'une route en Colombie (Amérique du Sud) ■ Ci-contre en haut : petite industrie au Tchad ■ En bas : huilerie d'Abéché (Tchad).



Nations-Unies



Information Tchad



Information Tchad

plus en plus élevés des budgets nationaux, sans que d'ailleurs des progrès significatifs ne soient observés pour ce qui est des services fournis dans de nombreux pays.

Les investissements sociaux étant encore largement insuffisants, on a recouru dans les premières années d'indépendance — et on y recourt encore dans certains pays afri-

cains — à la mobilisation des populations pour certains travaux tels que : construction d'édifices scolaires ou de dispensaires, entretien des routes etc... De telles opérations — que l'on désigne sous le nom « d'investissements humains » — ne jouent malheureusement qu'un rôle dérisoire dans la stratégie de développement des pays africains, et sont limi-

tés, en fait, aux secteurs considérés comme non rentables par les entreprises privées. Pourtant, l'expérience d'autres pays du monde, et singulièrement celle de la République Populaire de Chine ou de la Somalie, montre qu'une mobilisation large et profonde des populations peut suppléer efficacement à la pénurie des moyens financiers et techniques qui ca-

ractérise nos pays. Il est cependant utile de souligner que dans une telle conception du développement, la conscientisation (1) des populations joue un rôle décisif.

Les moyens financiers qui sont utilisés pour les investissements peuvent provenir notamment de l'autofinancement, c'est-à-dire de la rentabilisation (2) par l'entreprise d'une partie de ses bénéfices ou par l'Etat d'une partie de ses ressources, de crédits contractés auprès d'organismes financiers spécialisés, publics ou privés, nationaux ou internationaux.

Enfin signalons l'accroissement du rôle joué par les «investissements mixtes» caractérisés par la participation simultanée de l'Etat et d'organismes privés ou étrangers. Cette tendance reflète une double réalité contradictoire : prudence des investisseurs étrangers qui considèrent l'apport public comme une couverture et une garantie tout à la fois, et volonté plus ou moins déclarée et réelle des différents pays à exercer un contrôle plus étroit non seulement sur leurs ressources mais aussi sur l'ensemble de leur économie.

## Lexique

1) Conscientisation : cette expression de création assez récente signifie la prise de conscience par un individu ou un groupe de ses capacités à orienter et agir sur son propre destin. A l'origine le mot se réfère aux expériences d'un éducateur brésilien, Paulo Freire, qui mit au point une méthode révolutionnaire d'alphabétisation des paysans, basée sur l'utilisation de mots-clés à résonance politique, comme exploitation, redevance, injustice, impôt, etc...

(2) Rentabilisation : Ici au sens de faire porter des fruits, c'est-à-dire en réinvestissant dans l'entreprise les bénéfices que son activité lui a permis de dégager.

## Des démarcheurs pour «F et D»



famille & développement

REVUE TRIMESTRIELLE AFRICAINE DE SANTE FAMILIALE  
66, Boulevard de la République  
B.P. 11007 C D Annexe DAKAR (Sénégal)

SPECIMEN

PHOTO

Prénom : .....

Nom : .....

N° 100096

Le détenteur de cette carte est chargé de recueillir des abonnements pour la revue « FAMILLE et DEVELOPPEMENT ».

Nous avons désigné un certain nombre de démar-

cheurs habilités à recueillir les abonnements pour la

revue. En dehors des membres du Comité de rédaction, seuls ces démarcheurs sont officiellement habilités à recueillir des abonnements

Tout démarcheur est muni d'une carte officielle du modèle indiqué ici, avec sa photo et signée par le directeur et la rédactrice en chef. Toute personne s'abonnant auprès d'un démarcheur, devra exiger en retour un reçu signé par le démarcheur et portant le tampon de la revue. Nous engageons toute personne qui, s'étant abonnée auprès d'un démarcheur, n'aurait pas reçu la revue après un délai de 3 mois, à nous écrire en indiquant si possible le nom du démarcheur.

Un représentant de «F et D» au Tchad



Nous sommes heureux d'annoncer à nos lecteurs tchadiens que Laurent Ngamadjingaye Ngaradjé, pharmacien à la Pharmacie nationale d'Approvisionnement, BP. 31 à N'Djamena, (tél : 39-37) a été nommé représentant de Famille et Développement au Tchad. A ce titre, il est chargé des contacts avec les services gouvernementaux, privés, et d'aide, et on pourra souscrire des abonnements à la revue auprès de lui ou des courtiers titulaires de la carte de démarcheur Famille et Développement (voir sur cette même page).



Par ailleurs, la Direction de la Culture du Ministère de l'Education nationale compte ouvrir plusieurs points de vente de la revue dans le courant de l'année.

## Crédits photos

Couverture : jeune Mauritanienne, par Michel Renaudeau - Dakar.

N° 5 : Couverture : jeune Touareg du Niger (CIRIC - Genève).

La photo du chômeur (p. 6 du même numéro) est aussi de l'agence CIRIC.

Les photos d'affiches illustrant l'article sur le cinéma sont de notre collaborateur Charles Diagne.

**Copyright :** Nous rappelons que la reproduction de tous les articles contenus dans Famille et Développement est librement autorisée soit à la radio, soit par la presse, sans autorisation préalable de la rédaction, à condition que l'origine soit clairement mentionnée, y compris l'adresse de la rédaction : BP 11007 - CD Annexe - Dakar. Prière de nous envoyer un justificatif pour les articles publiés.





*Famille et Développement offre à ses lecteurs ces deux importants ouvrages, illustrés avec de très belles photos, au prix imbattable de 500 CFA port compris (par voie ordinaire, ce qui veut dire que pour l'Afrique centrale ou équatoriale une commande pourra mettre jusqu'à 3-4 mois pour atteindre sa destination) auprès de la rédaction de Famille et Développement, BP 11007 - CD Annexe, Dakar - Sénégal.*

Médecine sans médecins par Alexandre Dorozynski. Cet ouvrage, présenté dans le dernier numéro de Famille et Développement (voir rubrique Livres) forme un complément précieux aux 3 études sur la médecine contenues dans ce numéro. La thèse de Dorozynski, présentée de façon



simple, claire et convaincante, est que la médecine ne peut plus rester l'apanage d'une caste médicale qui a créé une ambiance de mystère autour d'une information dont chacun devrait pouvoir disposer librement. Comme l'écrit l'auteur, «la médecine est le monopole le plus ancien, le plus important, le plus répandu, le plus riche et vraisemblablement le plus puissant dans le monde d'aujourd'hui». Il s'agit de briser ce monopole, et un premier pas dans cette direction sera d'encourager la multiplication des soigneurs, assistants-médecins, auxiliaires, guérisseurs, etc... tout un personnel qui pourrait remplir les fonctions que n'exercent pas les médecins qui, pour diverses raisons, ne sont pas sur place ou pas disponibles pour dispenser les soins en général assez élémentaires que réclament la plupart des gens.

Mais, comme le dit le Dr George Brown dans son introduction, «Par delà toutes ces conditions, il nous faudra retirer la responsabilité des soins de santé des mains des professionnels pour la remettre aux individus : car après tout, chacun de nous doit avoir le souci de veiller sur sa propre santé. Si le système préconisé ne tient pas compte de cet impératif, il en résultera une domination des grands spécialistes et de leur technique toute puissante sur la santé des particuliers, ce qui tend à déshumaniser le domaine de la santé».

(Publié par le CRDI 1975 - 63 pages)



**EDUCATION  
SEXUELLE  
EN  
AFRIQUE  
TROPICALE**

E d u c a t i o n sexuelle en Afrique Tropicale a déjà été présenté dans le numéro 1 de la revue, mais ce dernier étant épuisé et beaucoup de lecteurs ne l'ayant pas lu, nous présentons brièvement l'ouvrage en question. Il s'agit des exposés présentés dans le cadre du premier séminaire interafricain sur l'éducation sexuelle, qui eut lieu à Bamako en avril 1973, avec une introduction et une bibliographie en plus. Il ne s'agit pas d'un manuel d'éducation sexuelle, mais d'une synthèse des problèmes soulevés par l'inexistence d'une éducation sexuelle digne de ce nom au niveau des jeunes, les attitudes traditionnelles face à la sexualité, ainsi que la position des religions dominantes de l'Afrique noire (animisme, islam, catholicisme et protestantisme) face à cette même question. On y trouvera aussi des exposés sur le développement psychosexuel de l'enfant, la contraception traditionnelle, l'activité sexuelle des jeunes des villes, l'éducation sexuelle et l'émancipation de la femme, et deux exposés plus techniques sur l'éducateur de la sexualité et l'enfant sujet de l'éducation sexuelle. Cet ouvrage intéressera avant tout les personnes, groupes et services désirant mener une réflexion de fond sur les problèmes soulevés par l'introduction de l'éducation sexuelle.

1 livre : 500 F. - Les 2 : 1.000 F.

(Publié par le Centre de Recherches pour le Développement International, Ottawa - 1973 - 124 pages)

*Envoyer 500 CFA par mandat-carte ou verser cette somme à notre CCP 0518. Les livres vous parviendront par courrier ordinaire.*